JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 33^e SEANCE

Séance du Mercredi 14 Décembre 1966.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 2454).
2. — Dépôt d'un projet de loi (p. 2454).
3. — Dépôt de rapports (p. 2454).
4. — Scrutins pour l'élection de membres d'une commission mixte paritaire (p. 2455).
5. — Consultation de la population de la Côte française des Somalis.
— Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 2455).
Discussion générale : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Jean Périé, Hamadou Barkat Gourat, Léon Motais de Narbonne, Louis Namy, Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale.
Art. 1^{er} :
Amendement de M. Marcel Prélot. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Monteil.
Vote unique, demandé par le Gouvernement, du projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale.
Art. 2 :
Amendement de M. Marcel Prélot.
Art. 3 :
Amendements de M. Marcel Prélot et de M. Louis Namy. — MM. le rapporteur, Louis Namy, le secrétaire d'Etat.
Article additionnel 3 bis (amendement de M. Marcel Prélot) :
MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

- Article additionnel 3 ter (amendement de M. Marcel Prélot) :
MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.
Article additionnel 3 quater (amendement de M. Louis Namy) :
retrait.
Art. 4 :
Amendement de M. Marcel Prélot. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.
Art. 5 et 6.
Sur l'ensemble : MM. le secrétaire d'Etat, Pierre Marcilhacy, Louis Namy, François Schleiter, Pierre de La Gontrie, Antoine Courrière.
Suspension et reprise de la séance.
Adoption du projet de loi au scrutin public.
6. — Election de membres d'une commission mixte paritaire (p. 2471).
  7. — Elections cantonales. — Adoption d'un projet de loi en deuxième lecture (p. 2471).
Discussion générale : M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois.
Art. 1^{er} bis : adoption.
Adoption du projet de loi.
  8. — Modification de l'ordre des travaux du Sénat (p. 2472).
MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Etienne Dailly.
  9. — Protection médicale du travail agricole. — Adoption des conclusions modifiées d'une commission mixte paritaire (p. 2472).

Discussion générale : M. Lucien Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

Art. 1^{er} :

Amendement du Gouvernement. — MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; le rapporteur. — Adoption.
Adoption de l'article modifié.

Art. 2 :

Amendement du Gouvernement. — Adoption.
Adoption de l'article modifié.

Article additionnel 3 (amendement du Gouvernement) : adoption.
Article additionnel 4 (amendement du Gouvernement) : adoption.

Modification de l'intitulé.

Sur l'ensemble : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat.

Adoption du projet de loi.

Suspension et reprise de la séance.

Présidence de M. André Méric.

10. — Congé (p. 2474).

11. — Création d'organismes de recherche. — Adoption d'un projet de loi (p. 2474).

Discussion générale : MM. Henri Longchambon, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Maurice Vérillon, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Georges Cogniot, Michel Chauty, Michel Darras, Alain Peyrefitte, ministre délégué chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.

Art. 1^{er} :

Amendement de M. Henri Longchambon. — MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement de M. Maurice Vérillon. — MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendements de M. Henri Longchambon et du Gouvernement. — Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Art. 2 :

Amendement de M. Maurice Vérillon. — MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendements de M. Henri Longchambon et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendements de M. Henri Longchambon, du Gouvernement et de M. Maurice Vérillon. — MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, le ministre. — Adoption des amendements de M. Henri Longchambon et du Gouvernement.

Adoption de l'article modifié.

Art. 3 :

Amendement de M. Henri Longchambon. — MM. le rapporteur, le ministre, le rapporteur pour avis. — Adoption.

Amendements de M. Henri Longchambon et de M. Maurice Vérillon. — MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, le ministre. — Adoption de l'amendement de M. Henri Longchambon.

Amendements de M. Henri Longchambon et de M. Maurice Vérillon. — MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, le ministre. — Adoption de l'amendement de M. Henri Longchambon.

Adoption de l'article modifié.

Art. 4 : adoption.

Article additionnel (amendement de M. Michel Darras) :

MM. Michel Darras, le rapporteur, le ministre.

Rejet de l'article, au scrutin public.

Art. 5 :

Amendements de M. Henri Longchambon et du Gouvernement. — Adoption de l'amendement du Gouvernement.

Adoption de l'article modifié.

Adoption du projet de loi.

12. — Demande d'autorisation d'envoi de missions d'information (p. 2497).

13. — Dépôt de rapports (p. 2497).

14. — Règlement de l'ordre du jour (p. 2497).

PRESIDENCE DE M. GASTON MONNERVILLE

La séance est ouverte à quinze heures dix minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance du 13 décembre a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

— 2 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, en nouvelle lecture, relatif aux « communautés urbaines ».

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 121, distribué, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission spéciale. (Assentiment.)

— 3 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Marcel Prélot un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux élections cantonales (n° 38, 61 et 106, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 119 et distribué.

J'ai reçu de M. Etienne Dailly un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant et complétant le code électoral (n° 85, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 120 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean-Marie Louvel un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du régime fiscal particulier des tabacs consommés dans les départements de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion (n° 251, 1965-1966).

Le rapport sera imprimé sous le n° 122 et distribué.

J'ai reçu de M. Marcel Pellenc, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le statut des agents de change (n° 52, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 123 et distribué.

J'ai reçu de M. Marcel Pellenc, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1961 (n° 54, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 124 et distribué.

J'ai reçu de M. Marcel Pellenc, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1962. (N° 55. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 125 et distribué.

J'ai reçu de M. Marcel Pellenc, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1963. (N° 56. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 126 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Portmann un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République voltaïque, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Ouagadougou le 11 août 1965. (N° 100. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 127 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Portmann un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Cotonou, le 21 octobre 1965. (N° 101. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 128 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Portmann un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Dakar, le 3 mai 1965. (N° 102. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 129 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Portmann un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, ensemble le protocole additionnel joint, signés à Paris, le 9 septembre 1966. (N° 103. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 130 et distribué.

J'ai reçu de M. Georges Portmann un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'avenant à la Convention du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune, ensemble le protocole joint, signés à Paris, le 6 décembre 1965. (N° 104. — 1966-1967.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 131 et distribué.

— 4 —

SCRUTINS POUR L'ELECTION DE MEMBRES D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE

M. le président. L'ordre du jour appelle les scrutins pour l'élection de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966.

En application de l'article 12 du règlement, la commission des finances présente les candidatures suivantes :

Titulaires : MM. Bernard Chochoy, Yvon Coudé du Foresto, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Marcel Pellenc, Joseph Raybaud, Alex Roubert.

Suppléants : MM. Paul Chevallier, Antoine Courrière, André Fosset, Pierre Métayer, Max Monichon, Paul Ribeyre, François Schleiter.

Conformément à l'article 61 du règlement, cette élection va avoir lieu au scrutin secret dans la salle voisine de la salle des séances.

Je prie M. Louis Namy, secrétaire du Sénat, de bien vouloir présider les bureaux de vote.

Il va être procédé au tirage au sort de quatre scrutateurs titulaires et de deux scrutateurs suppléants qui procéderont au dépouillement des scrutins.

(Le tirage au sort a lieu.)

M. le président. Le sort a désigné :

Scrutateurs titulaires : MM. Adolphe Dutoit, Jean Péridier, Eugène Romaine, Michel Yver ;

Scrutateurs suppléants : MM. Louis Martin, Marcel Darou.

Les scrutins sont ouverts.

Ils seront clos dans une heure.

— 5 —

CONSULTATION DE LA POPULATION DE LA COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

Adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis. [N° 75 et 108 (1966-1967).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la commission des lois constitutionnelles du Sénat n'estime pas de sa compétence de se prononcer sur l'opportunité politique d'un référendum concernant l'avenir de la Côte française des Somalis. Elle laisse aux différents groupes politiques l'appréciation de l'opportunité affirmée par le Gouvernement. La commission des lois, elle, se prononce seulement sur l'aspect juridique du problème.

Elle m'a chargé de dire si le texte voté, un peu malgré elle, par l'Assemblée nationale était acceptable. En proposant des amendements, la commission entend apporter au Gouvernement l'appui d'un texte aux bases fortement établies. Cette solidité constitutionnelle est devenue particulièrement nécessaire puisque, ces derniers jours, la diplomatie française s'est placée aux Nations Unies sur le terrain de ce qu'on appelle en droit international les affaires internes.

Il s'agit d'une affaire française, mais dont la répercussion internationale peut être considérable. Il convient donc que ce texte reçoive une large approbation. Aussi votre commission des lois n'a fait que reprendre, sauf sur deux points, l'un important, l'autre secondaire, le texte même de la commission de l'Assemblée nationale.

Comme celle-ci, la commission des lois du Sénat attire l'attention du Gouvernement sur l'insuffisance de la base juridique du projet qu'il a présenté ainsi que sur la confusion des deux procédures des articles 53 et 74. Sur un troisième où son opinion diffère de celle de l'Assemblée nationale, votre commission estime en effet qu'il y a méconnaissance de la compétence du Conseil constitutionnel quant au contrôle de la régularité des opérations de la votation somalienne.

Ce sont ces trois points que je voudrais développer devant vous aussi brièvement que le permet leur délicatesse. L'argumentation en est un peu aride, mais j'espère que vous voudrez bien, néanmoins, lui accorder l'audience de votre attention.

D'abord, votre commission estime qu'il y a insuffisance de base juridique du projet gouvernemental. C'est la même constatation qui a été faite à l'Assemblée nationale par le rapporteur, mon collègue au double titre universitaire et parlementaire, M. René Capitant.

L'acte que nous allons faire est grave en lui-même, mais il est de plus d'importance encore par le précédent qu'il crée. Or le projet gouvernemental apporte pour toute référence les « principes affirmés dans la Constitution ». On doit se demander si une formule de cet ordre est suffisante pour soutenir des opérations dont je viens de rappeler il y a un instant qu'elles auront des répercussions considérables sur le plan international et dans les départements et les territoires d'outre-mer. M. Capitant s'est employé à cette tâche avec succès. Je le suivrai très largement.

Des dispositions de la Constitution s'appliquant, en l'occurrence, littéralement, ce n'est pas aux « principes affirmés dans la Constitution » que le législateur doit se référer, mais aux articles afférents à la matière.

Avec M. René Capitant, je rappellerai que le droit de libre détermination des peuples est affirmé dans le préambule de la Constitution, une première fois par une référence que la Constitution de 1958 fait « aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946 » qui assure que : « Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires » et ce texte, héritage de la IV^e République, a été repris intégralement par la V^e.

Une seconde fois le principe de libre détermination des peuples est affirmé dans un deuxième alinéa mis en tête de la Constitution de 1953 : « En vertu... du principe de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui

manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique. »

A cet égard, la Constitution contient deux catégories de procédure : l'une, utilisée lors de la mise en vigueur de la Constitution, et qui concernait la manière dont les territoires d'outre-mer étaient appelés à entrer, à titre initial, dans la République ; l'autre, visant les circonstances ultérieures dans lesquelles, après y être entrés, les territoires ont la faculté de sortir de la République.

Je ne reviendrai pas sur les dispositions concernant l'option originaire, celle-ci ayant disparu par suite de l'accomplissement des délais fixés à l'article 91 de la Constitution.

Mais, et c'est ici que se nouent les premières difficultés, cette forclusion n'entraîne pas pour autant la perte pour les peuples des territoires d'outre-mer du droit de libre détermination qui a présidé à leur entrée dans la République. Sont seulement modifiées les modalités d'exercice de ce droit.

Les articles actuellement applicables sont les articles 53 et 74 de la Constitution.

L'article 53, alinéas 1^{er} et 3, détermine selon quelle procédure un peuple d'outre-mer peut aujourd'hui sortir de la République française ou, si telle est sa volonté, y entrer. Le premier alinéa dit : « Les traités... qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi », et le troisième : « Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées. »

On peut se poser la question de savoir si l'article 53 est applicable puisqu'il fait partie du titre VI intitulé : « Des traités et accords internationaux ». Il vise le cas de « cession, échange ou adjonction de territoire » découlant d'un traité. Mais l'application de ses dispositions à l'hypothèse historique où la France céderait à un Etat étranger ou bien acquerrait de celui-ci un territoire — hypothèse réalisée pour la dernière fois lors de la cession à l'Union indienne des Etablissements français de l'Inde — ne saurait être limitée dans son application, car, selon l'esprit du préambule, l'article 53 s'applique tout aussi bien à l'hypothèse, aujourd'hui généralisée par le phénomène dit de décolonisation, du territoire cessant d'appartenir à la République française pour constituer un Etat indépendant qu'à celle des portions du territoire de la République française se rattachant à un Etat déjà existant.

Le problème c'est que, dans ce cas, le traité dont parle l'article 53 est passé avec le nouvel Etat lui-même et non pas avec un Etat tiers. Mais, comme cet Etat ne peut naître qu'avec la possession d'un territoire — c'est un des trois éléments que le droit international exige pour qu'il y ait Etat — le traité, par la force des choses, prend une forme différente, celle d'une reconnaissance comme Etat de la part de la France. C'est cette reconnaissance qui, en droit, opérera transfert du territoire de la France à l'Etat nouveau. En bref, l'article 53 de la Constitution s'applique non seulement dans le cas de cession, mais dans celui de sécession.

Dans l'une et l'autre hypothèse, la validité de l'opération exige qu'il soit satisfait à deux conditions, qui sont : premièrement, la manifestation de la volonté de la population du territoire intéressé ; deuxièmement, le vote par le Parlement français d'une loi autorisant la cession ou la sécession.

A la différence de la situation initiale, connue lors de l'entrée en vigueur de la Constitution, les territoires d'outre-mer n'ont plus la faculté de décider unilatéralement. La décision exige un concours de volonté de la population du territoire et du Parlement français. Le territoire ne peut sortir de la République sans l'accord du législateur. Réciproquement, celui-ci ne peut rejeter un territoire hors de la République sans son consentement.

Il en va de même pour l'adhésion à la République, on l'a vu en 1961 pour les îles Wallis et Futuna.

En résumé, la Constitution dispose que les peuples qui, en 1958, sont entrés volontairement dans la République ne peuvent en sortir que par le concours de leur propre volonté et de celle de la France. La volonté de la France est exprimée alors par ses représentants sous forme de loi, celle de la population du territoire par votation directe.

Certains ont contesté la légitimité de l'emploi du mot référendum dans cette hypothèse. On a parlé de simple consultation, en vérité il s'agit non seulement de quelque chose de plus, mais de quelque chose d'autre car la population intéressée ne formule pas un avis, elle prend une décision. Ainsi le terme « souhaite » de l'article 1^{er} du projet gouvernemental est-il à nos yeux nettement impropre. En outre, il n'apparaît pas à votre rapporteur qu'une décision profonde sépare le type de référendum de l'article 53 des autres référendums visés par les articles 11 et 89 de la Constitution.

Cette interprétation que je crois, en elle-même, claire a été obscurcie par la confusion faite par le projet de loi gouvernemental des deux procédures des articles 53 et 74.

Sur le plan de la décision référendaire, la seule question constitutionnellement possible est celle du choix entre le maintien dans la République et l'indépendance.

Le problème de l'évolution du statut est donc au départ extérieur au référendum. Le Gouvernement l'y réintroduit en annonçant « un statut renouvelé de gouvernement et d'administration » dont « les éléments essentiels... seront portés préalablement à la connaissance de la population ».

Vous observerez l'imprécision des termes : « statut renouvelé », « éléments essentiels », « portés à la connaissance », « préalablement ». La rédaction gouvernementale prête en outre à critique du point de vue strictement constitutionnel, ainsi que le constate encore le rapporteur de l'Assemblée nationale, puisque le texte gouvernemental appelle la population à choisir entre deux solutions dépendant de l'application de deux articles distincts de la Constitution, exigeant le recours à deux procédures différentes et attribuant au vote de la population deux suites inégales.

En effet, lorsque, conformément à l'article 53 de la Constitution, la population est appelée à dire par référendum localisé si elle consent ou non à voir son territoire séparé de celui de la République, elle manifeste une volonté que le législateur est obligé constitutionnellement de respecter.

Au contraire, conformément à l'article 74, la modification du statut d'un territoire n'exige aucunement la consultation de la population par référendum. Ici, l'organe compétent est l'Assemblée territoriale qui donne un avis « obligatoire », obligatoire est ici employé dans le sens qu'il a en droit administratif français, c'est-à-dire que cet avis doit nécessairement être pris, mais ce n'est pas un avis « conforme » qui, toujours au sens du droit administratif français, devrait être nécessairement suivi.

Avec plus de fermeté encore que M. René Capitant, nous dirons qu'il n'est pas conforme à la Constitution d'amalgamer deux questions dans un seul et même référendum...

M. Antoine Courrière. Très bien !

M. Marcel Prélot, rapporteur. ...et d'accorder aux deux réponses la même valeur juridique.

M. Antoine Courrière. Très bien !

M. Marcel Prélot, rapporteur. De même, dire que « le Parlement sera appelé à se prononcer sur le choix fait par la population » est une formule inexacte à force de brièveté. Le Parlement n'a pas compétence pour se prononcer sur le référendum en lui-même, mais sur les conséquences du référendum, ce qui n'est pas la même chose. Il convient donc d'explicitier quelles seraient les suites du référendum.

Dans le cas de réponse affirmative, conformément à l'article 74 de la Constitution, le Gouvernement déposera, après avoir demandé son avis à l'Assemblée territoriale, un projet portant nouveau statut du territoire.

Nous reconnaissons, monsieur le secrétaire d'Etat, au Gouvernement le droit d'indiquer sous sa responsabilité ses intentions à la population consultée. Mais l'engagement que le Gouvernement prend, doit, pour ne pas dépasser les limites de ses compétences constitutionnelles, ne porter que sur l'engagement de faire prévaloir ses intentions devant le Parlement. Il ne peut constitutionnellement aller au-delà.

Dans l'hypothèse d'une réponse négative, conformément à l'article 53 de la Constitution, le Président de la République accomplira tous actes de nature à reconnaître et à réaliser la situation nouvelle de la Côte française des Somalis en tant qu'Etat indépendant.

Durant cette phase de transition, c'est-à-dire si intervient l'hypothèse de la sécession, le statut actuel demeurera provisoirement en vigueur. Mais vous comprenez bien que, durant cette période, il sera déjà moralement et psychologiquement dépassé. Afin de faire face à une situation ambiguë et peut-être critique, le Parlement français, sur la base de l'article 38 de la Constitution et pour la période s'étendant de la consultation jusqu'au moment où lui-même se serait prononcé, habilite le Gouvernement à prendre par ordonnance toutes les mesures relevant du domaine de la loi que justifierait la conjoncture.

A cet égard, le texte de la commission des lois de l'Assemblée nationale fixait au 2 avril 1967 la fin de l'habilitation — d'ailleurs contre l'avis du rapporteur qui, lui, n'en indiquait aucune — mais cela nous paraît difficile à maintenir.

Votre commission vous propose celle du 2 octobre 1957 sur laquelle je m'expliquerai s'il y a lieu au moment de l'examen de l'article.

Enfin, troisième point, le seul sur lequel, à regret — mais *amicus Plato sed magis amica veritas* — je me sépare de mon ami le professeur Capitant, c'est la référence à celui de la compétence *de plano* du Conseil constitutionnel. L'article 60 de la Constitution est de portée absolument générale; aucune restriction n'est mise au principe que le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. M. René Capitant s'est efforcé sur ce point, avec beaucoup de science et d'ingéniosité, de distinguer entre deux types de référendum: celui visé aux articles 11 et 89 de la Constitution, celui découlant de l'article 53. Cette distinction procéderait, d'une part, de la différence de contenu juridique de la décision référendaire, d'autre part, de la différence des aires géographiques déterminant l'étendue du corps électoral.

Sur le plan juridique, et je m'excuse d'entrer dans cette discussion très technique, dans un cas le référendum serait en son fond un acte règle, et, dans l'autre cas, un acte condition; un référendum serait normatif, l'autre réaliserait seulement la condition à laquelle est subordonnée la validité de la cession ou de la sécession.

Sur le plan géographique, dans un cas, le référendum intéresserait le corps électoral de l'ensemble de la République française et, dans l'autre cas, une fraction seulement de ce corps électoral territorialement délimité.

Votre rapporteur, à regret, croit devoir récuser les deux distinctions. En effet, la première de ces distinctions, si elle vaut pour l'article 11, ne vaut pas pour l'article 89 où l'approbation par le corps électoral est l'acte conditionnant la validité du texte voté par le Parlement. La seconde distinction est fondée sur une terminologie qui ne nous paraît pas correspondre à celle habituellement reçue. Un référendum « local » porte sur des affaires d'ordre municipal ou cantonal. Ici un référendum intéressant la structure nationale est localisé.

Cette précision de terme serait une simple querelle de mots si notre collègue et ami n'en avait tiré une conclusion — que d'ailleurs il s'est hâté de corriger partiellement — à savoir l'exclusion de la compétence *de plano* du Conseil constitutionnel auquel est substituée une commission *ad hoc*. Or cette exclusion contredit directement, je l'ai dit il y a un instant, la généralité des termes de l'article 60.

C'est là le seul point important sur lequel la commission du Sénat donne une rédaction différente de la rédaction de la commission de l'Assemblée nationale, le changement de date que j'ai signalé au passage étant secondaire. Pour le reste, comme pour les articles essentiels, votre commission s'est ralliée aux dispositions mineures du texte de la commission de l'Assemblée nationale: l'inscription sur les listes électorales, les conditions du vote et ainsi de suite. Ces articles insérés par l'autre assemblée apportent au projet des compléments et des précisions qui nous paraissent toujours utiles et peut-être même certaines sont-elles indispensables.

Fort de son accord avec la commission de l'Assemblée nationale, votre commission émet le vœu que le Gouvernement, mieux éclairé, n'oppose pas à nos amendements la procédure du vote « bloqué » et rapporte à l'Assemblée nationale le texte que celle-ci aurait adopté si elle avait été pleinement maîtresse de sa décision. Après ce qui vient de se passer aux Nations Unies, la commission tout entière vous adjure, monsieur le secrétaire d'Etat, au nom de l'intérêt national dont le Sénat est le gardien historique, de laisser celui-ci se prononcer librement. (*Applaudissements unanimes.*)

M. le président. La parole est à M. Périquier.

M. Jean Périquier. Mes chers collègues, quand les historiens écriront l'histoire de la décolonisation à la mode gaulliste, ils ne manqueront pas d'être étonnés, et peut-être même amusés, en constatant que, chaque fois que notre chef de l'Etat s'est rendu dans un territoire d'outre-mer pour exhorter les populations à rester unies au sein de la République française, quelque temps après il lui accordait, de sa propre autorité, l'indépendance. C'est sans doute cette continuité dans la contradiction que les représentants de la majorité appellent « la politique cohérente » suivie par le général de Gaulle en matière de décolonisation depuis sa conférence de Brazzaville.

Pour soutenir une telle affirmation, il ne faut jamais avoir lu la déclaration préparatoire à cette conférence faite par le général de Gaulle et par laquelle celui-ci, avec force, proclama que l'indépendance n'était pas une solution possible pour un territoire d'outre-mer. Tout au plus envisageait-il une évolution dans le sens d'une autonomie administrative interne, mais toujours dans le cadre de la Communauté française.

Je crois d'ailleurs qu'il n'est pas mauvais, à propos de ce débat, de faire un rappel de ce qu'a été l'évolution de cette communauté française. En effet il y a désormais, en matière

d'octroi de l'indépendance à un territoire d'outre-mer, un précédent que nous ne pouvons plus ignorer. En grande partie c'est même ce précédent qui doit dicter notre position à l'égard du texte qui nous est présenté en vue de l'organisation d'un référendum en Côte française des Somalis pour savoir si ce pays veut rester dans la République française ou obtenir son indépendance. S'il serait certes injuste d'accorder à la Côte française des Somalis plus de droits qu'il n'en a été accordé aux autres territoires d'outre-mer, il serait également injuste de lui en accorder moins. Il ne peut y avoir en la matière deux poids et deux mesures.

Comment donc les pays d'Afrique et de Madagascar, membres de la Communauté française, ont-ils acquis leur indépendance? Vous savez, mes chers collègues, qu'à la notion périmée de colonialisme, à la notion plus libérale et plus humaine de « Union française », la Constitution avait substitué la notion de « Communauté française », qui voulait être encore plus libérale et plus humaine. Lorsque vint le moment de faire voter cette Constitution, notre chef de l'Etat entreprit dans tous les territoires d'outre-mer une tournée pour offrir aux populations une option: ou bien elles votaient pour la Constitution et, dans ce cas, elles se prononçaient automatiquement pour le maintien dans la Communauté française, ou bien elles votaient contre et, dans ce cas, elles obtenaient immédiatement leur indépendance. Cette tournée du général de Gaulle fut, paraît-il, un grand succès. Partout il obtint un accueil enthousiaste et, effectivement, la plupart des pays intéressés se prononcèrent pour la Constitution et par conséquent pour leur maintien dans la Communauté française. Il n'y eut, si je puis dire, qu'un seul incident de parcours: en Guinée où, à l'appel de M. Sekou Touré, la population répondit « non » et, de ce fait, obtint immédiatement son indépendance. Cette décision eut le don d'irriter fortement notre chef de l'Etat et on le fit bien sentir à la Guinée qui aujourd'hui, je ne crois pas me tromper, est de tous les pays africains le seul à ne pas avoir obtenu un accord de coopération.

Mais, exception faite de la Guinée, il subsistait malgré tout une communauté importante représentée par une assemblée, le Sénat de la Communauté, dont j'eus l'honneur d'être le secrétaire pendant quarante-huit heures (*Sourires*) et dont j'eus le grand privilège d'être l'un des rares parlementaires à pouvoir faire une intervention à la tribune!

En effet, ce Sénat ne fut pas plus tôt réuni que peu de temps après, par une simple lettre adressée par M. le Président de la République à M. le président du Sénat de la Communauté qui n'était autre, vous le savez, que notre président du Sénat, cette assemblée fut dissoute.

Il faut dire qu'entre-temps s'était passé un événement important: la fédération du Mali, composée du Sénégal et de l'ancien Soudan, qui s'était prononcée tout d'abord pour le maintien dans la communauté française se ravisa et demandait son indépendance. Notre chef de l'Etat eut alors à se prononcer entre la thèse malienne de l'indépendance et la thèse du maintien dans la communauté française qui était soutenue par ces grands amis de la France que sont M. le président Tsirana de Madagascar de M. le président Houphouët-Boigny, parlant, lui, non seulement au nom de son peuple de la Côte d'Ivoire, mais encore au nom des autres pays de l'Entente: le Niger, le Dahomey et la Haute-Volta.

Pour des raisons qu'il ne faut pas chercher, je crois, à comprendre, le général de Gaulle opta pour la thèse malienne et octroya ainsi l'indépendance à la fédération du Mali, dont le premier résultat fut d'ailleurs de la faire éclater. Ce fut alors qu'avec juste raison M. Houphouët-Boigny déclara « qu'il n'attendrait pas sur le parvis de la Communauté avec ses fleurs fanées » et, à partir de ce moment, par un processus rapide et automatique, tous les pays, africains et malgache, membres de la communauté française obtinrent leur indépendance. Ainsi la Communauté avait vécu.

Dans son rapport à l'Assemblée nationale, M. Capitant, rappelant cette évolution, signalait dans une phrase très courte que, par suite de l'abandon de la notion de communauté, tous les pays africains étaient devenus indépendants, même ceux qui avaient opté pour cette communauté. Mais qui a abandonné cette idée de communauté? La Constitution? Elle n'a jamais été modifiée sur ce point et même, par une anomalie bizarre, le chapitre 12 concernant cette Communauté subsiste toujours dans notre Constitution.

Je vous ai rappelé que, jusqu'à la dernière minute, MM. les présidents Tsiranana et Houphouët-Boigny avaient lutté pour le maintien de la communauté française. Le Parlement n'a même pas été consulté. A la vérité, on s'est trouvé en présence d'un acte du pouvoir personnel pris dans le cadre du domaine dit réservé et cela en violation de toutes les règles constitutionnelles.

C'est pour cette raison que, tout en étant attachés de toutes nos forces au respect de la Constitution, nous pensons que le grand débat constitutionnel que certains voudraient instaurer à propos du texte qui nous est soumis est bien superflu et inutile. Tenez, par exemple, monsieur le rapporteur, comme M. Capitant, vous en êtes réduit, pour justifier la constitutionnalité du texte, à invoquer l'article 53 de la Constitution. Je n'ai certes pas la prétention d'avoir votre science juridique que j'admire beaucoup, mais je suis juriste et j'ai quand même une certaine habitude du manquement des textes de loi. Or, avec tout le respect que je vous dois, vous me permettrez de penser qu'il faut se livrer à une véritable acrobatie juridique pour pouvoir appliquer au texte que nous discutons un article qui figure au titre réglant la question des traités et accords internationaux, lorsque notamment interviennent avec un pays étranger un échange et une cession de territoire. Voulez-vous me dire en quoi le projet actuel est un traité international et comment on peut parler de cession de territoire ?

Evidemment, je reconnais que vous avez résolu la difficulté astucieusement, presque par un jeu de mots. L'article 53 parle de cession et vous avez dit : « Mais il faut entendre par ce mot également la sécession. » Il fallait y penser. (*Rires à gauche et sur divers bancs.*) Il n'y avait qu'à mettre un S et un E devant le mot cession ; cela donnait sécession et ainsi le tour constitutionnel était joué.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Il y a une interprétation fondée ; il n'y a pas de tour constitutionnel. N'employez pas des termes comme ceux-là.

M. Jean Périquier. Quels termes ?

M. Marcel Prélot, rapporteur. Vous avez parlé d'un « tour constitutionnel ». Ce n'est pas un tour ; le terme est désobligeant.

M. Jean Périquier. J'allais vous dire, monsieur le rapporteur, qu'il ne s'agissait pas pour moi de vous chercher une mauvaise querelle et de discuter votre compétence juridique. Je sais trop bien que, lorsqu'un texte juridique est insuffisant, il faut bien avoir recours à une certaine — je pense que vous n'allez pas vous fâcher du mot — à une certaine imagination jurisprudentielle pour justifier une décision. (*Très bien !*) Ce n'est pas douteux ! Mais le fait justement qu'on en soit réduit à faire de l'interprétation de texte montre, me semble-t-il — et c'est là où je veux en venir — que ce ne sont pas tellement des raisons constitutionnelles qui doivent vous faire admettre ou repousser à l'heure actuelle le référendum qui nous est proposé pour la Côte française des Somalis.

M. Etienne Dailly. Très bien !

M. Jean Périquier. D'ailleurs M. Capitant, également éminent professeur de droit, devait lui-même apporter à l'Assemblée nationale la meilleure des preuves de l'inutilité d'un débat constitutionnel. En effet, ses explications assez embarrasées semblaient faire ressortir que lui-même n'était pas tellement convaincu que le texte fût complètement constitutionnel. C'est pour cette raison qu'il indiquait qu'au nom de la commission des lois unanime, il présenterait certains amendements — je cite M. Capitant — « pour rendre le texte plus constitutionnel ». Je pense qu'il faut traduire ce « plus constitutionnel » par « sûrement constitutionnel ».

Que s'est-il passé ? Le Gouvernement n'a tenu aucun compte de l'accord unanime de la commission des lois. Il a repoussé tous les amendements présentés et a exigé un vote bloqué. Qu'a fait M. Capitant ? Il s'est incliné. Il a voté le projet de loi sans se préoccuper outre mesure des amendements dont il était l'auteur pour certains et qui avaient pour but, paraît-il, « de rendre le texte plus constitutionnel ».

Or, vous savez très bien, mes chers collègues, que c'est le même scénario qui va se dérouler devant notre assemblée. Nous pourrions discuter longuement du projet de loi, nous pourrions défendre des amendements, mais finalement le Gouvernement repoussera tous ces amendements et exigera un vote bloqué. Je souhaite bien entendu me tromper, mais, comme je n'ai pas vu M. le secrétaire d'Etat bondir à son siège pour m'apporter un démenti, je crois bien qu'il nous faut abandonner tout espoir de voir le Gouvernement accepter une modification quelconque de son texte.

Il nous faut donc prendre ce texte tel qu'il est en recherchant s'il est acceptable dans son principe et s'il donne toutes les garanties nécessaires pour un déroulement clair et loyal du référendum envisagé. C'est ce que je voudrais maintenant examiner.

Il est bien évident que, sur le principe lui-même, nous ne pouvons que donner notre accord le plus complet. Les socia-

listes ont toujours dénoncé la politique coloniale ; ils ont toujours souhaité voir les territoires d'outre-mer accéder à l'indépendance. C'est dans cet état d'esprit que notre camarade Defferre avait fait voter la loi-cadre qui devait constituer une étape essentielle afin de permettre aux anciens peuples colonisés d'Afrique de retrouver leur liberté et leur indépendance. Par conséquent, on nous demande aujourd'hui d'organiser un référendum pour permettre éventuellement à la Côte française des Somalis de retrouver son indépendance, nous ne pouvons qu'approuver le principe d'un tel référendum ; ce que nous regrettons seulement, ce sont les conditions dans lesquelles ce texte est intervenu.

Il est, en effet, regrettable qu'il ait été envisagé après les manifestations d'une gravité exceptionnelle qui se déroulèrent le 25 août dernier pendant la visite du général de Gaulle à Djibouti. Il apparaît ainsi comme un texte de circonstance qui a été imposé par l'émeute. Le général de Gaulle pourra proclamer que ce n'est pas avec des pancartes qu'on décide du destin d'un pays. Il n'empêchera pas beaucoup de gens de penser que, sans pancartes, le texte que nous discutons présentement n'aurait pas été déposé. (*Applaudissements à gauche.*)

C'est ce qui est grave, car les circonstances dans lesquelles ce texte est proposé peuvent influencer les autres territoires ou départements d'outre-mer. Nous nous refusons, en effet, à faire la distinction entre territoires et départements d'outre-mer, car si une différence de droit et une différence administrative sont indiscutables, il n'existe pas de différence de fait, sans compter que, là encore, il faut tenir compte du précédent algérien qui a permis à des départements d'outre-mer d'obtenir leur indépendance. Dans ces conditions, monsieur le secrétaire d'Etat, si demain, dans un de ces territoires ou départements, des manifestations analogues se produisent, que fera le Gouvernement ?

M. Edgar Tailhades. Il n'en sait rien !

M. Jean Périquier. Envisagera-t-il d'accorder également leur indépendance à ces territoires et départements ? Nous vous serions reconnaissants si vous pouviez nous donner sur ce point une réponse précise. De toute manière, cela est profondément regrettable, d'autant plus que le Gouvernement aurait pu éviter d'en arriver là.

A l'Assemblée nationale, M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer a tenté de dégager la responsabilité du Gouvernement en recherchant un « bouc émissaire » qu'il puisse rendre responsable de cet accueil inattendu réservé au général de Gaulle, et il l'a trouvé en la personne de M. Ali Aref, vice-président du conseil de gouvernement, qui a été chargé de tous les maux alors qu'il avait été pourtant l'un des principaux artisans du maintien de la Côte française des Somalis dans la République française. J'ignore ce qu'il peut y avoir d'exact dans les griefs qui ont pu être formulés à l'égard de M. Ali Aref, mais, ce que je sais bien, c'est que cela ne change rien à la responsabilité qui incombe au Gouvernement. Vous auriez très bien pu éviter les incidents graves qui se sont produits, car vous auriez dû les prévoir.

D'ailleurs, M. Ahmed Idriss Moussa, député U. N. R. de la Côte des Somalis, qui était bien au courant de ce qui allait se produire, aurait pu éventuellement vous donner tous les renseignements nécessaires. En tout cas, vous ne pouviez pas ignorer que déjà d'autres incidents s'étaient produits il y a un certain temps, notamment en 1960 lors d'une visite du ministre de la justice de l'époque, M. Lecourt. Mais surtout, vous ne pouviez pas ignorer que les dirigeants politiques de la Côte des Somalis, appuyés par la population, étaient ulcérés du fait que le Gouvernement leur avait fait à maintes reprises certaines promesses, d'abord en 1959, promesses renouvelées officiellement en 1960 par M. Debré, alors Premier ministre, promesses malheureusement jamais tenues. Il aurait suffi qu'elles fussent tenues : jamais nous n'en serions arrivés à la situation que nous connaissons à l'heure actuelle.

Par conséquent, le Gouvernement a bien l'entière responsabilité des incidents qui se sont produits à Djibouti et nous ne lui reconnaissons pas le droit de s'en décharger sur d'autres, mais on comprend qu'en raison de la carence dont il a fait preuve jusqu'à ce jour la population de la Côte des Somalis se montre méfiante et se demande si, une fois de plus, elle ne sera pas trompée.

Cela m'amène à examiner si le texte donne toutes les garanties nécessaires quant à la clarté et la loyauté du déroulement du scrutin.

Le scrutin clair sera-t-il clair ? Certainement pas, car il manque un document important pour permettre au Parlement et à la population de se prononcer en toute connaissance de cause : il s'agit du statut renouvelé qu'on propose à la Côte française des Somalis.

Il est déjà inadmissible que le Parlement ne le connaisse pas lui-même. Le vote que l'on nous demande d'émettre est, du point de vue politique, un vote important. Or, nous allons voter dans l'inconnu. Quel sera, en effet, le statut proposé ? C'est le mystère le plus complet.

Je sais bien, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous avez essayé de justifier cette absence de statut par le fait que la Constitution — décidément, le Gouvernement n'aura jamais été aussi respectueux de la Constitution que dans cette affaire ! (*Sourires à gauche*) — vous imposait d'obtenir au préalable l'avis du conseil de gouvernement de la Côte française des Somalis et que, dans les circonstances actuelles, en raison de l'état d'agitation qui règne dans le pays, il ne vous paraissait pas souhaitable de demander cet avis.

Nous ne saurions admettre cette explication, d'abord parce que vous avez vous-même reconnu que l'ordre et le calme étaient revenus depuis que M. Ali Aref avait été remplacé à la tête du conseil de gouvernement par notre ancien collègue M. Mohamed Kamil. D'autre part, le conseil de gouvernement est composé des représentants des deux ethnies, Afar et Issa, qui, sur ce problème, sont dans l'ensemble d'accord ; par conséquent, il n'y avait aucun trouble à craindre de ce côté. Enfin, l'avis que donne le conseil de gouvernement n'est que consultatif ; par conséquent, le Gouvernement n'était nullement obligé d'en tenir compte.

A la vérité, il semble que le Gouvernement, craignant cet avis qui risquait de ne pas être en concordance avec le statut qu'il a l'intention de présenter, ait jugé préférable de ne pas étaler au grand jour les divergences de vues qui pouvaient se manifester à propos de ce statut. Mais cela n'a fait que reculer la difficulté et ne l'a pas pour autant fait disparaître.

Vous avez d'ailleurs parfaitement compris le danger que vous courriez et c'est pour cette raison que vous avez indiqué que, de toute manière, avant le scrutin, vous feriez connaître à la population de la Côte française des Somalis les grandes lignes du projet.

Effectivement, vous les avez fait connaître en grande partie à l'Assemblée nationale. J'ai lu l'intervention de M. le ministre à ce propos et je dois dire qu'elle ne m'a pas convaincu.

Entendons-nous bien ! Sans doute les principes de ces grandes lignes sont-ils acceptables, mais vous savez très bien, monsieur le secrétaire d'Etat, que, bien plus que les principes, ce qui compte, ce sont les modalités d'application des principes. Or c'est ce que nous ignorons complètement. C'est ce que, d'ailleurs, vous a rappelé très spirituellement, à l'Assemblée nationale, M. Aimé Césaire en soulignant que, très souvent, les petites lignes déforment les grandes.

Maintenant, pour rassurer les parlementaires, vous nous dites que la procédure envisagée n'a pas le caractère de loi référendaire. On ne voit pas, dès lors, pourquoi on a parlé de référendum ; il aurait peut-être mieux valu parler de consultation.

De toute manière, vous nous promettez, quelle que soit la décision prise, de revenir devant le Parlement qui sera saisi d'un projet de loi tirant les conséquences de la consultation. Bien entendu, si la Côte des Somalis se prononce pour un statut renouvelé, vous nous promettez de nous présenter alors un statut que nous pourrions discuter. Voire, si c'est votre gouvernement qui présente éventuellement ce statut car, avec les méthodes du gouvernement actuel, notamment avec la pratique du vote bloqué, il nous paraît bien difficile de pouvoir obtenir une modification.

M. Gustave Philippon. C'est un blanc-seing !

M. Jean Périquier. C'est un blanc-seing, en effet, que nous demande le Gouvernement.

Je voudrais maintenant examiner la question de savoir si le scrutin se déroulera dans la loyauté. On est évidemment en droit de se poser la question quand on voit la réception qui a été réservée le 25 août dernier au général de Gaulle et quand on constate qu'aux élections présidentielles il avait obtenu 25.907 voix contre seulement 795 voix pour l'ensemble des autres candidats, celui de la gauche ayant rassemblé sur son nom seulement 303 voix. Si l'on veut nous faire admettre que ce résultat a été loyal, on n'y réussira pas. Ce n'est pas nous seuls qui faisons les plus expresses réserves sur les mœurs électorales qui ont pu exister en Côte française des Somalis ; c'est M. Ahmed Idriss Moussa, qui est un peu orfèvre en la matière puisqu'il est député U. N. R. de ce territoire.

Dans un tract qu'il a fait distribuer au lendemain des manifestations de Djibouti, après avoir comparé le général de Gaulle à Napoléon, il déclarait : « Il y a bien longtemps que la Côte française des Somalis a vu la justice disparaître de l'horizon. L'autorité locale pratique le gangstérisme, la contrainte, le truquage de la liste électorale, la candidature officielle. »

C'est pour éviter de telles pratiques qu'à l'Assemblée nationale M. Ahmed Idriss Moussa a fait onze propositions qui lui paraissent nécessaires pour que le scrutin se déroule avec la plus grande loyauté.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. Ces prétendues pratiques ne l'ont pas empêché d'être élu !

M. Antoine Courrière. On vous a dit qu'il était orfèvre !

M. Jean Périquier. Oui, mais je vous laisse le soin de le lui faire remarquer puisque, encore une fois, c'est un membre de la majorité.

Je ne veux pas reprendre à mon compte ces onze propositions de M. Ahmed Idriss Moussa. Je me contenterai de poser certaines questions auxquelles j'aimerais bien, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous nous fournissiez des réponses précises.

Par exemple, procéderez-vous à une révision des listes électorales ? Je crois que c'est nécessaire, d'autant plus que vous avez réduit le nombre des électeurs en exigeant un minimum de résidence de trois ans.

Je ne veux pas vous chicaner sur ce délai de trois ans, bien que l'on n'arrive pas à comprendre pour quelles raisons certains autres électeurs seraient éliminés. On est Somalien ou on ne l'est pas. Si oui, il n'y a pas de raison que l'on ne vote pas pour dire si l'on veut voir son pays accéder à l'indépendance. De toute manière, vous savez que, même parmi les électeurs et électrices qui remplissent cette condition de délai, beaucoup ne sont pas inscrits à l'heure actuelle sur les listes électorales. Procéderez-vous donc à cette révision des listes électorales ?

Les fonctionnaires, les militaires français qui résident depuis au moins trois ans en Côte française des Somalis auront-ils le droit de vote ? Je crois que ce serait un erreur. Leur vote ne peut être qu'intéressé et ils n'ont pas à participer à un scrutin qui consiste pour un pays à dire s'il veut rester dans la République française ou devenir indépendant.

Les détenus politiques qui se trouvent dans des camps de concentration pour s'être battus pour l'indépendance seront-ils libérés et pourront-ils voter ?

Comment surtout sera assuré le contrôle du scrutin ?

Oh ! Je sais que vous avez prévu trois commissions. Une première commission est chargée d'examiner les réclamations concernant le délai de résidence. Une deuxième, plus particulièrement chargée des réclamations relatives au scrutin, arrêtera les résultats définitifs. Entre parenthèses, si la commission décide que les réclamations qui lui sont présentées sont justifiées, que ferez-vous ? Annulerez-vous l'élection ? La recommencera-t-on ? Là encore, je crois qu'il serait intéressant de connaître les intentions du Gouvernement. Une dernière commission sera chargée plus particulièrement de veiller à la sincérité de la consultation.

Ce sont en général de hauts magistrats qui siègeront dans ces commissions. Loin de moi l'idée de mettre en doute leur bonne volonté, leur grande honnêteté, mais il est bien évident qu'il leur sera difficile de contrôler si tous ceux qui votent ont bien le droit de voter ; c'est là que nous voudrions une précision, pour savoir comment le contrôle des électeurs pourra être assuré.

Il n'en reste pas moins vrai que le scrutin ne sera malheureusement pas loyal, quelles que soient les précautions que vous allez prendre et ce parce que vous l'avez faussé au départ en laissant entendre que, si la Côte française des Somalis se prononçait pour l'indépendance, elle connaîtrait — je reprends une expression de M. Billotte, ministre d'Etat — une indépendance « à la guinéenne », c'est-à-dire que vous refuseriez à ce pays, qui a été notre ami pendant si longtemps, toute aide financière et économique.

C'est là — permettez-moi de vous le dire — un chantage inadmissible qui constitue une pression sur la population pour l'influencer dans son vote. Il faut quand même avoir une politique logique : si vous ne voulez pas que la Côte française des Somalis accède à l'indépendance, il ne faut pas lui poser la question ; si vous lui posez la question, il faut que vous acceptiez loyalement sa décision et que vous lui donniez les moyens de maintenir son indépendance si elle vote pour celle-ci.

Ce n'est pas seulement l'intérêt bien compris de la Côte française des Somalis. C'est aussi celui de la France, qui a tout à gagner à ce que soit maintenue l'influence française dans ce pays car nous savons très bien que d'autres pays, comme ils l'ont fait en Guinée, ne demandent qu'à prendre notre place. Pourquoi d'ailleurs la Côte française des Somalis serait-elle pénalisée par rapport aux autres pays africains qui ont tous obtenu des accords de coopération ? Parce qu'elle

a eu le tort d'être restée plus longtemps que les autres dans la République française. Il y a là, par conséquent, une décision de la part du Gouvernement que nous ne pouvons pas accepter.

Pour qualifier cette politique, je ne peux que reprendre la formule de notre ami François Mitterrand, qui a parlé de « pire forme de colonialisme économique, de pire forme d'esprit de domination, voire d'esprit de revanche ». Si c'est pour une telle forme de décolonisation que M. le Premier ministre à l'Assemblée nationale a prétendu nous donner une leçon, nous la lui laissons bien volontiers.

Je ne sais, mes chers collègues, si vous avez lu ce discours de M. Pompidou. Dans sa péroraison, oubliant le sujet qu'il était en train de traiter, obnubilé sans doute par la période pré-électorale, il s'est cru obligé de se lancer dans une diatribe contre la gauche. Utilisant quelques réminiscences jaurésiennes de l'époque où il était fier d'appartenir aux jeunesses socialistes...

M. Pierre de La Gontrie. Très bien !

M. Jean Périquier. ... avant de devenir un travailleur de force de la banque Rothschild (*Sourires*), il s'est cru obligé de comparer la gauche à un tas de cendres refroidies, cependant que, paraît-il, la majorité représenterait la flamme. Je me demande de quelle flamme il a bien voulu parler, peut-être de celle des mitraillettes qui, à Djibouti, ont fait trois morts et cent trente-huit blessés !

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. Je vous en prie !

M. Jean Périquier. Cette flamme, nous la lui laissons volontiers.

Je ne poursuivrai pas cette polémique qui, je le reconnais volontiers, est déplacée dans un tel débat, d'autant plus — et j'en terminerai par là — qu'il ne dépendait que du Gouvernement que ce texte fût voté à l'unanimité, ce qui aurait été excellent, car la France a intérêt à se montrer unanime aux yeux du monde lorsqu'il s'agit de permettre à un pays d'accéder à la liberté et à l'indépendance.

J'insiste sur le fait que les amendements présentés à l'Assemblée nationale n'émanaient pas de l'opposition, mais de M. Capitant lui-même qui a bien expliqué qu'ils n'avaient pas pour objet de détruire le principe du texte, mais simplement d'écarter toute méfiance et de donner les garanties nécessaires.

En imposant le vote bloqué vous avez créé de la méfiance et de la suspicion. C'est, je pense, une grave erreur que vous avez commise. Vous n'empêchez pas notamment que, quel que soit le résultat du scrutin, celui-ci soit contesté. Vous n'empêchez pas que, si la Côte française des Somalis se prononce pour l'indépendance et si, demain, elle connaît des troubles, provoqués peut-être par l'intervention étrangère, on en rendra responsable le Gouvernement.

Vous n'avez pas voulu de cette unanimité du Parlement. Sans doute était-ce votre droit le plus absolu ; cela vous regarde. Mais je pense que vous ne vous étonnez pas dès lors que le groupe socialiste, en refusant de participer au scrutin, vous laisse l'entière responsabilité de vos actes. (*Applaudissements à gauche et sur divers bancs au centre gauche.*)

M. Pierre de La Gontrie. Il ne sera pas le seul !

M. le président. La parole est à M. Barkat Gourat.

M. Hamadou Barkat Gourat. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, me fondant sur les déclarations faites par le ministre à l'Assemblée nationale, je tiens à dire dès le début de mon exposé que je suis d'accord avec les grandes lignes de cette déclaration.

En effet, nous estimons que les circonstances actuelles rendent opportune la consultation de la population de la Côte française des Somalis pour son avenir. Elle devra ainsi choisir entre son maintien dans l'ensemble français avec un statut renouvelé ou la rupture de ses liens avec la République française.

Une fois affirmé le bien-fondé de cette consultation, il était possible, dans le déroulement des opérations, de fixer dès maintenant les termes du nouveau statut ou bien de reporter sa définition exacte après la consultation.

Nous optons pour la seconde formule, car il ne faudrait pas que le vote sur l'essentiel, c'est-à-dire le maintien ou non dans l'ensemble français, soit influencé par des considérations, importantes certes, mais qui ne porteraient que sur des points particuliers du statut.

Notre accord sur ce déroulement des opérations se trouve conforté par la déclaration faite à l'Assemblée nationale par le Premier ministre, dans l'hypothèse où la réponse de la population serait positive. Je cite : « Nous consulterons l'assemblée territoriale sur un projet de statut et, après avoir recueilli son avis, nous demanderons au Parlement français de ratifier ce statut par la loi ».

Ce processus nous paraît tout à fait raisonnable et nous l'approuvons sans réserve. Il donnera à la consultation un caractère de clarté que nous estimons indispensable.

Quant à moi, je souhaite de tout cœur que mes compatriotes choisissent, à une très large majorité, de demeurer dans la République française. (*Applaudissements au centre droit, à droite et sur de nombreux bancs au centre gauche.*)

Les paroles prononcées par le Premier ministre à l'Assemblée nationale : « La France est disposée à continuer à apporter sa protection à ce territoire, à y assurer le maintien de l'ordre et de la justice, à y créer ou y développer la prospérité économique, à y développer également la promotion sociale, la formation d'élites capables un jour d'administrer ou de gouverner », sont de nature à permettre, à notre territoire une évolution rapide dans les domaines économique et social, cela — fait essentiel — dans un climat de paix maintenue.

Nous savons que nous avons beaucoup à faire pour développer notre territoire, lui donner les cadres et les ressources indispensables à son existence. Avec l'aide de la France, avec le concours actif de nos élites, nous sommes assurés de transformer rapidement un pays qui se heurte à d'incroyables difficultés mais qui, dans l'hypothèse inverse, serait rapidement transformé en champ de bataille.

Pour ces raisons, et dans l'assurance que notre nouveau statut sera établi dans un climat de confiance et de négociations fructueuses, j'approuve le texte qui nous est soumis. (*Applaudissements au centre droit ainsi que sur divers autres bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Motais de Narbonne.

M. Léon Motais de Narbonne. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, ma première observation est que ce référendum aurait pu être évité.

Il était possible aux autorités locales responsables d'éviter les manifestations particulièrement déplaisantes et déplacées qui ont accueilli le chef de l'Etat. Il était possible au chef de l'Etat de traduire son irritation autrement que par la procédure de sommation contraignant la population de la Côte française des Somalis à l'option institutionnelle que, dans son ensemble, elle ne souhaitait pas.

Je demeure, en effet, convaincu qu'aucun problème politique particulièrement grave, à base de nationalisme ou de sécession, ne soulevait véritablement la population de la Côte française des Somalis, accoutumée pendant tant d'années à la France et soucieuse, qu'il s'agisse des nomades de l'intérieur ou des sédentaires du port, de mieux-être social, de justice et de liberté.

Je suis convaincu que M. le ministre d'Etat, chargé des territoires d'outre-mer, avait parfaitement raison lorsqu'à la veille de son départ pour Djibouti il laissait entendre au chef de l'Etat que celui-ci pouvait être accueilli avec chaleur. (*Rires ironiques à gauche.*) C'est, en effet, entre ces deux voyages que la situation s'est dégradée. Elle s'est détériorée pour un motif parfaitement futile, absolument absurde : le rejet dans le camp de l'opposition du sénateur Kamil, qui s'était d'ailleurs borné à solliciter une audience du chef de l'Etat et à qui elle fut refusée, sans doute parce que les autorités locales étaient peu soucieuses de le laisser se manifester pour rappeler certaines promesses non tenues et surtout un certain comportement administratif. Et cela, ce refus, fut la source des manifestations qui ont fini comme vous savez.

En passant, je voudrais faire deux remarques à ce sujet. Cette audience à Djibouti, sur son territoire, avant les événements, ne lui a pas été accordée ; après les événements, à Paris, elle lui fut accordée. M. Kamil n'était pas un interlocuteur valable avant les événements ; mais, après, il en est devenu un, rejoignant ainsi dans la liste de l'histoire de la décolonisation française ceux qui l'avaient précédé et qui, souvent, furent reconnus à partir du moment où ils commencèrent à se faire craindre.

Ma seconde remarque, c'est que ces porte-paroles du nationalisme, souvent c'est nous qui, par nos faiblesses, par nos fautes, par nos erreurs les faisons naître et les fabriquons.

Voyez l'exemple de Vo N'Guyen Giap, brillant universitaire français formé valablement à toutes les disciplines de nos facultés, mais dont la femme — je ne sais plus si elle était française — a été torturée par la police locale, ce qui l'a rejeté définitivement dans le camp irréductible des adversaires haineux de la France.

Voyez Ben Bella, combattant courageux de la campagne d'Italie, qui revient avec ses décorations dans son pays et y sollicite un emploi subalterne que les autorités locales lui refusent, le rejetant parmi les adversaires de notre pays.

Voyez Kamil, notre ami Kamil, le sénateur Kamil que nous avons tous connu, dont les trois enfants étaient jusqu'à hier élevés en France, qui siégeait ici sur les bancs de la majorité gouvernementale et qui jamais — j'en porte témoignage — au cours d'entretiens que nous avons eus, ou de repas que nous

avons pris ensemble, n'a parlé de sécession. Parce qu'il était fier, parce qu'il voulait garder son indépendance matérielle et morale, il a vu se dresser contre lui toute la machinerie électorale de l'administration d'outre-mer à l'occasion des dernières élections sénatoriales et aujourd'hui le voici devenu un de nos adversaires. Voyez-vous, au cœur de ces révoltes contre la France, il y a souvent le sentiment d'une injustice ou de l'amitié blessée.

Je suis persuadé que ces événements, avec une équipe plus intelligente de ses devoirs, auraient pu être évités. Mais puisqu'ils se sont produits, j'ajoute qu'ils ne méritaient pas la procédure d'option qui, aujourd'hui, risque de conduire la Côte française des Somalis vers les aventures d'une indépendance.

Nous avons tout de même le droit de considérer que la France est parvenue au terme de sa politique de décolonisation et que, par conséquent, l'ensemble des territoires ayant eu l'occasion, au moment de la constitution de 1958 d'affirmer leur volonté de demeurer dans la mouvance française doivent être épargnés, protégés.

Ainsi, ce n'est pas d'une bonne gestion de la part de ceux qui assument les hautes responsabilités à l'échelon national que d'envisager tout de suite cette opération chirurgicale de l'amputation au lieu d'appliquer d'autres thérapeutiques, peut-être encore possibles. Cela n'est pas d'une bonne gestion parce que nous avons le sentiment que cette procédure a été inspirée par le choc d'une sensibilité blessée, celle du chef de l'Etat, plutôt que par l'étude délibérée, lucide d'un dossier politique dans lequel il faut éviter, nous le savons, de faire intervenir les sentiments et à plus forte raison les ressentiments.

Promettre l'indépendance, envisager l'indépendance, c'est une fiction illusoire sur laquelle personne n'émet le moindre doute. Cela est vrai aussi bien de la Côte française des Somalis que de n'importe quel autre territoire que la France conserve encore. Nous savons, ainsi que l'a indiqué M. Péridier, qu'en nous en allant, nous nous effaçons au profit d'une autre puissance. Partir c'est laisser la place à un autre.

Enfin — c'est la partie la plus grave de l'affaire et c'est la raison pour laquelle, débordant la compétence habituelle de mon mandat parlementaire, j'ai voulu intervenir dans cette discussion — vous créez là un précédent extrêmement grave. Peut-on admettre demain, dans l'un quelconque de nos territoires, parce qu'il y aura eu quelques porteurs de pancartes, parce que les manifestations seront marquées par la violence, que nous puissions remettre en cause le statut institutionnel qui les gère ?

M. Pierre Marcilhacy. Demain, la Réunion !

M. Léon Motais de Narbonne. J'y viens !

Ma deuxième observation, c'est que les textes constitutionnels ne cadrent absolument pas — cela a été souligné par ceux qui m'ont précédé à cette tribune — avec la procédure qui a été adoptée par le Gouvernement.

J'irai même, monsieur le rapporteur, après avoir examiné votre rapport si compétent et si complet, plus loin que vous. J'ai le plus haut respect, la plus haute considération pour vos éminentes qualités de juriste, et particulièrement pour votre probité intellectuelle, mais je vous le dis avec déférence, mais avec conviction je crois que vous aussi, vous faites montre d'ingéniosité lorsque vous affirmez que l'article 53, dans l'esprit et la lettre de la Constitution, est la voie procédurière par laquelle il était prévu qu'un territoire soumis à la souveraineté française avait la possibilité de faire sécession.

Vous l'avez rappelé, et je ne veux pas vous chicaner sur ce point : c'est un texte qui fait partie de quatre articles inscrits sous le titre VI se rapportant aux traités internationaux et qui ne s'applique que lorsqu'il s'agit de traiter d'égal à égal, de nation souveraine à nation souveraine. Lorsqu'il y a amputation du territoire, ce texte se borne à dire que cette amputation ou cette annexion ne sont valables qu'après la ratification parlementaire et, bien entendu, la consultation préalable et conforme des peuples intéressés.

Ce texte serait, sans doute, valable si demain, par une hypothèse absurde d'école, nous décidions de traiter avec la République des Somalis ou avec l'Ethiopie pour faire abandon de la Côte française des Somalis. C'est ce que nous avons fait pour les comptoirs de l'Inde quand nous avons traité avec l'Union indienne. Mais considérer que ce texte permet au Gouvernement français, s'adressant à un pays régi par la souveraineté française, de lui demander s'il consent à rester français, à rester soumis à cette souveraineté, de prendre acte de son refus et, un gouvernement autochtone ayant été constitué, de le considérer comme un gouvernement représentatif et de passer avec lui un accord international, permettez-moi de vous dire que ceci est particulièrement ingénieux, mais que ce n'est conforme ni à la lettre, ni à l'esprit de la Constitution de 1958.

Je ne voudrais pas éterniser cette discussion juridique ; nous sommes d'accord sur le fond. Mais il y a un propos de mon ami M. Capitant dans son rapport à l'Assemblée nationale dont je veux tout de même faire justice. A vrai dire il n'est pas net mais crée une impression. Il parle de l'article 74 qui, vous le savez, permettait une option — car nous avons voulu en effet donner une légitimité aux possessions d'outre-mer au moment de la Constitution de 1958. L'article 1^{er} leur a donné la possibilité de dire s'ils voulaient rester dans l'ensemble français ou s'en écarter et l'article 74 précisait que les territoires — c'est la terminologie juridique — ont la possibilité de conserver, de garder leur statut, de devenir des départements d'outre-mer ou de devenir Etats associés.

Comme vous le savez, les Etats associés, isolés ou groupés, ont disparu et sont devenus des Etats indépendants. Peut-on dire — je pose la question — que l'option ainsi ouverte à un territoire de devenir Etat de la communauté a disparu parce que l'Etat de communauté a disparu, mais que cette option est maintenant une option d'indépendance, pour la raison que l'Etat de la communauté est devenu Etat indépendant ? C'est particulièrement acrobatique, merveilleusement ingénieux, mais ça n'est conforme ni à la lettre, ni à l'esprit de la Constitution.

Je me garderai d'ailleurs d'insister ; nous savons qu'il y a une certaine conception évolutive de la Constitution qui l'emporte sur la conception traditionnelle dans laquelle nous avons été élevés et qui est dogmatique ; mais c'est sans doute sous la pression des événements...

M. le président. Cela ne veut pas dire que ce soit la meilleure !

M. Léon Motais de Narbonne. Ni que ce soit un exemple à suivre.

Je veux maintenant, laissant de côté ces questions de forme, aborder le fond. Le fond, monsieur le secrétaire d'Etat, c'est l'option entre l'indépendance et ce que le Gouvernement appelle le statut renouvelé.

L'indépendance ? Elle peut être conçue suivant un certain nombre de formules. Une première, qui n'est pas française, qui est américaine et qui a fait ses preuves, c'est l'indépendance à terme : les Etats-Unis par rapport aux Philippines. C'est une formule d'ailleurs assez heureuse parce qu'elle évite les hiatus. Elle permet dans un délai déterminé à l'avance de former les équipes de remplacement et le moment venu, de faire en sorte que les équipes nouvelles de souveraineté remplacent les équipes anciennes de souveraineté, tout en maintenant les vieilles relations, fraternelles, économiques, culturelles, etc.

La seconde formule, qui est bien française, que nous pratiquons à l'égard de pays devenus étrangers, qui hier étaient sous notre obédience, c'est l'indépendance associée à la coopération. Elle connaît d'ailleurs des degrés contre lesquels, personnellement, je m'élève à cette tribune chaque année lorsqu'il s'agit de nos rapports avec l'Algérie ; je trouve ce degré de coopération excessif face aux déceptions qui se perpétuent dans ce domaine. Mais il s'agit là pour tous les autres pays d'un effort amical et louable, qui nous vaut, paraît-il, un certain prestige aux yeux du tiers monde.

La troisième formule, c'est celle qui a été adoptée par le Gouvernement et qui a été énoncée tout à l'heure ainsi : indépendance à la guinéenne, qui comporte un petit relent passionnel et qui peut se résumer de la façon suivante : vous voulez quitter le bateau français ? Nous allons mettre votre embarcation à la mer. Vogue la galère ! Dieu vous préserve !

Je ne critique pas le choix que vous avez fait ; c'est votre affaire ; c'est votre responsabilité. Je reconnais qu'il est sans équivoque. Nous savons que les populations intéressées de la Côte française des Somalis, si elles sont raisonnables — mais l'expérience nous a enseigné qu'en matière politique, la passion l'emporte souvent sur la raison — devraient se soucier de certains concours extérieurs étrangers à la France s'ils optent pour l'indépendance.

Le terme d'équivoque me fournit une transition toute trouvée pour aborder brièvement un point essentiel de mon propos, le problème de ce qu'on appelle « le statut renouvelé ». Que faut-il entendre par cette expression ?

Est-ce l'autonomie interne qui est, elle aussi, une notion particulièrement imprécise, est née à la Martinique, mais qui tend de plus en plus à se propager ? C'est une notion difficile à définir et le Président de la République lui-même, dans sa dernière conférence de presse où le problème de la Côte française des Somalis a été évoqué, a préféré ne pas répondre — il a eu raison — à la question que lui posait un journaliste : « Comment concevez-vous le statut renouvelé ? Imaginez-vous qu'il puisse être appliqué à d'autres territoires ? »

Ce que vous délibérez, ce que vous décidez pour la Côte française des Somalis ne se limitera pas à ce territoire. Cela

fera jurisprudence. Vous avez pu lire en effet dans les journaux que le député de la Polynésie française et le député des Comores avaient rendu publique une lettre adressée au Président de la République par laquelle ils demandaient l'alignement ; un ancien parlementaire de l'île de la Réunion et un actuel parlementaire de la Martinique eux aussi demandent l'autonomie interne, sans que jamais cette notion ait été définie, située dans le cadre de l'allégeance française et dont il est difficile de préciser les contours.

Remarquez que, théoriquement, me semble-t-il, il est possible de procéder à une certaine définition. Ce serait un régime intercalé entre deux pôles extrêmes, le premier où la France garderait toutes les responsabilités relativement à la défense nationale, aux affaires étrangères et bien entendu au Trésor et aux finances publiques — ce sont là les sollicitations des intéressés — et abandonnerait tout le reste de la gestion ; le second pôle consistant en une véritable décentralisation administrative, respectant néanmoins les structures nationales.

A mon sentiment, il paraît difficile — j'ai eu l'occasion de le dire à la tribune lors de la discussion du budget de la France d'outre-mer — qu'un territoire puisse revendiquer l'appartenance à la collectivité française si un Français, qu'il y soit à demeure ou en résidence temporaire, n'y retrouve pas son genre de vie, les garanties qui résultent de nos institutions, et ne puisse y vivre selon nos mœurs, c'est-à-dire, puisque nous sommes en régime capitaliste, y être assuré du respect de la propriété, des libertés individuelles et politiques et jouir des garanties juridictionnelles.

Je ne voudrais pas retenir plus longtemps l'attention de l'Assemblée sur un sujet qui, je l'ai compris tout de suite, ne sera vraiment abordé que dans le cas où la consultation qui sera faite confirmerait la volonté de ces populations de se maintenir dans l'ensemble français, ce que nous souhaitons sincèrement.

Pour conclure, je préférerais que soit levée toute équivoque et que soit rejeté hors de l'ensemble français — au lieu de déployer tant d'efforts pour le maintenir dans cet ensemble, d'une façon arbitraire — un pays dans lequel on ne retrouverait pas les lignes de force principales marquées par nos institutions et qui caractérisent la civilisation occidentale d'une façon générale et, d'une façon plus étroite et particulière, la civilisation française ! (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Louis Namy.

M. Louis Namy. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, de ce projet de loi gouvernemental, mon ami Léon Feix, au nom du groupe communiste à l'Assemblée nationale, fait une analyse que je ne reprendrai pas ici, tant en ce qui concerne l'historique des événements qui ont amené le Président de la République à décider personnellement de consulter les populations de la Côte française des Somalis sur l'avenir de ce territoire que sur le tableau qu'il a brossé de la situation réelle dans ce territoire resté soumis à l'emprise colonialiste, avec toutes ses conséquences, dont l'explosion populaire du 25 août dernier a marqué la volonté d'en finir avec ce régime anachronique en Afrique orientale.

Le groupe communiste est favorable en principe à ce projet de loi tendant à ce que la population de la Côte française des Somalis soit réellement consultée afin de déterminer son sort, mais nous pensons que cette consultation doit s'effectuer librement, sans contrainte, sans pressions, sans chantage d'aucune sorte.

Après notre collègue Périquier, je pose la question : est-ce dans cette voie que l'on s'engage lorsque l'on place les Somaliens devant l'alternative suivante : ou bien, vous resterez dans l'ensemble français sous une forme choisie unilatéralement à Paris, ou bien vous en sortirez dans les conditions de la Guinée en 1958. Et vous ferez alors un saut dans l'inconnu, l'aventure et la misère, suivant les expressions du Premier ministre à l'Assemblée nationale.

Nous ne pensons pas que ce soit là des termes acceptables. Objectivement, ils constituent un chantage et l'on fait ainsi obstacle à la libre détermination des citoyens de la Côte française des Somalis pour une décolonisation réelle de leur pays, ce qui donne à penser sur la sincérité du pouvoir dans ce domaine.

Le fait qui domine ce débat, c'est la volonté de libération exprimée par les populations intéressées lors du passage du Président de la République à Djibouti. Certains ont pu être surpris, nous ne l'avons pas été et nous sommes convaincus que pas plus le chantage que la répression ou les promesses de caractère néocolonialiste ne détourneront les populations de la Côte française des Somalis de cet objectif.

Après en avoir pris acte dans l'intérêt de la France et de ce peuple et pour qu'une amitié sincère et durable, une collaboration féconde unissent nos deux pays, nous pensons qu'il faut favoriser l'épanouissement de cette volonté décolonisatrice dans les meilleures conditions possibles.

Pour tenter d'expliquer les événements d'août, des sceptiques, refusant de voir franchement les réalités en face, ont dit, et peut-être diront encore, qu'il s'agit de manifestations suscitées par des mécontents dont les responsabilités incombent aux autorités locales, sur lesquelles nous faisons d'ailleurs beaucoup de réserves. A l'appui de cette argumentation fallacieuse, on citera les majorités massives obtenues lors des différentes consultations qui ont doté la Côte française des Somalis du statut de territoire d'outre-mer, aussi bien qu'à l'occasion des élections présidentielles.

Quand on sait dans quelles conditions les populations ont été consultées par les autorités locales à Djibouti et dans tant d'autres territoires et départements d'outre-mer, on n'est plus étonné des résultats proclamés et on ne peut pas être dupe de leur valeur réelle. Ce sont alors des explosions, des événements comme ceux qui se sont produits les 25 et 26 août à Djibouti qui ramènent aux réalités.

Cette consultation m'amène à demander moi-même au Gouvernement des précisions sur les dispositions qu'il envisage de prendre pour que la campagne, d'une part, et la consultation, d'autre part, prévues par ce projet de loi se déroulent dans des conditions de liberté et de sincérité indiscutables. C'est, à notre avis, l'essentiel du problème à partir du moment où la décision de consulter cette population est prise.

Sur le fond, nous le répétons, il est indispensable que cesse le chantage à la rupture des relations entre la France et la Côte française des Somalis au cas où la population obtiendrait pour l'indépendance. Celle-ci doit être assurée que de toute façon, quel que soit son vote, la France, refusant de céder à on ne sait quelle haine, quelle rancune, quel ressentiment indignes d'un grand peuple, continuera à son égard une politique d'amitié et de coopération loyale.

En ce qui concerne l'autre aspect de l'alternative proposée par la question implicitement incluse dans l'article 1^{er} : « Voulez-vous demeurer au sein de la République française avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration ? », j'observe qu'il comporte, du moins pour nous, une inconnue d'importance, le contenu même de ce statut renouvelé.

Examinant, dans son rapport écrit et dans son rapport oral, la procédure constitutionnelle, M. le rapporteur a conclu que, dans le cas d'une réponse affirmative, conformément à l'article 74 de la Constitution, le Gouvernement, après avoir demandé un avis à l'assemblée territoriale, déposera un projet portant nouveau statut du territoire, mais qu'il lui appartient, sous sa responsabilité, d'indiquer dès maintenant à la population consultée ses intentions dans ce domaine.

Nous sommes d'accord, c'est seulement ainsi que, de ce point de vue, les choses pourront être claires, mais nous aurions aimé connaître maintenant les intentions précises du Gouvernement sur la base du projet de statut renouvelé qui sera l'objet de l'option alternative de la population des Somalis.

Actuellement, nous ne connaissons que les déclarations de M. le ministre d'Etat lors de la discussion budgétaire quand il a évoqué cette question et elles ne sont pas très rassurantes. Il a indiqué que le statut réservera au représentant de la République tous pouvoirs en matière de défense, de relations extérieures, de monnaie, de Trésor, de police ; un député a aussi proposé d'ajouter : en matière de justice.

S'il en était ainsi, on ne voit vraiment pas ce qui pourrait rester aux Somaliens ! Un tel statut, dont on dit, sans doute ironiquement, qu'il est évolué...

M. André Monteil. Parlez-vous du statut des Uzbeks !

M. Louis Namy. ... et marqué par un souci de libéralisme constituerait en réalité une invite à la séparation.

Si la population des Somalis, cédant au chantage des foudres à la guinéenne en cas de séparation, adoptait finalement, en désespoir de cause, l'offre du maintien au sein de la République française avec un statut de cette conception, reprenant une réflexion émise au sein de la commission, effectivement il faudrait prévoir qu'entre cette allégeance et l'indépendance il n'y aurait pas de longs paliers.

Concernant la forme de la consultation elle-même, qui touche au fond du problème dans les conditions actuelles de la Côte française des Somalis, si l'on souhaite que celle-ci soit sincère et réelle, tous les Somaliens sans exception, mais seulement eux, doivent aborder les urnes référendaires et, préalablement, ils doivent pouvoir participer à la campagne.

M. Raymond Bossus. Très bien !

M. Louis Namy. Nous visons là le cas des personnalités emprisonnées, dont la libération préalable s'impose. Nous pensons aux nombreux expulsés indiscutablement originaires du territoire, notamment à ces 1.130 personnes qui auraient été expulsées par erreur. Nous pensons encore à ces Somaliens actuellement détenus dans des camps de concentration. Les Somaliens, tous les Somaliens doivent pouvoir participer à cette consultation, déterminante pour l'avenir, pour le sort de leur pays ; mais seulement eux !

Aussi, si nous sommes d'accord avec l'amendement proposé par la commission des lois à l'article 3, nous croyons devoir le compléter par un sous-amendement précisant que, même lorsqu'ils remplissent les conditions exigées pour voter : inscription sur les listes électorales, résidence depuis trois ans dans le territoire, les fonctionnaires civils ou militaires seront exclues de la consultation.

Nous estimons qu'un telle consultation, pour être normale, doit se dérouler dans la plus complète liberté d'expression de parole, d'opinion. L'amendement de la commission, avec son article 3 *ter* nouveau, est un élément intéressant du problème, mais ce n'est pas le seul ! Dans les conditions actuelles de la Côte française des Somalis, des dispositions doivent être prises afin que l'administration locale, les troupes ou la police n'interviennent en aucune manière, tant dans le déroulement de la campagne que lors du scrutin.

Il serait souhaitable qu'une commission parlementaire appartenant aux différents groupes politiques puisse se rendre sur place pour contrôler l'organisation de la campagne et le déroulement de la consultation. Nous avons déposé un amendement dans ce sens, mais, après les explications reçues en commission, nous le retirons afin de permettre au Sénat de se prononcer sur ce point, le moment venu, sur la base d'une proposition de résolution.

Enfin, il est évident que les listes électorales, truquées d'une façon générale comme l'on sait, doivent être révisées, mises à jour, par les représentants des diverses organisations politiques locales ou sous leur contrôle effectif. C'est ainsi qu'à notre avis il sera possible de considérer que la consultation de la population somalienne sur le problème qui lui sera posé sera sincère et sans contrainte.

Telles sont les brèves observations que je voulais faire au nom du groupe communiste sur ce projet de loi dont on peut dire qu'il déborde du cadre de la Côte française des Somalis parce qu'il intéresse toutes les populations des territoires d'outre-mer désireuses d'en finir avec les statuts de caractère colonialiste et d'accéder à la gestion de leurs propres affaires. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. André Monteil. Les peuples colonisés de Sibérie en prendront acte.

M. Louis Namy. On vous connaît ! Montez à la tribune.

M. Raymond Bossus. Il est colonialiste, lui aussi ! Il a des actions là-bas !

M. André Monteil. Heureusement, les Chinois vont décoloniser tout ça !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. Mesdames, messieurs les sénateurs, le Gouvernement présente à l'approbation du Sénat un projet de loi tendant à permettre aux populations de la Côte française des Somalis de se prononcer sur l'avenir du territoire. En effet, ni les incidents qui ont marqué à Djibouti les journées des 25 et 26 août 1966, ni les troubles du mois de septembre ne permettent de discerner avec certitude la volonté des populations afars et issas, l'une et l'autre divisées, affrontées l'une à l'autre.

Comme vous le savez, ce sont ces divisions qui sont à l'origine des manifestations de l'été dernier dirigées contre M. Ali Aref, vice-président du conseil du gouvernement depuis 1960, et auquel s'opposait de longue date la plus grande partie de l'élément issa.

En juillet, une élection locale allait amener les éléments afars à se rapprocher des éléments issas. Le voyage du général de Gaulle était désormais proche et les adversaires des Afars comprirent le parti qu'ils pourraient en tirer et se préparèrent en silence. L'infiltration à travers la frontière d'éléments clandestins venus de la République somalienne fut renforcée ; ainsi s'étoffe la masse de manœuvre toujours disponible dans une ville telle que Djibouti, au demeurant peuplée en majorité de Somaliens tandis que la population du territoire est en majorité afar.

Recevant le 26 août les responsables locaux, le chef d'Etat déclarait que ce n'est pas avec des pancartes qu'on décide du

destin d'un pays ; dans les jours qui suivirent, M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, au cours de conversations qu'il eut avec un grand nombre de notables, constata l'extrême diversité des opinions ; cependant, tous les hommes politiques rencontrés lui affirmèrent que les démonstrations n'étaient dirigées en aucune manière ni contre le général de Gaulle ni contre la France, mais bien contre la politique du vice-président du conseil du gouvernement et contre l'appui, tenu pour excessif, que lui apportait l'administration locale.

Par contre, tandis que les uns demandaient un aménagement du statut, d'autres parlaient d'autonomie, d'autres enfin d'indépendance. La revendication d'indépendance totale et immédiate ne paraissait être le fait que de très jeunes gens des quartiers autochtones qui avaient manifesté dans les rues.

L'ordre a été rétabli, le calme est revenu, le 5 novembre, après la démission de M. Ali Aref, l'élection de M. Mohamed Kamil, que cette assemblée connaît bien, à la vice-présidence d'un nouveau gouvernement a marqué la reprise du fonctionnement normal des institutions actuelles du territoire.

C'est pourquoi le Gouvernement, obéissant non à je ne sais quel ressentiment, mais simplement au sentiment qu'il a de ses responsabilités, a estimé qu'il était temps de préparer la consultation des populations de la Côte française des Somalis sur l'orientation qu'elles entendent donner à leur propre histoire.

Mais, a-t-on dit, pourquoi le Gouvernement français n'a-t-il pas tout simplement donné suite au vœu de changement de statut exprimé par la population de la Côte française des Somalis depuis 1958 ? En septembre 1958, une énorme majorité avait voté « oui » au référendum constitutionnel et, en décembre 1958, l'assemblée territoriale choisit le *statu quo* institutionnel, c'est-à-dire le statut de territoire d'outre-mer selon la loi-cadre de 1958. A ce moment-là, il est vrai, le Gouvernement a également fait connaître — il l'a répété en d'autres termes en 1960, par une lettre de M. Michel Debré, alors Premier ministre — qu'il ne s'opposerait pas dans l'avenir, si la population en exprimait le vœu, à une réforme du statut dans le cadre de la République.

De fait, en 1960 et en 1961, une tendance politique en Côte française des Somalis a semblé désirer une révision du statut. Une mission d'hommes politiques locaux est venue à cette époque en France. Après de nombreux entretiens avec les autorités à Paris, cette mission est retournée à Djibouti où elle fit connaître qu'elle préférerait s'en tenir au *statu quo*.

Peu de temps après, le député du territoire, M. Hassan Gouled, a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi portant réforme du statut de la Côte française des Somalis, mais la législature prit fin sans qu'il y ait eu discussion de cette proposition de loi. Le successeur de M. Gouled, M. Moussa Idriss, ne reprit pas à l'Assemblée nationale la proposition de son prédécesseur, et ceci jusqu'à l'heure actuelle. Bien au contraire, en 1963 fut passé entre les représentants de tous les partis de la Côte française des Somalis un accord, dit « accord de l'Arta », suivant lequel la Côte française des Somalis reste dans le sein de la République et ne souhaite nullement la révision du statut. Le député était l'un des signataires de l'accord. A l'époque, il n'existait donc pas de nécessité d'organiser quelque consultation que ce soit.

Je vous ai dit tout à l'heure pourquoi, depuis le mois d'août 1966, les choses ont changé. L'objet de la consultation proposée à la population doit être sans équivoque. Il s'agit de savoir si la majorité des habitants de la Côte française des Somalis souhaite se séparer de la France ou si elle veut, dans des conditions à préciser, demeurer avec elle.

Quelle est la procédure prévue par le Gouvernement ? Dans un premier temps, la loi qu'il vous est demandé de voter va organiser la consultation de la population. Celle-ci sera sollicitée de donner son avis sur le destin qu'elle entend choisir, étant bien précisé qu'une fois recueilli l'avis de la population les autorités compétentes de l'Etat auront à sanctionner l'indication donnée par la consultation. Deux issues sont possibles : ou bien la population exprime le souhait de demeurer dans l'ensemble français, ou bien elle manifeste le désir de s'en séparer. Cette alternative nous conduit à la deuxième étape : dans la première hypothèse, le statut nouveau du territoire sera défini par le vote d'une loi après avis de l'assemblée territoriale ; dans l'autre hypothèse, la sécession du territoire devra également être constatée par le vote d'une loi.

En conséquence, le projet de loi que j'ai l'honneur de vous présenter demande au Parlement de se prononcer sur le principe de cette consultation et d'en définir les modalités. Il prévoit que le Parlement aura encore à se prononcer d'ici à quelques mois sur le choix fait par la population. Il habilite le Gouvernement à prendre par ordonnance, entre la date de la consultation et le moment où le Parlement se prononcera définitivement, toutes

mesures relevant normalement du domaine de la loi que nécessiterait la situation en Côte française des Somalis, le projet de loi tendant à la ratification de ces ordonnances devant être déposé avant le 1^{er} décembre 1967.

Afin que le choix de la population soit, comme je l'ai dit tout à l'heure, sans équivoque, le projet de loi propose de n'admettre à participer à la consultation, soit directement, soit par procuration, que les citoyens français ayant des intérêts permanents et durables dans le territoire. Le critère retenu a été une résidence de trois ans en Côte française des Somalis.

Le projet de loi établit comme juge des réclamations portant sur les conditions de résidence une commission composée de magistrats de l'ordre judiciaire; elle veillera à l'établissement correct de la liste électorale. Il établit comme juge des réclamations auxquelles le scrutin donnerait lieu une commission composée de magistrats de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire à qui il donne mission d'arrêter les résultats du vote après avoir veillé à leur authenticité.

En ce qui concerne les décrets en Conseil d'Etat, leur objectif est de préciser les modalités pratiques de la consultation qui s'inspireront des dispositions légales habituelles en matière électorale. En outre, une commission de contrôle sera chargée de surveiller le déroulement des opérations électorales.

Le triple contrôle qu'exerceront dans les trois commissions ainsi constituées des personnalités que leurs fonctions placent au-dessus de tout soupçon garantira que la consultation sera impartiale et honnête. Ainsi est-il répondu d'avance aux craintes exprimées ici même et à l'Organisation des nations unies par des voix qui, dans ce dernier lieu, n'étaient pas toutes désintéressées.

Le libellé de la question posée à laquelle les électeurs auront à répondre par « oui » ou par « non » à l'aide de bulletins de couleur est le suivant : « Voulez-vous que le territoire demeure au sein de la République française avec le statut renouvelé de gouvernement et d'administration dont les grandes lignes sont indiquées ci-joint ? »

Que signifie l'expression « statut renouvelé » ? Cela veut dire « évolué », donc fondé sur le principe d'une large autonomie de gestion. A cette fin, il s'agit de créer de nouveaux organes de délibération et d'administration gérant les affaires du territoire en tenant compte d'une triple nécessité : établir des liens solides entre les communautés du territoire en leur assurant une représentation équitable tant à l'assemblée locale qu'au sein de l'organe exécutif; accélérer la formation et la maturité politiques des élites locales; donner une nouvelle forme à l'aide de la métropole, qui fera désormais l'objet de contrats précis en vue de garanties mutuelles de bonne exécution.

J'en viens maintenant aux éléments essentiels du statut, sur lesquels j'ai été interrogé tout à l'heure et tels qu'ils seront portés à la connaissance des populations de la Côte française des Somalis, étant entendu que le statut définitif fera l'objet d'un vote du Parlement après avis de l'assemblée territoriale.

La Côte française des Somalis formera au sein de la République un territoire d'outre-mer doté de la personnalité juridique et habilité dans toute la mesure de ses capacités à gérer ses propres affaires. Sa population sera représentée au Parlement et au Conseil économique et social. Un conseil de gouvernement et une chambre des députés constitueront les organes de gouvernement et d'administration. Le conseil de gouvernement sera élu par la chambre des députés et les différentes communautés devront y être équitablement représentées. Il comprendra un président, deux vice-présidents et sept membres qui porteront le titre de ministre et pourront se voir confier la gestion d'un ou plusieurs services territoriaux. Le conseil assurera l'administration des services territoriaux, préparera les projets de délibération à soumettre à la chambre des députés et les rendra exécutoires quand ils auront été adoptés.

Les membres de la chambre des députés seront élus au suffrage universel selon les règles qu'elle fixera elle-même, sous réserve d'assurer une représentation équitable aux diverses communautés. La chambre des députés élira son bureau, établira son règlement intérieur, élira le conseil du Gouvernement, délibérera des affaires du territoire. L'initiative des délibérations appartiendra concurremment au conseil de gouvernement et aux membres de la chambre des députés. Toutefois, le conseil de gouvernement aura seul l'initiative des délibérations à caractère financier. La responsabilité du conseil de gouvernement devant la chambre des députés pourra être engagée par le dépôt d'une question de confiance. La chambre des députés pourra mettre en cause la responsabilité du conseil de gouvernement par le vote d'une motion de censure. Sur proposition du conseil de gouvernement, le haut-commissaire pourra soumettre au Gouvernement de la République la décision de dissoudre la chambre des députés.

Dans les limites de leurs pouvoirs respectifs et suivant la répartition qui sera déterminée par une délibération de la chambre des députés, le conseil de gouvernement et la chambre des députés exerceront l'ensemble des compétences à la seule exception de celles qui ne peuvent être exercées que par l'Etat.

A la demande du territoire, l'Etat continuera à apporter son concours financier et technique aux investissements économiques et sociaux. Les modalités de ces concours seront fixées par des contrats qui définiront notamment les conditions de préparation, d'exécution, de financement et de contrôle. L'Etat pourra également participer, par détachement de personnel d'encadrement ou sous forme d'aide financière, au fonctionnement des services territoriaux. Les conditions en seront fixées par des contrats. Une mission d'aide technique sera placée auprès du haut-commissaire.

Le représentant du Gouvernement de la République dans le territoire prendra l'appellation de « haut-commissaire ». Il sera dépositaire des pouvoirs de la République, notamment en ce qui concerne les relations extérieures, la défense, la monnaie, l'exécution des lois et les accords internationaux. Il veillera au respect des libertés publiques et des droits individuels.

Telles sont, mesdames et messieurs, les grandes lignes du projet de statut qui sera soumis aux populations de la Côte française des Somalis. Ce statut assure la disparition de l'administration directe et, par l'extension des compétences territoriales, il reconnaît au territoire le droit de gérer ses affaires, tout en bénéficiant des avantages de l'appartenance à la République.

Les discussions qui ont lieu à l'Assemblée nationale, malgré un accord exprimé par l'adoption du projet de loi par 283 voix contre zéro, ont montré qu'il subsistait, tant sur la procédure choisie que dans l'interprétation du texte, quelques difficultés, d'autant plus que certaines d'entre elles ont été portées de nouveau ici à cette tribune.

Tout d'abord, on a pu s'interroger sur le fondement juridique et constitutionnel de la procédure choisie. Je m'aventurerai sur ce terrain après M. le rapporteur, dont chacun connaît la compétence insigne en la matière et je m'y aventurerai d'autant plus volontiers que nos opinions ne diffèrent pas. Certes, aucune disposition précise de la Constitution ne la prévoit, mais la consultation d'une population locale n'est pas pour autant contraire au texte constitutionnel. Sans doute, les articles 1^{er} et 76 de la Constitution ouvrant un droit d'option aux territoires d'outre-mer ne sont-ils plus susceptibles d'application. Il n'en va pas de même de l'article 53 qui traite de la cession, de l'échange et de l'adjonction de territoire et qui subordonne la validité de l'opération à deux conditions que M. le rapporteur rappelait : le vote d'une loi par le Parlement et le consentement de la population intéressée. Même s'il n'est pas d'une utilisation immédiate, puisqu'il fait partie du titre VI intitulé « Des traités et accords internationaux », l'article 53 fournit de précieuses indications tant d'esprit que de méthodes.

Il importe de considérer d'autre part que, n'étant contraire à aucune disposition de la Constitution, la consultation d'une population locale peut être organisée par la loi, expression de la souveraineté. Ainsi décidée dans le cadre de la souveraineté nationale, une telle consultation est liée à l'expression locale des libertés publiques.

Un autre article de la Constitution, l'article 74, a trait à l'organisation des territoires d'outre-mer de la République, dont le préambule de la Constitution a prévu l'acheminement progressif « vers la liberté de s'administrer eux-mêmes, de gérer démocratiquement leurs propres affaires » et à qui la République « offre des institutions conçues en vue de leur évolution démocratique ». C'est le législateur qui, aux termes de l'article 74, définit et modifie l'organisation des territoires d'outre-mer après consultation de l'assemblée territoriale intéressée.

L'originalité du projet gouvernemental tient à ce qu'il s'appuie à la fois sur les articles 53 et 74 : les populations de la Côte des Somalis auront à choisir entre l'indépendance selon l'esprit de l'article 53 et un nouveau statut, qui sera établi conformément à l'article 74. M. Barkat Gourat a donné tout à l'heure son accord à cette procédure et je l'en remercie.

Je veux ici ouvrir une parenthèse pour répondre à la question posée pour l'application éventuelle de cette procédure à d'autres territoires de la République. M. le Premier ministre a d'ailleurs répondu lui-même à l'Assemblée nationale et il a fait observer que nous n'avions pas forcément en Côte française des Somalis la même politique qu'à l'égard des autres territoires. Avant de citer son propos, je voudrais d'ailleurs faire observer que les Comores ont depuis la loi du 22 décembre 1961 un statut particulier différent de celui des autres territoires et répondant à la situation locale. M. le Premier ministre disait qu'à cette différence il y avait une raison : « Juridiquement, en l'état actuel des choses, ce sont des territoires d'outre-mer. Mais là s'arrête leur ressemblance. Par la géographie, par la population, par la religion et par mille autres caractéristiques ils sont très différents et il

n'est pas nécessaire qu'au nom de principes juridiques nous orientions dans le même sens l'évolution de territoires qui n'ont entre eux d'autre rapport que ce lien juridique ». M. le Premier ministre faisait allusion à la Nouvelle-Calédonie citée dans le débat à l'Assemblée nationale mais il était bien certain que cela peut s'étendre à d'autres territoires.

J'en viens maintenant à diverses critiques du projet gouvernemental. Tout d'abord l'idée a été soutenue que le projet de statut proposé au territoire aurait dû être annexé au projet de loi. Cette idée a également été reprise ici par M. Péridier. C'est oublier que, si la population de la Côte française des Somalis accepte de demeurer au sein de la République avec un statut renouvelé, il appartiendra alors au Gouvernement, aux termes de l'article 74 de la Constitution, de soumettre ce statut à l'Assemblée territoriale. Dès lors comment peut-on envisager, en l'annexant au projet de loi autorisant la consultation, de lui donner dès maintenant valeur législative ? En outre, consulter à l'heure actuelle l'Assemblée territoriale sur le futur statut alors que la composition de cette assemblée est en partie à l'origine des difficultés présentes et que les passions demeurent en éveil, serait une grave erreur politique. S'il appartient au Parlement de fixer le principe de la consultation, il est normal que le gouvernement responsable s'en tienne aux termes de la question posée, qui lui paraîtra devoir évoquer que les lignes essentielles du statut. Aussi bien le Parlement doit avoir le dernier mot et on ne saurait l'exposer à voir la population locale rejeter un texte qu'il aurait voté. Ce texte ne peut donc être qu'un projet.

Des réserves ont également été formulées sur l'article 2 du projet de loi qui dispose que le Parlement sera appelé à se prononcer sur le choix fait par la population. Il a été suggéré que cette disposition soit remplacée par un autre texte habilitant le Président de la République à accomplir, le cas échéant, tout acte nécessaire à la reconnaissance de l'indépendance de la Côte des Somalis. Cette modification paraît peu satisfaisante. Le Gouvernement n'entend pas soustraire à la compétence du Parlement l'acte par lequel serait reconnue l'indépendance de la Côte des Somalis. Il appartient sans conteste au Parlement de connaître toutes modifications qui seraient apportées au statut. Il serait dès lors peu conforme à la logique et contraire à l'esprit de la Constitution qu'un acte entraînant la séparation du territoire, décision beaucoup plus importante qu'une simple modification du statut, ne soit pas soumis à l'approbation du Parlement.

Aux yeux du Gouvernement, si la consultation de la population intéressée est indispensable, une décision du Parlement, qui représente le peuple souverain, ne l'est pas moins. C'est par respect pour le Parlement et pour la Constitution que le Gouvernement entend que l'éventuelle sécession du territoire soit prononcée par la loi.

Il a été encore proposé de limiter le temps pendant lequel, après la consultation, le Gouvernement pourra prendre par ordonnances, en tant que de besoin et conformément à l'article 38 de la Constitution, les mesures relevant du domaine de la loi que justifierait la situation en Côte française des Somalis. La date suggérée à l'Assemblée nationale — et je sais que votre commission n'est pas d'accord sur ce point avec la commission des lois de l'Assemblée nationale — avait été celle du 2 avril qui marque la fin de la présente législature à l'Assemblée. C'est une simple coïncidence qui ferait à peu près dans le même temps voter la Côte française des Somalis sur son avenir et renouveler l'Assemblée nationale. Cette rencontre purement fortuite ne doit pas devenir une source de difficultés. En effet, nul ne peut savoir quelle serait au lendemain de la consultation la situation du territoire, si sa population devait choisir la sécession.

A partir de ce moment, comme l'a dit M. le Premier ministre à la tribune de l'Assemblée nationale, nous sommes dans l'inconnu. Le Gouvernement est prêt à présenter dans les plus brefs délais devant le Parlement pour faire ratifier la décision qu'il pourrait être amené à prendre par ordonnances. Il ne doit pas être gêné par un délai préfixé car l'éventualité ne peut être écartée où, entre le 2 avril et la date la plus rapprochée à laquelle le Gouvernement serait en mesure de faire voter une nouvelle loi l'autorisant à prendre des ordonnances, la nécessité lui imposerait d'agir. L'imposition d'un délai se justifie d'autant moins que le Parlement ne légifère pas seulement pour sa durée, et que ni le Gouvernement ni le Parlement, même en cas de renouvellement de l'Assemblée nationale, ne connaissent de discontinuité.

Mesdames, messieurs, le projet de loi que le Gouvernement vous demande de voter permettra aux populations de la Côte française des Somalis de manifester leur évolution, étant entendu que l'alternative à l'indépendance est un statut à la fois évolué et progressif, ce qui signifie que la France dotera

le territoire d'institutions qui lui permettront d'accroître le nombre de ses élites, de s'adapter au monde moderne, d'approfondir l'usage de la démocratie.

Il s'est trouvé des voix, et ici même, pour reprocher au Gouvernement de vouloir abandonner toute responsabilité en Côte française des Somalis, dès lors que ce pays cesserait d'être français. Il faut dire ici les choses clairement. Si les populations du territoire revendiquent les responsabilités de l'indépendance, la France entend, conformément à ses principes, les leur remettre. Mais elle les leur remettra dans leur totalité, c'est-à-dire qu'il ne saurait être question de pourvoir aux besoins de la Côte française des Somalis, ni d'y assurer le maintien de l'ordre, de monter la garde à ses frontières, à partir du moment où sa population nous aurait signifié sa volonté de sécession. La raison en est que ce territoire, du fait de sa faible étendue, de ses divisions internes et du degré d'évolution de ses populations, de la modicité de ses ressources, ne nous paraît susceptible ni d'accéder aux responsabilités de l'indépendance, ni de contracter et de tenir les engagements qu'elle suppose.

Mais il y a plus ! La Côte française des Somalis est située dans une région du monde où bien des ambitions s'affrontent. Ce territoire est déjà entre ses voisins l'enjeu d'une rivalité dont seule la présence de la France empêche la manifestation ouverte.

La sécurité extérieure du territoire est actuellement assurée par un dispositif qui tient compte du respect qu'impose la souveraineté française. Cette souveraineté disparue, le maintien de forces armées françaises serait une aventure.

Ainsi, le territoire de la Côte française des Somalis nous dira dans quelque temps, sans ambiguïté, s'il entend vivre à l'avenir selon les voies de l'autonomie de gestion au sein de l'ensemble français ou bien s'il entend assumer les risques de l'indépendance. Ces risques sont immenses et sans aucune proportion avec les possibilités réelles. Tout porte à croire que, si elles se privent de l'arbitrage de la France et du bouclier que représente sa souveraineté, les populations de la Côte française des Somalis connaîtront aussitôt la guerre civile et l'invasion. Si, par contre, elles veulent se souvenir des efforts persévérants accomplis en ce point déshérité de l'Afrique, elles doivent savoir que la France est prête dans un cadre institutionnel adapté aux exigences de notre temps à poursuivre son œuvre.

Le projet de loi que vous soumet le Gouvernement leur permettra de dire si elles choisissent le saut dans l'inconnu ou la voie du bon sens. Il faut que la population connaisse le choix qui lui est offert entre la sécession et un nouveau statut. Il convient donc que la promesse d'un statut renouvelé figure en propres termes dans le libellé de la question et c'est ainsi que le Gouvernement répond sur ce point aux critiques qui lui ont été faites.

Au-delà d'une controverse juridique, au demeurant passionnante, mais dont la difficulté et la subtilité échappent bien évidemment aux populations intéressées, c'est un acte politique que le Gouvernement vous demande d'accomplir en votant ce projet de loi. Il a tout fait pour que le choix offert à ces populations dans le cadre des dispositions constitutionnelles soit clair et sans équivoque. Son texte a été, à cet effet, mûrement réfléchi et pesé et c'est dans cet esprit qu'il vous demande de l'adopter. *(Applaudissements sur divers bancs.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

Je donne lecture de l'article 1^{er} du projet de loi :

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Avant le 1^{er} juillet 1967, la population de la Côte française des Somalis sera consultée sur la question de savoir si elle souhaite demeurer, avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration, au sein de la République française ou en être séparée.

« Les éléments essentiels de ce statut seront portés préalablement à la connaissance de la population.

« Le statut sera, le cas échéant, soumis au vote du Parlement, conformément aux dispositions de l'article 74 de la Constitution, dans un délai de quatre mois à compter de la consultation. »

Par amendement n° 1, M. Prélot, au nom de la commission des lois, propose de rédiger comme suit cet article :

« Avant le 1^{er} juillet 1967, la population de la Côte française des Somalis sera consultée sur la question suivante :

« Voulez-vous demeurer au sein de la République française ? »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Mes chers collègues, la discussion des articles est commandée très directement par la position générale que votre commission vous a demandé d'adopter. A cet égard, je dois répondre en quelques mots aux orateurs qui, fort aimablement d'ailleurs, m'ont mis en cause.

Les problèmes juridiques comportent toujours des interprétations et personne ne peut échapper à cette servitude. Les interprétations sont plus ou moins acceptables. On peut avoir de bonnes raisons de ne pas s'y rallier. Toutefois, il est des interprétations plus probables que d'autres, notamment celles qui sont le fait de spécialistes de la matière surtout lorsque leurs avis coïncident. C'est le cas pour les deux rapporteurs des deux assemblées qui se sont d'ailleurs défiés de leur propre jugement et qui l'ont soumis à d'autres spécialistes, leurs collègues.

Si l'on adoptait la thèse de certains, aucune Constitution n'aurait vécu, puisque toutes les Constitutions qui se sont refusées à évoluer ont été des Constitutions que l'événement a brisées. Aucune des Constitutions — et Dieu sait si la France en a vues puisque nous en sommes à la seizième — aucune des Constitutions qui n'ait soit évolué se trouvant à son point d'arrivée très différente de ce qu'elle était à son point de départ; ou bien encore qui n'ait fait l'objet soit d'un coup d'Etat, soit d'une révolution, disparaissant de cette façon.

Peut-être la Constitution actuelle est-elle particulièrement évolutive? Cela tient, me semble-t-il, à deux circonstances. La première, c'est que cette Constitution, pour des raisons historiques très valables, n'a pas été soumise à une discussion parlementaire. Elle porte la trace de l'improvisation, ainsi qu'une autre marque que j'ai plusieurs fois eu l'occasion de souligner ici, à savoir cet existentialisme juridique qui est le fait d'un certain nombre de juristes qui étaient jeunes alors. D'autre part, il y a une seconde raison de la vitesse de l'évolution, c'est celle que Daniel Halévy a qualifiée « d'accélération de l'Histoire ».

Ainsi, en vous proposant une interprétation, que certains ont jugée audacieuse ou habile ou même aventurée, de la Constitution, je ne pense pas que je me sois avancé sur un terrain qui m'ait été interdit. Ma position personnelle n'est pas d'approuver toute évolution; elle est d'examiner les textes en fonction de ce qu'on appelle la logique des institutions. Or, c'est une position classique, c'est celle du vieil Esmein, qui a été probablement l'auteur favori des anciens parmi nous.

Si l'on étudie ainsi la Constitution du point de vue de sa logique interne, est-il admissible que l'article 53 soit valable si s'était produite l'hypothèse d'une cession de la Côte française des Somalis à l'un de ses redoutables voisins et qu'il soit non applicable lorsque la Côte française des Somalis devient un Etat indépendant. On refuserait alors de faire jouer une procédure essentiellement démocratique. Pour moi, je ne crois pas avoir déployé des prodiges d'ingéniosité, je pense simplement avoir fait une application de cette logique des institutions que j'évoquais il y a un instant et qui n'est pas une invention récente puisque ce sont des maîtres qui enseignaient déjà au dix-neuvième siècle qui en ont eu l'initiative.

J'en viens maintenant au texte lui-même. On ne peut pas défendre l'article 1^{er} indépendamment de l'article 2, puisque toute la tâche de la commission, au Palais-Bourbon ou bien au Luxembourg, a été précisément de distinguer ce qui résultait de l'article 53 de ce qui procédait de l'article 74. Primitivement, l'annexion du statut lui-même dans un texte complet avait été prévue par la commission de l'Assemblée nationale, puis elle a suivi M. le ministre chargé des territoires et des départements d'outre-mer qui a indiqué les difficultés d'ordre pratique. Il n'en reste pas moins, comme je l'ai dit, que le Gouvernement ne peut annoncer que des intentions, il n'est pas à même de lier le Parlement, d'autant plus que, si je crois ce que l'on dit, l'Assemblée nationale va être renouvelée et peut-être assez sérieusement modifiée. (*Mouvements divers.*)

Personnellement, ce n'est pas un souhait que j'émetts, vous le pensez bien. J'analyse une situation fluctuante et aléatoire.

M. Lucien Bernier. C'est une hypothèse de travail.

M. Marcel Prélot, rapporteur. C'est une hypothèse, comme vous le dites très justement. En conséquence, le terme de « souhait » me paraît tout à fait impropre et c'est pourquoi je demande que soit adopté l'article de la commission qui lui, est rédigé en conformité parfaite avec la Constitution.

D'autre part, si vous me le permettez, monsieur le président, j'ajouterai les explications se rapportant à l'article 2 parce que les deux articles sont complémentaires.

M. le président. Je vous en prie.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Je vous ai indiqué que nous n'avions pas à juger de ce que vous appelez « le choix », car votre texte est bien curieux. A l'article 1^{er}, vous « souhaitez »

et, à l'article 2, vous dites que le Parlement se prononcera par un « choix ». Il n'y a pas d'harmonie entre vos deux articles: un souhait et un choix ce sont tout de même, me semble-t-il, deux notions différentes!

Dans ces conditions, je pense qu'à l'article 2, en distinguant les conséquences, nous avons clarifié les éventualités alternatives.

Quant à votre argumentation tendant à réserver les droits du Parlement, je reconnais bien là votre habileté qui dépasse — et de beaucoup! — la mienne. (*Sourires.*) Vous nous dites réserver les pouvoirs du Parlement, mais vous savez très bien que, si la Côte française des Somalis choisit l'indépendance, nous n'avons plus alors qu'à la constater, sans pouvoir revenir sur le fait lui-même.

Par conséquent, en habitant le Président de la République à prendre les mesures nécessaires dès maintenant, nous indiquons à l'avance le respect que nous avons du choix de la Côte française des Somalis. (*Applaudissements à gauche et sur de nombreux bancs à droite.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. J'ai déjà répondu dans une certaine mesure à l'argumentation de M. le rapporteur, avec ce complexe que j'éprouve toujours lorsque je m'adresse à lui, puisque j'aurais pu être son élève, si je ne l'ai été tout à fait; en tout cas, il fut mon maître; c'est là une subtilité! (*Sourires.*)

Je crois néanmoins que le Gouvernement ne peut, dans cette affaire, que maintenir son texte. Je passe sur le fait que, en souhaitant demeurer avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration au sein de la République française ou en être séparée, il sera évident aux yeux de tout le monde que la population de la Côte française des Somalis fera un choix.

Ce qui nous paraît important, c'est le libellé de la question. Il faut se rendre compte que nous n'avons pas affaire à une population rompue aux subtilités de notre droit. Si la question est posée en termes secs « voulez-vous demeurer au sein de la République française? », comment voulez-vous qu'une partie de la population ne s'imagine pas que, ce qui lui est proposé, c'est le statu quo?

M. Marcel Prélot, rapporteur. Alors que fait le ministre de l'Information?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Certes, il lui est demandé une grande impartialité et c'est la commission tout à l'heure qui nous le demandera elle-même en proposant son article 3^{ter}. Mais croyez-vous que la population ne va pas s'imaginer que ce qui lui est proposé, c'est le statu quo contre lequel on peut dire qu'une très grande majorité s'est faite?

Le choix qui sera proposé à la population ne peut pas être le résultat d'une question et de textes annexés. N'oubliez pas que c'est un pays où l'on votera avec des bulletins de couleurs différentes, une partie de la population étant illettrée. Elle lira ou se fera peut-être expliquer le libellé de la question, mais elle ne lira certainement pas les textes annexés, quels qu'ils soient.

M. Pierre de La Gontrie. La couleur, cela fait plus gai! (*Sourires.*)

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. C'est pourquoi, dans le libellé même de la question, le Gouvernement entend que les deux propositions soient clairement faites: ou bien un statut renouvelé qui réponde aux aspirations, nous le croyons, d'une large partie de la population, peut-être de la majorité, ou bien la séparation, avec les conséquences que nous avons évoquées. Pour que les choses soient claires, les éléments essentiels de ce statut doivent être portés préalablement à la connaissance de la population.

Il va de soi que le Gouvernement, dans cette matière — je l'ai dit moi-même — ne peut faire preuve de intentions puisque c'est au Parlement, après consultation de l'assemblée territoriale, dans l'hypothèse où la réponse de la population sera positive, qu'il appartiendra d'arrêter définitivement le statut.

Puisque M. le rapporteur a anticipé sur l'article 2, je vais le suivre, avec la permission de M. le président, pour dire que le but du premier alinéa de l'amendement proposé par la commission à cet article est satisfait par le dernier alinéa de l'amendement déposé à l'Assemblée nationale et accepté par le Gouvernement.

Sur le reste, je constate que l'amendement à l'article 2 soulève trois points: un point de compétence, un problème de champ d'application et une question de date sur laquelle M. le rapporteur ne s'est pas expliqué et sur laquelle je veux bien accepter de réserver mes explications jusqu'au moment où il en aura lui-même parlé.

Compétence pour réaliser l'indépendance: l'amendement n° 2 à l'article 2 a pour objet d'habiliter le Président de la Répu-

blique à accomplir tous actes de nature à reconnaître l'indépendance de la Côte française des Somalis. Le Gouvernement — je l'ai dit tout à l'heure et je le répète — n'entend pas soustraire à la compétence du Parlement l'acte de reconnaissance de la séparation de la Côte française des Somalis, si l'éventualité se présentait. Il estime que la procédure prévue par l'amendement est inutile. Toutes dispositions seraient prises pour attendre que le Parlement soit en mesure d'être saisi d'un projet de loi qui déciderait de cette séparation, décision d'une importance plus grande que celle qui modifiera le statut. Il importe donc qu'elle soit prise par le Parlement. Pour le Gouvernement, si la consultation de la population est indispensable, la décision du Parlement ne l'est pas moins, puisqu'il représente le peuple souverain.

Il importe pour nous que la manifestation de cette volonté se fasse dans l'ordre indiqué par M. le rapporteur à la page 4 de son rapport :

« Dans l'une et l'autre hypothèse, la validité de l'opération exige qu'il soit satisfait à deux conditions qui sont :

« 1° La manifestation de la volonté de la population du territoire intéressé ;

« 2° Le vote par le Parlement français d'une loi autorisant la cession ou la sécession. »

C'est cet ordre de choses que nous nous proposons de respecter, conformément à la volonté de M. le rapporteur en son exposé des motifs. J'espère que, compte tenu de mes explications, il voudra bien mettre le dispositif qu'il propose en accord avec ses propres déclarations.

M. André Monteil. Monsieur le secrétaire d'Etat, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Monteil, avec l'autorisation de M. le secrétaire d'Etat.

M. André Monteil. Monsieur le secrétaire d'Etat, pour nous permettre d'être tout à fait éclairés, il convient que vous disiez à notre Assemblée ce qui se passerait si le Parlement refusait d'avaliser le choix qui serait fait, pour le cas où celui-ci signifierait la sécession.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Monsieur Monteil, il est incontestable que, dans cette hypothèse, la sécession ne pourrait pas s'opérer légalement. Nous serions dans une situation de tension grave dont le Parlement prendrait la responsabilité s'il pensait devoir la prendre, ce que je ne crois pas.

M. Pierre de La Gontrie. C'est inconcevable !

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. C'est une situation juridique. Je parle ici sous le contrôle de M. le rapporteur et je pense qu'il est impossible de m'apporter un démenti sur ce plan. Je crois que, sur le plan politique, le Parlement tiendrait le plus grand compte de cette éventualité avant de se prononcer.

Enfin, il se pose également, sous-jacent à l'amendement de la commission, un point important sur le champ d'application des ordonnances. Celles que le Gouvernement demande la permission de prendre — la commission des lois l'a bien compris — doivent avoir un champ d'application très large. Des dispositions d'ordre législatif devraient être prises, ne serait-ce que dans l'obligation de conserver sans délai la citoyenneté aux citoyens du territoire qui en manifesteraient la volonté, de régler les problèmes de défense, les questions de propriété, etc.

Cette éventualité ne doit cependant pas être limitée au cas où la réponse à la consultation serait négative. Même si la réponse est positive, des circonstances peuvent survenir où le Gouvernement serait amené à prendre des mesures d'urgence. Il ne convient donc pas de le priver des moyens de le faire.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement repousse les amendements de la commission. Il est obligé de demander pour l'instant au Sénat la réserve des articles 1^{er} et 2 du texte et des amendements s'y appliquant. (*Mouvements divers.*)

M. Antoine Courrière. Nous avons tous compris !

M. Pierre de La Gontrie. On vote donc sur l'ensemble !

M. Marcel Prélôt, rapporteur. Si je comprends bien, je n'ai pas à répondre !

M. Pierre de La Gontrie. Ce n'est pas la peine !

M. le président. Je n'en sais rien. Je n'ai pas entendu M. le secrétaire d'Etat demander un vote unique. Il a demandé la réserve des articles. (*Murmures.*) Laissez-moi m'expliquer ! La réserve, demandée dans ces conditions, n'est pas de droit ; je suis obligé de consulter le Sénat. Monsieur le secrétaire d'Etat, que demandez-vous exactement ?

M. Marcel Prélôt, rapporteur. Dans ces conditions, je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélôt, rapporteur. La question est grave. Aussi n'avons-nous employé les termes « ... à accomplir, conformément à l'article 53 de la Constitution, tous actes de nature à reconnaître l'indépendance de la Côte française des Somalis », qu'après mûre réflexion. La reconnaissance de l'indépendance est un acte de droit international et c'est le chef de l'Etat qui, vis-à-vis de l'étranger, est le seul représentant du pays. Donc, nous l'habilitons à remplir cette mission qui est inscrite dans sa fonction en y ajoutant « conformément à l'article 53 », c'est-à-dire que le Parlement, dans l'intervalle, sera intervenu. Le texte, ainsi compris, me paraît meilleur.

D'autre part, avec un peu d'impétuosité, l'Assemblée nationale avait adopté la date du 2 avril 1967, pensant qu'elle ne devait pas engager une nouvelle assemblée, mais il est difficile d'admettre ce point de vue car, dans ces conditions, on n'accorderait rien au Gouvernement puisque vraisemblablement, le 2 avril 1967, le referendum n'aura pas encore eu lieu. Je ne sais pas ; on a parlé de juillet. Etes-vous mieux renseigné sur ce point, monsieur le secrétaire d'Etat ?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Il est difficile au Gouvernement de prendre un engagement public à cet égard.

M. Marcel Prélôt, rapporteur. Dans la mesure où vous ne pouvez pas prendre un engagement public, nous avons donc le droit de penser à la situation fâcheuse qui serait créée si l'on retenait la date du 2 avril.

Pourquoi avons-nous proposé la date du 2 octobre ? Pour permettre au Gouvernement, s'il désire que ses pouvoirs soient prorogés, de déposer un projet de loi avant la fin de juin, de façon à être nanti de moyens d'action continus. De cette façon, le vœu de certains membres de l'Assemblée nationale serait respecté puisque la nouvelle assemblée aurait la possibilité de se prononcer à cet égard. Mais le Gouvernement pourra aussi juger qu'à la date du 2 octobre 1967 il lui sera possible — ce que je souhaite — d'user des voies normales.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, je voudrais répondre sur les deux points qui viennent d'être évoqués et vous préciser la position du Gouvernement.

Sur le premier point, j'ai entendu avec beaucoup d'intérêt M. le rapporteur dire que, dans son esprit, l'habilitation du Président de la République se placerait dans le cadre de l'article 53, c'est-à-dire que le Parlement aurait à intervenir une nouvelle fois. Dans ces conditions, si le Parlement doit intervenir à nouveau, je ne vois pas pourquoi on n'accepterait pas le texte du Gouvernement qui consiste à dire que le Parlement sera appelé à se prononcer sur le choix fait par la population !

J'ai le sentiment que la commission anticipe d'une étape et que, par conséquent, il vaut mieux en revenir à la stricte application des textes constitutionnels. Dans un cas comme dans l'autre, en application, soit de l'article 53, soit de l'article 74, le Parlement sera à nouveau saisi et verra ce qu'il lui semblera bon de faire ; je ne crois pas que l'habilitation du président de la République soit tout à fait nécessaire.

En ce qui concerne les ordonnances, j'ai indiqué tout à l'heure que le texte de la commission qui limitait l'hypothèse des ordonnances au cas où la réponse aurait été négative ne me paraissait pas suffisamment large, car même en cas de réponse positive, il peut y avoir des désordres et le Gouvernement peut être amené à intervenir rapidement. Vous avez fait tout à l'heure allusion, monsieur le rapporteur, à une consultation électorale. Il peut être alors difficile de revenir devant le Parlement. Par conséquent, il est préférable que le Gouvernement puisse prendre des dispositions par ordonnances dans toutes les hypothèses.

Enfin sur la question du délai, effectivement la date du 2 avril 1967 paraissait au Gouvernement quelque peu prématurée et vous avez vous-même très bien dit pourquoi. Je n'y reviens pas.

Le choix de la date du 2 octobre 1967 ne paraît guère justifié non plus au Gouvernement. Ce dernier étant tenu de déposer le projet de futur statut dans un délai de quatre mois après la consultation, tout conduit à penser qu'en cas de réponse positive le projet en cause sera déposé avant le 2 octobre 1967 et qu'en cas de réponse négative, le Parlement sera appelé à se prononcer sur ce choix au cours de sa première session. Sa décision prise, la nécessité des ordonnances serait sans doute vaine.

Cette date, arbitrairement choisie, ne paraissant pas convenable, le Gouvernement repousse l'amendement.

Monsieur le président, je voulais préciser ce que j'ai demandé tout à l'heure au Sénat, à savoir que les votes soient réservés.

M. le président. Je dois consulter le Sénat sur la réserve des votes.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Marcel Prélot, rapporteur. Elle désire connaître l'opinion du Sénat.

M. Antoine Courrière. Je dépose une demande de scrutin public au nom du groupe socialiste.

M. Pierre de La Gontrie. J'y associe le groupe de la gauche démocratique.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, j'aurais souhaité que la discussion puisse se prolonger pour que les arguments soient échangés et que le Gouvernement, à chaque instant, soit en mesure de justifier sa position comme il vient de le faire. Je crois que certains de ces arguments mériteraient d'être pris en considération.

Dans ces conditions, je suis obligé de demander au Sénat, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement, de se prononcer par un vote unique sur l'ensemble du projet tel qu'il a été adopté par l'Assemblée nationale, en écartant tout amendement.

M. Pierre de La Gontrie. Ce sera un deuxième vote !

M. le président. La question ne se pose plus.

M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Raymond Bonnefous, président de la commission. Monsieur le secrétaire d'Etat, permettez-moi de vous dire, au nom de la commission des lois unanime, combien elle regrette l'attitude que vous venez de prendre...

M. Pierre de La Gontrie. Très bien !

M. Raymond Bonnefous, président de la commission. ...et qui est évidemment la même que celle que vous avez prise à l'Assemblée nationale. C'est la raison pour laquelle elle a déjà été pratiquement informée de votre intention.

En effet, la commission — notre éminent rapporteur l'a souligné dans son préambule — s'est uniquement soucieuse du problème juridique posé par le projet de loi et à la fin de son exposé, M. Prélot, avec beaucoup de gravité, nous a dit combien il souhaitait que le débat puisse aller jusqu'à son terme afin de réunir, si possible, la quasi-unanimité autour de ce texte.

Cette unanimité nous semblait d'autant plus souhaitable qu'à l'Assemblée nationale il n'y a pas eu de vote hostile, mais un vote positif très diminué et que, d'autre part, les instances internationales semblent s'être déjà préoccupées de ce problème, puisque la commission compétente de l'Organisation des Nations Unies s'en est saisie et que le représentant de la France lui a signifié qu'il s'agissait d'une disposition d'ordre interne, ce qui prouve tout de même qu'il y a là un problème psychologique international extrêmement important.

C'est pourquoi il me semblait souhaitable que le Gouvernement ait derrière lui, dans ce vote, la quasi-unanimité du Parlement français. C'est la raison pour laquelle je regrette tout particulièrement — la commission m'a chargé de le dire après notre rapporteur — que notre vote ne puisse s'exprimer en toute clarté et en toute logique après une discussion poursuivie normalement jusqu'à son terme. (*Applaudissements à gauche, au centre gauche et à droite.*)

M. le président. Le Gouvernement demande ce que nous appelons le « vote bloqué ».

Je rappelle que cette procédure ne fait pas obstacle à la discussion des amendements. La demande de réserve devient sans objet et se trouve remplacée par une demande de « vote bloqué ». La procédure reste la même, mais un climat psychologique différent est créé. Cependant, le Sénat conserve le droit absolu de discuter les amendements comme si un vote unique n'avait pas été demandé.

Pour qu'il n'y ait pas de confusion, je vais les appeler successivement.

L'amendement n° 1 à l'article 1^{er} a été appelé. Le rapporteur ainsi que le Gouvernement ont formulé leurs explications.

Personne ne demande plus la parole ?...

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Le Parlement sera appelé à se prononcer sur le choix fait par la population.

« A partir de la consultation et jusqu'à ce que le Parlement se soit prononcé, le Gouvernement pourra, en tant que de besoin, prendre conformément à l'article 38 de la Constitution, par ordonnances, toutes mesures relevant du domaine de la loi que justifierait la situation en Côte française des Somalis.

« Le projet de loi portant ratification de ces ordonnances sera, en ce cas, déposé devant le Parlement avant le 1^{er} décembre 1967. »

Par amendement n° 2, M. Prélot, au nom de la commission des lois, propose de rédiger comme suit cet article :

« I. — Si la réponse à la question est affirmative, le Gouvernement déposera, dans les quatre mois qui suivront la consultation, et conformément à l'article 74 de la Constitution, un projet de loi portant nouveau statut du territoire.

« II. — Pour le cas où la réponse à la question serait négative, le Président de la République est habilité à accomplir, conformément à l'article 53 de la Constitution, tous actes de nature à reconnaître l'indépendance de la Côte française des Somalis.

« Dans la même hypothèse et à cette même fin, le Gouvernement pourra prendre par ordonnance jusqu'au 2 octobre 1967, conformément à l'article 38 de la Constitution, toutes mesures relevant du domaine de la loi. Le projet de loi portant ratification de ces ordonnances sera, en ce cas, déposé devant le Parlement avant le 1^{er} décembre 1967. »

Cet amendement a été défendu par la commission. Le Gouvernement a répondu.

Monsieur le rapporteur, avez-vous des observations supplémentaires à présenter ?

M. Marcel Prélot, rapporteur. Non, monsieur le président. J'ai donné les explications essentielles.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Seront admis à participer à la consultation les électeurs et les électrices inscrits sur les listes électorales de la Côte française des Somalis et qui pourront en outre justifier qu'ils ont résidé dans le territoire pendant au moins trois ans.

« En cas de contestation sur cette condition de résidence, la réclamation sera jugée définitivement par une commission composée de trois magistrats de l'ordre judiciaire.

« Seront admis à voter par procuration les électeurs et les électrices inscrits sur les listes électorales de la Côte française des Somalis remplissant la condition de résidence prévue au premier alinéa du présent article et qui se trouveront dans l'une des situations visées à l'article L. 71 du code électoral. »

Par amendement n° 3, M. Prélot, au nom de la commission des lois, propose de remplacer le premier alinéa de cet article par les dispositions suivantes :

« Préalablement à la consultation de la population et au plus tard deux mois avant celle-ci il sera procédé à la révision générale des listes électorales de la Côte française des Somalis.

« Seront admis à participer à la consultation les électeurs et les électrices inscrits sur les listes électorales de la Côte française des Somalis et qui pourront en outre justifier qu'ils ont résidé dans le territoire pendant au moins trois ans, à l'exception des fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat qui sont ou ont été en fonction ou en stationnement temporaire dans le territoire. »

Cet amendement est affecté d'un sous-amendement n° 7, présenté par M. Louis Namy et les membres du groupe communiste et apparenté, qui tend, *in fine* du second alinéa à ajouter les mots :

« Même lorsqu'ils remplissent les conditions exigées par cet article. »

M. le rapporteur désire-t-il intervenir ?

M. Marcel Prélot, rapporteur. Comme je l'ai indiqué en commission, le sous-amendement de M. Namy ne me paraît rien ajouter puisque les termes employés sont : « à l'exception des fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat ».

Donc, à mon sens, cette rédaction, qui est également celle de l'Assemblée nationale, doit donner satisfaction à M. Namy.

M. le président. M. Namy désire-t-il prendre la parole ?...

M. Louis Namy. Monsieur le rapporteur, je vous remercie de vos explications. Je ne veux pas intervenir davantage car cela ne servirait absolument à rien !

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Sur l'amendement de la commission, je voudrais indiquer qu'en ce qui concerne la révision de la liste électorale les dispositions du décret n° 66-862 du 22 novembre 1966 mettent en vigueur dans les territoires le calendrier métropolitain, notamment en Côte française des Somalis. Le révision de la liste électorale en Côte française des Somalis, commencée le 1^{er} décembre, sera terminée le 28 février prochain. C'est en fonction de cette révision que sera dressée la liste des participants à la consultation qui doit avoir lieu avant le 1^{er} juillet 1967.

Au maximum, quatre mois se seront écoulés depuis la clôture de la révision. Le Gouvernement estime, que, dans ces conditions, le corps électoral sera convenablement défini pour une consultation complète de ceux qui, moyennant la condition de trois ans, sont appelés à y participer. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il s'écoule un délai de moins de deux mois entre le 28 février et la date de la consultation.

Par conséquent, je pense que, sur le fond, la commission a satisfaction.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

[Après l'article 3.]

M. le président. Par amendement n° 4, M. Prélot, au nom de la commission des lois, propose d'insérer, après l'article 3, un article additionnel 3 bis (nouveau) ainsi rédigé :

« Tout électeur pourra participer au scrutin sur présentation de sa carte électorale ou de l'attestation d'inscription en tenant lieu et de l'une des pièces suivantes : carte d'identité française, extrait d'acte de naissance, extrait d'acte de mariage délivrés par les autorités compétentes du territoire. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Je ne développerai pas cet amendement car il va de soi. Ce sont des dispositions qui, comme je l'ai indiqué dans mon rapport écrit, apportent des précisions utiles et peut-être mêmes nécessaires. Je suis d'ailleurs simplement les propositions faites à l'Assemblée nationale par sa commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cet amendement ?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Ces dispositions avaient été adoptées par la commission compétente de l'Assemblée nationale sur proposition du député du territoire.

Le Gouvernement tient à donner au Sénat l'assurance que les dispositions prises, comme il est de règle constitutionnelle, par règlement d'administration publique garantiront que tous les électeurs appelés à participer à la consultation recevront une carte spéciale qui leur permettra de voter. L'établissement et la distribution de ces cartes seront faits en toute impartialité.

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 3 du projet gouvernemental donnent ainsi des garanties manifestes.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Par amendement, n° 5, M. Prélot, au nom de la commission des lois, propose d'insérer, après l'article 3, un article additionnel 3 ter (nouveau) ainsi rédigé :

« Pendant la durée de la campagne précédant la consultation, le principe d'égalité entre les différentes tendances de l'opinion doit être respecté dans les programmes d'information de la radiodiffusion de Djibouti en ce qui concerne la reproduction ou les commentaires des déclarations et écrits des différents représentants des formations politiques. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Monsieur le président, toutes ces dispositions sont très secondaires.

Ce qui est important, ce sont les articles 1^{er} et 2. Si le Gouvernement nous permettait d'adopter ces articles, nous lui abandonnerions les autres, sauf la modification que nous avons apportée à l'article 4.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cet amendement ?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Je comprends très bien M. le rapporteur, d'autant plus que je voulais lui donner l'assurance que toutes les garanties seront prises par la voie réglementaire pour une information totale et objective quant au sens de la consultation et pour que les différentes tendances de l'opinion puissent s'exprimer dans des conditions parfaites d'égalité et de liberté, à l'abri de toutes les contraintes.

Le Gouvernement plus que quiconque tient à une consultation franche, libre et sans passion d'aucune sorte. J'en prends ici l'engagement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Par amendement, n° 8, M. Louis Namy et les membres du groupe communiste et apparenté proposent d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Une commission comprenant les représentants de tous les groupes parlementaires se rendra sur place afin de contrôler l'organisation de la campagne électorale et le déroulement de la consultation. »

La parole est à M. Namy.

M. Louis Namy. Dans la discussion générale, j'avais indiqué que, compte tenu des explications qui m'avaient été données en commission par M. le rapporteur, je retirerais cet amendement en séance publique.

M. le président. L'amendement n° 8 est retiré.

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — Une commission composée d'un conseiller d'Etat, président, d'un conseiller à la cour de cassation et d'un conseiller maître à la Cour des comptes, nommés par décret en conseil des ministres, jugera définitivement les réclamations auxquelles le scrutin donnerait lieu et arrêtera les résultats. »

Par amendement n° 6, M. Prélot, au nom de la commission des lois, propose de rédiger comme suit cet article :

« Conformément à l'article 60 de la Constitution, le conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations visées aux articles précédents et en proclame les résultats. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Toutes les dispositions que la commission du Sénat propose, après l'Assemblée nationale, s'enchaînent.

Cependant, à l'Assemblée nationale, M. Capitant, malgré la rigueur que vous connaissez bien de son esprit logique, n'a pas été jusqu'au bout de son raisonnement. Il a simplement demandé qu'un membre du conseil constitutionnel préside la commission prévue. Or, je ne vois pas où l'on peut « accrocher » l'entorse ainsi faite à la Constitution. Le Conseil constitutionnel est compétent dans son entier et il l'est pleinement.

Nous pouvons dire ici que nous ne sommes pas très souvent favorisés par cet organisme.

M. Pierre de La Gontrie. Très bien !

M. Marcel Prélot, rapporteur. Chaque fois qu'il nous a frappé j'ai invoqué auprès de vous, mes chers collègues, l'attitude traditionnelle des sénateurs romains. Je vous ai demandé de demeurer stoïques sous les coups que nous recevons. (*Sourires.*) Je vous demande aujourd'hui d'être évangéliques en rendant le bien pour le mal et en rétablissant le Conseil constitutionnel dans la plénitude de ses compétences. (*Rires et applaudissements à gauche, au centre-gauche et à droite.*)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Monsieur le rapporteur, je suis certain que vous êtes évangélique dans vos intentions, mais je crains que vous ne fassiez un certain mal au Conseil constitutionnel en lui conférant des compétences qu'il ne se reconnaîtrait pas lui-même aux termes de la Constitution.

En effet, l'article 53 de la Constitution ne parle pas de référendum. Il se borne, par son dernier alinéa, à préciser que « nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées ».

Ainsi que l'a observé M. Capitant dans son rapport devant l'Assemblée nationale — quel drame pour moi d'avoir à choisir en cette matière entre deux éminents juristes qui sont en même temps deux grands amis — une consultation locale des populations en vue d'obtenir le consentement ne peut être assimilée au référendum visé par les articles 11 et 89 de la Constitution.

Le référendum visé à ces deux articles n'est autre chose, en effet, que l'exercice direct du pouvoir législatif par le peuple. Il est l'acte par lequel le peuple approuve ou rejette le projet de loi qui lui est présenté.

Toute autre est la consultation visée au dernier alinéa de l'article 53 qui réalise simplement l'une des deux conditions auxquelles est subordonnée la validité d'une cession de territoire, l'autre condition étant l'autorisation du législateur français.

De cette disposition il convient de déduire que les dispositions de l'article 60 de la Constitution aux termes duquel « le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de

référendum et en proclame les résultats » ne sont applicables qu'au référendum législatif prévu par les articles 11 et 89 de la Constitution.

M. Marcel Prélot, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Marcel Prélot, rapporteur. J'ai déjà répondu par avance à M. le secrétaire d'Etat.

Personnellement, je ne crois pas que des distinctions de technique juridique ou de localisation puissent intervenir pour réduire la compétence du Conseil constitutionnel.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

[Articles 5 et 6.]

M. le président. « Art. 5. — Les dépenses de la consultation seront imputées au budget de l'Etat. »

Personne ne demande la parole ?...

« Art. 6. — Des décrets en Conseil d'Etat détermineront les modalités d'application de la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. le secrétaire d'Etat.

M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs, avant que les explications de vote ne viennent engager l'opinion du Sénat, je voudrais, au terme de cette discussion, demander à celui-ci de considérer l'importance du vote politique qu'il va émettre.

M. le rapporteur, comme M. le président de la commission, a rappelé tout à l'heure que la commission des lois du Sénat n'estimait pas de sa compétence de se prononcer sur l'opportunité politique d'une consultation concernant l'avenir de la Côte française des Somalis. Et nous avons eu une discussion juridique serrée, passionnante — je l'ai dit moi-même — pour ceux qui s'intéressent à ce problème comme je le fais, sur les différents aspects de ce projet de loi. M. le rapporteur a dit lui-même qu'en dehors de quelques amendements de détail sur lesquels je crois que la commission a satisfaction, la controverse portait essentiellement sur les articles 1^{er} et 2, mise à part la divergence sur la compétence du conseil constitutionnel qui, là encore, est une controverse juridique, comme l'a montré l'identité même des tenants des deux opinions.

Mais sur le fond, il n'y a pas de différence entre la commission et le Gouvernement, ni même sur l'ensemble de la procédure qui va être appliquée. La commission est d'accord pour que l'on aille consulter la population; elle est d'accord pour que, dans les quatre mois qui suivront la consultation, si la réponse est affirmative, un statut soit déposé. La commission est également d'accord pour que l'information la plus large soit faite sur ce que sera, sur ce que peut être ce statut. Enfin, M. le rapporteur l'a dit tout à l'heure, même s'il envisage d'habiliter dès maintenant le Président de la République à accomplir conformément à l'article 53 de la Constitution les actes qui seraient de nature à reconnaître l'indépendance en cas de réponse négative, il convient qu'en tout état de cause le Parlement soit saisi de l'affaire, dans ce cas, aux termes de l'article 53, comme il le serait aux termes de l'article 74, après consultation des assemblées territoriales, si la réponse était positive.

Ce qui nous sépare, c'est le libellé de la question. Même si l'analyse de M. le rapporteur, après celle de M. le rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale, est juridiquement fondée, ce qui peut encore donner matière à discussion, me plaçant sur le terrain politique sur lequel je demande au Sénat de se placer également, il est essentiel — et c'est pourquoi le Gouvernement a pris la responsabilité de demander que son texte soit adopté sans modification — que la promesse de l'évolution vers un statut renouvelé figure dans le libellé même de la question. C'est essentiel pour la clarté; c'est essentiel pour l'information du public.

Quelles pourraient être les prises de position sur la simple question non assortie d'explication: « Voulez-vous demeurer au sein de la République française? » Les populations n'auraient que la ressource de se reporter au *Journal officiel* pour se renseigner sur les débats. Ce qui est important en la matière, ce qui est important dans le libellé même de la question, c'est l'alternative entre le maintien au sein de la République française, avec une modification du statut, contre lequel la protestation est unanime, et la séparation.

Pour que tout soit clair, il faut que, dans un même article, on indique les éléments essentiels de ce futur statut et qu'ils soient portés préalablement à la connaissance de la population. C'est là que réside la divergence. C'est là que le Gouvernement a pris des responsabilités d'ordre essentiellement politique.

C'est pourquoi le Gouvernement vous demande de bien vouloir, notwithstanding les discussions juridiques fort intéressantes qui se sont déroulées ici, adopter le projet de loi dans le texte qui vous est soumis.

M. le président. La parole est à M. Marcilhacy, pour explication de vote.

M. Pierre Marcilhacy. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je regrette d'autant plus la procédure du vote bloqué que je me suis abstenu d'intervenir dans le cours de cette discussion. J'en suis donc plus libre pour indiquer mon désaccord avec l'interprétation qui est donnée de l'article 53 de la Constitution. Je ne suis pas d'accord comme juriste. Je ne suis pas d'accord comme auteur — au moins à titre consultatif — de la Constitution et, plus spécialement, comme auteur de ce titre XII auquel, je ne le cache pas, une partie de mon cœur est restée attachée. Je ne suis pas d'accord pour une troisième raison, très simple: on ne fera croire à personne qu'au chapitre des traités internationaux, une cession de territoire peut devenir la raison juridique d'une consultation pouvant éventuellement aboutir à une sécession.

En réalité, l'interprétation juridique est le domaine du juriste et de l'avocat. Elle n'est pas du domaine du législateur qui a, lui, qualité pour changer la loi et il aurait suffi de changer le texte de la loi; car nous donnons un très déplorable exemple, celui de pauvres législateurs se « débrouillant » dans des textes dont ils sont en réalité les maîtres, et que l'opinion publique nous accusera d'avoir rendu incohérents. En fait, si l'article 53 n'est pas fait pour cela, cela tient, monsieur le ministre, à ce qu'en 1958, on ne pensait pas à cette éventualité; il y avait encore, au sein de la République française, ce que j'appelle un esprit jacobin. On disait: vous avez fait votre choix, alors, maintenant, tous unis pour le meilleur et pour le pire. Depuis, les choses ont changé!

Maintenant, j'arrive au problème politique. Le problème politique, monsieur le secrétaire d'Etat, vous l'avez évoqué en des termes très précis et qui m'ont touché, en montrant ce que pourrait être le sort de cette portion du territoire français s'il s'abandonnait aux mauvais rêves, aux fâcheux démons. Oui, j'ai été très ému. Seulement, cela, ce n'est pas la responsabilité du Parlement, c'est la responsabilité du Gouvernement. Car nous n'avions aucun moyen d'empêcher que certains événements se produisent.

Juridiquement et politiquement, l'usage de l'article 53 risque de créer une jurisprudence que l'on pourra peut-être, en des instances internationales, nous opposer plus tard, car Dieu sait où va s'arrêter cet effritement des territoires de la République. Nous ne le savons pas encore.

Politiquement, il y a responsabilité du Gouvernement. En effet, nous ne pouvons pas refuser aux populations de la Côte des Somalis de s'exprimer, puisque cela maintenant est promis. Dans ces conditions, en tant que membre du Parlement, je laisse au Gouvernement toutes ses responsabilités et je ne participerai pas au scrutin. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche et au centre gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Louis Namy, pour expliquer son vote.

M. Louis Namy. Sur ce projet de loi, avec lequel le groupe communiste est d'accord dans son principe, nous avons formulé des critiques et des réserves quant à la conception de la consultation. La commission des lois a tenté d'apporter à ce texte des amendements avec lesquels on peut d'ailleurs ne pas être d'accord. Mais par suite de la procédure du vote bloqué, la discussion ne sert plus à rien, elle n'a plus de sens ni de portée ne pouvant aboutir à une conclusion valable.

Nous nous élevons à notre tour une fois de plus contre ce procédé qui ne grandit pas le Gouvernement, notamment dans un domaine de portée internationale — M. le président de la commission des lois l'a rappelé tout à l'heure.

En définitive, étant partisans de la consultation des peuples des territoires et des départements d'outre-mer, nous ne nous prononcerons pas contre celle qui est imposée aux Somaliens dans des conditions que nous prétendons discutables suivant le texte de loi original qui n'a pas pu être modifié; nous laissons au Gouvernement la responsabilité pleine et entière de ce procédé, et pour notre part, nous ne participerons pas au vote. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. François Schleiter. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Schleiter.

M. François Schleiter. Je demande au Sénat s'il serait disposé à nous accorder, avant que nous exprimions notre vote, une courte suspension de séance.

M. Pierre de La Gontrie. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de La Gontrie.

M. Pierre de La Gontrie. Je suis d'accord pour que nous suspendions la séance, mais je tiens à dire dès à présent que les arguments de M. Marcihacy et de quelques autres collègues rejoignent ceux que nous pourrions exprimer et font que le groupe de la gauche démocratique ne participera pas au vote, elle non plus.

M. Antoine Courrière. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Courrière.

M. Antoine Courrière. Ainsi que M. Périquier l'a indiqué lorsqu'il a exposé la pensée de notre groupe sur le texte qui nous est soumis, le groupe socialiste, étant donné les conditions du vote, ne participera pas à celui-ci.

M. le président. Le Sénat voudra sans doute accéder à la demande de suspension de séance formulée par M. Schleiter ? (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-huit heures dix minutes, est reprise à dix-huit heures trente minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Personne ne demande plus la parole pour explication de vote ?...

Je vais mettre aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je rappelle qu'en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, 7^e alinéa, du règlement, le Gouvernement a demandé au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe socialiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé aux comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin (n° 30) :

Nombre des votants.....	81
Nombre des suffrages exprimés.....	64
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	33
Pour l'adoption.....	64

Le Sénat a adopté.

M. Pierre de La Gontrie. C'est un brillant succès !

— 6 —

**ELECTION DE MEMBRES
D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE**

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour l'élection de sept membres titulaires de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966 :

Nombre des votants.....	84
Bulletin blanc ou nul....	1
Suffrages exprimés.....	83
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	42

Ont obtenu :

MM. Marcel Pellenc.....	83 voix.
Yvon Coudé du Foresto.....	82 —
Michel Kistler.....	82 —
Alex Roubert.....	82 —
Joseph Raybaud.....	82 —
Roger Lachevre.....	82 —
Bernard Chochoy.....	82 —

Nos collègues ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sont proclamés membres titulaires de cette commission mixte paritaire.

Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour l'élection de sept membres suppléants de la même commission mixte paritaire :

Nombre des votants.....	84
Suffrages exprimés.....	84
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	43

Ont obtenu :

MM. Paul Chevalier.....	84 voix.
Max Monichon.....	84 —
Pierre Métayer.....	84 —
Paul Ribeyre.....	84 —
François Schleiter.....	84 —
André Fosset.....	84 —
Antoine Courrière.....	83 —

Nos collègues ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sont proclamés membres suppléants de cette commission mixte paritaire.

— 7 —

ELECTIONS CANTONALES

Adoption d'un projet de loi en deuxième lecture.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion en deuxième lecture du projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture, relatif aux élections cantonales. [N° 38, 61 et 106 (1966-1967)].

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des lois.

M. Pierre de La Gontrie. J'espère que vous aurez plus de chance cette fois, monsieur le professeur !

M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Il était pour le moins téméraire d'assimiler de plano au renouvellement intégral des conseils généraux l'élection initiale des nouveaux conseils des nouveaux départements. L'hypothèse de l'article 21 de la loi du 10 août 1871 visait directement les élections générales du 8 octobre 1871.

J'ai consulté un auteur que M. de Broglie connaît bien, Gabriel Hanotaux, qui a écrit dans son *Histoire de la France contemporaine* : « C'est une vaste sélection qui se produisait pour la première fois sur la totalité du territoire ». Malheureusement, cette hypothèse qu'on voulait alors isolée, s'est retrouvée deux fois à la suite des deux autres guerres.

Ces situations historiques ne sont évidemment en rien comparables à celles résultant d'élections concernant les seuls départements issus de la partition du département de la Seine et du département de Seine-et-Oise.

Un texte nouveau avait paru nécessaire au Sénat pour faire face à une situation nouvelle, mais la commission estime que l'amendement apporté par l'Assemblée nationale équivaut pratiquement à celui que le Sénat avait adopté à l'unanimité.

En conséquence, votre rapporteur vous demande — et il le fait avec plaisir — de vous rallier au texte déjà adopté par l'Assemblée nationale et qui deviendrait ainsi définitif.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

Je rappelle qu'aux termes de l'article 42, alinéa 9, du règlement, à partir de la deuxième lecture au Sénat des projets ou propositions de loi, la discussion des articles est limitée à ceux pour lesquels les deux chambres du Parlement n'ont pas encore adopté un texte identique.

Seul l'article 1^{er} bis fait l'objet d'une seconde lecture.

En voici la teneur :

« Art. 1^{er} bis. — Le mandat des conseillers généraux du département de Seine-et-Oise expirera en octobre 1967.

« Les conseillers généraux des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne, des Yvelines et du Val-d'Oise seront élus lors du renouvellement triennal des conseillers généraux de 1967.

« Les dispositions de l'article L. 192 du code électoral sont applicables. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er} bis.

(L'article 1^{er} bis est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 8 —

MODIFICATION DE L'ORDRE DES TRAVAUX DU SENAT

M. le président. L'ordre du jour appellerait la discussion en nouvelle lecture du projet de loi relatif au délit d'usure, mais M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères désire présenter une communication du Gouvernement relative à l'ordre des travaux du Sénat.

Je lui donne la parole.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. En accord avec la commission des lois et en application de l'article 48 de la Constitution, le Gouvernement demande que la discussion du projet de loi relatif au délit d'usure soit inscrite à l'ordre du jour du vendredi 16 décembre après la discussion du projet de loi sur les monuments historiques.

J'ajouterais que M. Jeanneney, qui tient à défendre demain jeudi la proposition de loi réglementant la profession d'audioprothésiste, est retenu par une audition devant l'Assemblée nationale et souhaiterait que l'ordre du jour du Sénat du 15 décembre soit également modifié.

Il demanderait qu'y figurât d'abord le projet de loi relatif aux correspondances adressées « poste restante » à des mineurs, puis, en nouvelle lecture, le projet de loi relatif aux communautés urbaines, enfin la proposition de loi réglementant la profession d'audioprothésiste.

M. le président. Acte est donné au Gouvernement de sa demande de modification, en vertu de l'article 48 de la Constitution, de l'ordre du jour des séances du jeudi et du vendredi 15 décembre 1966.

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Vendredi 16 décembre, je serai tenu éloigné de l'hémicycle jusqu'à seize heures trente par une obligation qui relève de mes fonctions d'officier d'état civil. Je demande donc au Gouvernement de bien vouloir inscrire le projet de loi relatif au délit d'usure, dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur, non pas en deuxième, mais en troisième rang.

M. le président. Il en est bien ainsi. Vous avez donc satisfaction, monsieur Dailly.

M. Etienne Dailly. Je vous remercie, monsieur le président.

— 9 —

PROTECTION MEDICALE DU TRAVAIL AGRICOLE

Adoption des conclusions modifiées d'une commission mixte paritaire.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [n° 11 (1966-1967)].

Dans la discussion générale, la parole est à M. Grand, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire.

M. Lucien Grand, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire. Mesdames, messieurs, le projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole qui a donné lieu à la nomination d'une commission mixte paritaire est en instance devant le Parlement depuis plus de sept ans. Le Gouvernement en avait, en effet, saisi le Sénat dès le 1^{er} mars 1959.

Le projet initial avait pour seul objet d'organiser, à l'exemple du régime institué pour l'industrie et le commerce par la loi du 11 octobre 1946, une médecine du travail chargée de protéger les salariés de l'agriculture contre les altérations causées à leur santé du fait des conditions ou de la nature de leur travail.

Ce texte, dont l'intérêt est évident, présentait cependant, aux yeux de l'Assemblée nationale, le grave inconvénient de ne concerner qu'une fraction de l'ensemble des travailleurs ruraux, laissant sans protection les exploitants agricoles et les membres non salariés de leur famille.

De plus, le projet ne tenait pas compte d'une notion essentielle de l'économie rurale. En agriculture, il est généralement impossible de dissocier la vie familiale de la vie professionnelle, comme c'est le cas en milieu industriel.

C'est pourquoi l'Assemblée nationale transforma le projet de loi afin d'instituer un système de protection général et familial comportant, à la fois, médecine du travail et médecine préventive.

Le Sénat, sans méconnaître l'intérêt d'une telle conception, n'a pu, malgré trois lectures, s'y rallier, craignant que la solution préconisée par l'Assemblée nationale ne conduise à une confusion entre médecine du travail et médecine préventive. Il estimait que médecine du travail et médecine préventive devaient avoir chacune leur financement propre. Il pensait que la protection médicale agricole ne pouvait être confiée aux seuls praticiens et qu'il fallait, tout au moins pour la médecine du travail, faire appel à des médecins spécialisés.

Enfin, sur le plan administratif, le Sénat souhaitait une organisation très souple sous l'égide de la mutualité sociale agricole.

La commission mixte paritaire, réunie le 19 octobre 1966, a admis la nécessité de l'organisation globale d'une protection médicale du monde rural salarié ou non salarié. Elle s'est mise d'accord sur une définition des tâches imparties à la médecine du travail et à la médecine préventive.

Pour la commission, la médecine du travail doit limiter son action à l'appréciation de l'aptitude physiologique du sujet à occuper un emploi déterminé comportant l'accomplissement de tâches nettement différenciées; la médecine préventive doit veiller à l'état sanitaire de l'ensemble des membres d'une collectivité donnée. Tandis que la médecine du travail ne s'exerce qu'à l'occasion de l'activité professionnelle des salariés, la médecine préventive couvre toutes les personnes actives ou inactives.

Au point de vue financier, les divergences de l'Assemblée nationale et du Sénat ont pu s'aplanir en raison des assurances données par le ministre de l'agriculture. Compte tenu des dispositions de l'article 1106-3 du code rural et de celles de l'article 25 du règlement d'administration publique n° 50-1225 du 21 septembre 1950, il a estimé qu'il n'était pas douteux que « les examens de santé gratuits sont dus aux exploitants agricoles et aux aides familiaux non salariés, tant pour eux-mêmes que pour leurs ayants droit, dans les mêmes conditions qu'aux salariés agricoles et aux membres de la famille de ces derniers. ».

En ce qui concerne les deux derniers points en litige — rôle des médecins praticiens et organisation administrative des services médicaux — des concessions mutuelles de nos deux assemblées ont permis d'aboutir à des solutions transactionnelles conciliant efficacité et économie.

Un partage des tâches relevant de la médecine du travail et de la médecine préventive a été effectué: les unes étant dévolues aux médecins praticiens ruraux, les autres à des médecins possédant des qualifications techniques particulières.

La gestion de la nouvelle médecine a été confiée à la mutualité sociale agricole à qui les textes, en contrepartie de la responsabilité mise à sa charge, laissent la plus grande latitude pour assurer, dans les meilleures conditions, l'organisation matérielle des services médicaux. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion du texte élaboré par la commission mixte paritaire.

J'en donne lecture :

[Article 1^{er}.]

M. le président. « Art. 1^{er}. — Il est introduit dans le livre septième du code rural un titre III-1 intitulé « Médecine du travail et médecine préventive » et comprenant les articles 1234-1 à 1234-6 ci-après :

« Art. 1234-1. — Des décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales rendront progressivement obligatoire, après consultation des organisations professionnelles agricoles intéressées, l'organisation d'une médecine du travail tendant à protéger l'ensemble des salariés et des apprentis visés par les articles 1024 et 1264 du présent code, contre les altérations causées à leur santé du fait des conditions ou de la nature de leur travail. Les décrets prévus ci-dessus détermineront leur champ d'application territorial et les conditions dans lesquelles les exploitants agricoles et les membres non salariés de leur famille pourront demander à subir les examens de la médecine du travail.

« Les dépenses de la médecine du travail sont couvertes par les cotisations des employeurs et, le cas échéant, par celles des exploitants mentionnés ci-dessus.

« Art. 1234-2. — Des décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales, après consultation du haut comité médical de la sécurité sociale et des organisations professionnelles intéressées, déterminent les conditions dans lesquelles seront obligatoirement organisés des examens de médecine préventive auxquels pourront se soumettre les bénéficiaires des régimes d'assurances sociales agricoles et d'assurances maladie, invalidité et maternité institués par les chapitres II et III-1 du titre II du présent livre.

« Le financement de cette médecine préventive est assuré par le remboursement des dépenses relatives aux examens périodiques de santé par les caisses des régimes intéressés.

« Art. 1234-3. — Les caisses de mutualité sociale agricole sont responsables de l'application des dispositions des articles précédents. Elles pourront soit instituer en leur sein une ou plusieurs sections, soit créer une ou plusieurs associations spécialisées, soit autoriser l'organisation d'un service autonome de médecine du travail dans les entreprises lorsque l'importance des effectifs des travailleurs salariés le justifie.

« Les examens périodiques de santé au titre de la médecine du travail et de la médecine préventive sont assurés par des médecins praticiens exerçant cette activité à temps partiel ou, à défaut, par les médecins qualifiés ci-dessous visés.

« L'exercice de la médecine du travail, sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, ne peut être confié qu'à des médecins qualifiés exerçant à temps partiel ou à temps complet. Ces derniers devront obligatoirement être chargés de la coordination des actions de la médecine du travail et de la médecine préventive.

« Des décrets pris sur le rapport des ministres de l'agriculture et des affaires sociales déterminent les conditions que devront remplir les médecins exerçant à temps plein ou partiel les activités ci-dessus, les compétences techniques qu'ils devront posséder, ainsi que les conditions de recrutement des médecins qualifiés.

« Art. 1234-4. — Il peut être fait appel, dans des conditions fixées par décret pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales, au concours de médecins ou de spécialistes pour tous avis, inspections ou enquêtes concernant :

« 1° L'agrément des organismes chargés de la médecine du travail ;

« 2° Le contrôle du fonctionnement desdits organismes ;

« 3° Les maladies et risques professionnels découlant de la mise en œuvre de techniques nouvelles.

« Art. 1234-5. — Les médecins qualifiés visés à l'article 1234-3, les médecins et les spécialistes visés à l'article 1234-4 jouissent, dans l'accomplissement des missions qui leur sont confiées, des mêmes pouvoirs et protections que ceux prévus pour les inspecteurs des lois sociales en agriculture par les deuxième et troisième alinéas de l'article 990 du présent code ; ils sont autorisés à faire, aux fins d'analyses, tous prélèvements portant notamment sur les matières mise en œuvre et les produits utilisés.

« Art. 1234-6. — Les employeurs sont tenus d'autoriser leurs salariés à se rendre aux convocations des organismes chargés de la médecine du travail et de la médecine préventive agricoles.

« Les infractions aux dispositions du présent titre et des décrets pris pour son application sont constatées dans des procès-verbaux, par les inspecteurs et contrôleurs des lois sociales en agriculture concurremment avec les officiers de police judiciaire.

« Il ne peut être donné suite aux procès-verbaux qu'après une mise en demeure écrite adressée au chef d'exploitation ou d'entreprise intéressé, le délai imparti ne pouvant être inférieur à un mois. »

Par amendement n° 1, le Gouvernement propose de rédiger ainsi cet article :

« Le titre I^{er} du livre VII du code rural est complété par un chapitre III intitulé « Médecine du travail » et comprenant les articles 1000-1 à 1000-5 ci-après :

« Art. 1000-1. — Des décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales rendront progressivement obligatoire, après consultation des organisations professionnelles agricoles intéressées, l'organisation d'une médecine du travail tendant à protéger l'ensemble des salariés et des apprentis visés par les articles 1024 et 1264 contre les altérations causées à leur santé du fait des conditions ou de la nature de leur travail. Les décrets prévus ci-dessus détermineront leur champ d'application territorial et les conditions dans lesquelles les exploitants agricoles et les membres non salariés de leur famille pourront demander à subir les examens de la médecine du travail.

« Les dépenses de la médecine du travail sont couvertes par les cotisations des employeurs et, le cas échéant, par celles des exploitants mentionnés ci-dessus.

« Art. 1000-2. — Les caisses de mutualité sociale agricole sont responsables de l'application des dispositions de l'article précédent. Elles pourront, soit instituer en leur sein une section de médecine du travail, soit créer une association spécialisée. Cependant, toute entreprise peut, lorsque l'importance des effectifs des travailleurs salariés le justifie, être autorisée par décision conjointe du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales, à organiser un service autonome de médecine du travail.

« L'exercice de la médecine du travail est confié à des médecins à temps partiel ou à temps complet. Des décrets pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales déterminent les compétences techniques que ces médecins devront posséder ainsi que les conditions dans lesquelles les médecins praticiens participeront à l'exercice de la médecine du travail.

« Art. 1000-3. — Il peut être fait appel, dans les conditions fixées par décret pris sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires sociales, au concours de médecins ou de spécialistes pour tous avis, inspections ou enquêtes concernant :

« 1° L'agrément des organismes chargés de la médecine du travail agricole ;

« 2° Le contrôle du fonctionnement desdits organismes ;

« 3° Les maladies et risques professionnels découlant de la mise en œuvre de techniques nouvelles.

« Art. 1000-4. — Les médecins du travail visés à l'article 1000-2, les médecins et les spécialistes visés à l'article 1000-3 jouissent, dans l'accomplissement des missions qui leur sont confiées, des mêmes pouvoirs et protection que ceux prévus pour les inspecteurs des lois sociales en agriculture par les deuxième et troisième alinéas de l'article 990 ; ils sont autorisés à faire, aux fins d'analyses, tous prélèvements portant notamment sur les matières mises en œuvre et les produits utilisés.

« Art. 1000-5. — Les employeurs sont tenus d'autoriser leurs salariés à se rendre aux convocations des organismes chargés de la médecine du travail agricole.

« Les infractions aux dispositions du présent titre et des décrets pris pour son application sont constatées dans des procès-verbaux par les inspecteurs et contrôleurs des lois sociales en agriculture, concurremment avec les officiers de police judiciaire.

« Il ne peut être donné suite aux procès-verbaux qu'après une mise en demeure écrite adressée au chef d'exploitation ou d'entreprise intéressé, le délai imparti ne pouvant être inférieur à un mois. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Cet amendement a pour objet de créer et d'organiser une médecine du travail obligatoire pour les salariés agricoles. La modification proposée par le Gouvernement tend à permettre l'adhésion volontaire des exploitants à la médecine du travail, qui avait été envisagée initialement en faveur des seuls salariés agricoles. Elle rejoint par conséquent sur ce point la position prise par la commission mixte paritaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Lucien Grand, rapporteur. Mes chers collègues, l'amendement présenté par le Gouvernement ne modifie en rien les conclusions de la commission mixte paritaire. En effet, la rédaction nouvellement proposée pour chacun des articles du code rural — qui ne touche pas au fond du texte — l'a été en collaboration parfaite avec les rapporteurs des deux assemblées. On peut dire qu'après la commission mixte paritaire s'en est tenue une autre, à laquelle participait le Gouvernement, qui a permis d'aboutir au texte de l'amendement qu'au nom de ladite commission je vous demande d'adopter.

M. le président. Je vous remercie de cette mise au point, monsieur le rapporteur, qui constitue un excellent exemple de collaboration entre les assemblées et le Gouvernement et qui traduit un perfectionnement dans la procédure de la commission mixte paritaire. Souhaitons qu'il en soit souvent ainsi.

Personne ne demande la parole contre l'amendement ?...

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le texte de l'amendement qui vient d'être voté constitue l'article 1^{er} du projet de loi.

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Les décrets prévus pour l'application progressive de la présente loi devront intervenir dans un délai de trois ans à compter de sa promulgation. »

Par amendement n° 2 le Gouvernement propose de rédiger ainsi cet article :

« Le titre IV du livre VII du code rural prend le titre de « Dispositions diverses ». Il est subdivisé en deux chapitres. Le premier chapitre intitulé « Dispositions communes aux organismes de mutualité agricole. — Inspection et contrôle » comprend

les articles 1235 à 1250-1. Le chapitre II intitulé « Médecine préventive » comprend l'article 1250-2 rédigé comme suit :

« Des décrets en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des affaires sociales et du ministre de l'économie et des finances, après consultation du haut comité médical de la sécurité sociale et des organisations professionnelles agricoles intéressées, fixent les conditions d'organisation et de financement des examens de médecine préventive qui doivent être proposés, à certaines périodes de la vie, aux bénéficiaires des régimes d'assurances sociales agricoles et d'assurance maladie, invalidité, maternité institués par les chapitres II et III-1 du titre II du présent livre. »

M. Lucien Grand, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Lucien Grand, rapporteur. Avant de proposer au Sénat de faire sien cet amendement, je voudrais obtenir de M. le secrétaire d'Etat des apaisements au sujet du financement. En effet c'est là la question qui me préoccupe, comme elle a toujours préoccupé mes collègues. Entre les deux assemblées, c'était certainement le point le plus important de désaccord.

Or dans l'amendement que vous présentez, monsieur le secrétaire d'Etat, il est dit que des décrets fixeront le mode de financement. J'aimerais que soient répétées ici les assurances que nous avons déjà reçues en commission paritaire, assurances qu'en aucun cas et quel que soit le mode de financement qui sortira des textes d'application, il ne sera question de demander des cotisations supplémentaires aux exploitants.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat. Je confirme en effet que les frais d'examen de santé préventif qui sont visés à cet article 2 excluent l'éventualité d'un financement de ces dépenses par la voie de cotisations supplémentaires.

M. le président. Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Ce texte constitue l'article 2 du projet de loi.

[Après l'article 2.]

M. le président. Par amendement n° 3 le Gouvernement propose d'insérer un article additionnel, ainsi rédigé :

« Des décrets en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des affaires sociales et du ministre de l'économie et des finances, après consultation du haut comité médical de la sécurité sociale, prévoient toutes mesures utiles pour assurer la coordination des examens de santé visés à l'article 1250-2 du code rural avec toute autre visite de médecine préventive organisée en application d'une autre disposition législative ou réglementaire et notamment en application des dispositions de l'article 1000-1 du code rural. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. Lucien Grand, rapporteur. La commission mixte paritaire a approuvé cet amendement, comme l'amendement n° 4 que vous appellerez tout à l'heure, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un nouvel article est inséré dans le projet de loi.

Par amendement n° 4, le Gouvernement propose d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Les décrets prévus pour l'application progressive de la présente loi devront intervenir dans un délai de trois ans à compter de sa promulgation. »

Personne ne demande la parole?...
Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

La commission mixte propose de rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi :

« Projet de loi relatif à la médecine du travail et à la médecine préventive agricoles. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'intitulé est ainsi rédigé.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

M. le président. Je rappelle que l'ordre du jour de la présente séance comporte la discussion du projet de loi concernant la création d'organismes de recherches.

Le Gouvernement a demandé, pour convenances personnelles, que cette discussion ne commence qu'à vingt et une heures trente.

Il y a donc lieu d'interrompre nos travaux.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures, est reprise à vingt et une heures trente-cinq minutes, sous la présidence de M. André Méric.)

PRESIDENCE DE M. ANDRE MERIC,

vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

— 10 —

CONGE

M. le président. M. Marcel Prélot demande un congé.

Conformément à l'article 34 du règlement, le bureau est d'avis d'accorder ce congé.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le congé est accordé.

— 11 —

CREATION D'ORGANISMES DE RECHERCHE

Adoption d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'organismes de recherche. [N° 65 et 84 (1966-1967).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan.

M. Henri Longchambon, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, mes chers collègues, le projet de loi qui nous est soumis, après avoir été adopté par l'Assemblée nationale moyennant quelques modifications, porte au principal création de trois organismes de recherches sous forme d'établissements publics à autonomie financière et avec des caractéristiques propres à chacun d'eux.

Le premier est le Centre national pour l'exploitation des océans, qui, sous le sigle CNEOX, doit embrasser tous les problèmes réunis sous l'appellation courante d'océanographie.

Le second est l'Agence nationale de valorisation de la recherche, qui, sous le sigle ANVAR, doit s'efforcer de faire la liaison entre les apports de la recherche fondamentale et les applications utiles que l'on peut en retirer.

Le troisième est l'Institut de recherches d'informatique et d'automatique qui, sous le sigle I. R. I. A., doit donner une impulsion vigoureuse, dans notre pays, au développement du matériel et des techniques modernes d'information et d'automatisation que permettent les progrès rapides et incessants de l'électronique.

Il s'agit donc d'organismes assez distincts les uns des autres par leurs missions propres, par leurs caractères internes et leurs modalités d'action. Aussi, quant au fond, aurons-nous à les étudier séparément, ce qui permet d'ailleurs d'examiner le projet de loi puisque dans ses trois premiers articles il distingue l'un de l'autre ces trois établissements.

Mais auparavant, au nom de votre commission des affaires économiques et du Plan, saisie au fond, j'ai deux observations à faire.

La première est que ces créations sont soumises à l'autorisation du Parlement en vertu de l'article 34 de la Constitution qui exige une décision parlementaire pour la création d'organismes ou établissements publics de caractère nouveau. Il est clair que, si le Parlement est appelé à décider de l'intérêt de la création de tels établissements publics, il doit avoir les éléments de jugement, c'est-à-dire des informations assez précises sur ce qu'ils doivent être.

Or, le projet de loi tel qu'il est établi est extrêmement vague à ce sujet, aussi bien en ce qui concerne la mission de ces organismes décrite en termes peu précis et prêtant à interprétations divergentes; rien n'est dit en ce qui concerne les structures. Si l'on s'en tenait uniquement aux termes du projet de loi, au fond on nous demanderait une délégation de pouvoirs pour que le Gouvernement, par décrets, constitue trois établissements dont nous n'aurions à approuver que les actions.

En réalité, lors des travaux préparatoires de l'Assemblée nationale, lors du débat qui s'est institué sur ce projet à l'Assemblée nationale, lors des travaux préparatoires du Sénat, tant ceux de la commission saisie au fond que ceux de deux de vos commissions saisies pour avis, beaucoup d'éclaircissements et d'informations ont été apportés très volontiers — je dois le reconnaître — par le Gouvernement, qui font que nous pouvons vous donner dès ce soir des précisions suffisantes en ce qui concerne et les missions de ces trois établissements nouveaux et leurs structures probables qui seront fixées par décret.

Mais la seconde question que pose ce projet de loi est la suivante : le Gouvernement a-t-il entendu répondre ainsi à trois problèmes particuliers, d'importance spéciale, en créant pour chacun d'eux un outil adapté, ou a-t-il entendu créer trois prototypes dont la multiplication et la répétition constitueraient à ses yeux une manière d'organiser la recherche scientifique appliquée ? La question peut se poser. Ces trois organismes sont visiblement orientés, d'après leur titre tout au moins, d'après les missions telles qu'on nous les décrit, vers des applications.

Est-ce que, ayant autorisé la création de trois établissements de ce type, le Gouvernement pourra en faire autant qu'il voudra de semblables, par décret, et est-ce qu'il a l'intention de le faire ? C'est une question pour laquelle nous ne sommes pas très informés et nous serions très heureux que M. le ministre délégué, chargé de la recherche scientifique, veuille bien, tout à l'heure, nous préciser à ce sujet les intentions du Gouvernement.

Pour sa part, votre commission des affaires économiques et du Plan est rigoureusement hostile à la multiplication d'établissements de ce genre, et cela pour trois raisons majeures parmi d'autres.

La première est que, en dotant de tels établissements de la forme de gestion industrielle et commerciale, avec toute la liberté que celle-ci comporte dans les rémunérations de personnels et dans le maniement des crédits, on crée ainsi une disparité par rapport à la situation des autres organismes de recherche de l'Etat qui restent soumis aux impératifs de la grille de la fonction publique quant à la rémunération de leur personnel et à la férule très dure de la comptabilité publique quant à la gestion de leurs crédits. Si un trop grand nombre de disparités de ce genre étaient créées, on irait vers une situation très dangereuse. Si les commodités de gestion qui sont données à ces organismes — on nous le dit dans l'exposé des motifs — du fait qu'il aurait à traiter avec l'industrie ; parce qu'ils auront des opérations commerciales à faire — plus ou moins d'ailleurs — étaient réservées à des établissements de recherche appliquée, nous trouverions aussi, dans le lot ; des organismes deshérités, abandonnés par leur personnel, de la recherche fondamentale scientifique, médicale, juridique ou des sciences humaines, ainsi que le C. N. R. S. qui a un régime assez voisin du régime universitaire. Ainsi serait créée une situation chaotique dans l'ensemble de la recherche française.

Il existe certes un problème de rémunération de base des chercheurs ; il existe une inadaptation manifeste des règles de la comptabilité publique à la gestion des crédits de la recherche. Nous connaissons les règles de cette comptabilité publique puisque ce sont celles que nous appliquons en votant le budget. Les dépenses doivent être numérotées, cataloguées, décrites à l'avance. La recherche se tient aux frontières de l'inconnu et pour elle apparaissent constamment des besoins nouveaux et imprévus. Il y a un problème. Il faut le résoudre dans son ensemble pour toute la recherche française, de même que celui que pose une rémunération convenable de tous les chercheurs, quelle que soit leur appartenance. C'est un problème qui ne peut pas être résolu par bribes. La situation, déjà mauvaise, ne pourrait être qu'envenimée.

La seconde raison qui nous rend hostiles à la multiplication des organismes indépendants à caractère industriel et commercial est que, s'il a paru nécessaire dans quelques cas particuliers de donner par cette formule une très vigoureuse impulsion à certaines catégories de recherches, ce résultat ne peut être obtenu actuellement, et pour longtemps encore en France, que si ces cas restent isolés et peu nombreux. Car le potentiel de base de la recherche est le nombre d'hommes qualifiés dont on dispose, et ce n'est qu'avec prudence, avec mesure, que l'on peut mobiliser une partie de ce contingent au bénéfice d'une action déterminée si l'on veut éviter la stérilisation d'autres secteurs.

Enfin la troisième raison importante, parmi d'autres, qui motive notre hostilité à la multiplication d'organismes du genre C. N. E. X. O. spécialement, est qu'on aboutirait à un découpage de la recherche en domaines illusoirement indépendants, découpage contraire à tout le mouvement du progrès scientifique et technique dont un des traits les plus caractéristiques est d'abattre les « cloisons » entre les disciplines considérées autrefois comme

distinctes, de faire appel au contraire, aussi bien en recherche appliquée qu'en recherche fondamentale, à leur convergence, à leur symbiose, pour obtenir des résultats nouveaux. Nous y reviendrons d'ailleurs en étudiant plus spécialement cet organisme.

Sous le bénéfice de ces deux observations préliminaires, passons maintenant à l'examen des trois premiers articles du projet de loi, qui créent les trois établissements. Je les examinerai dans l'ordre inverse de leur numérotation.

L'article 3 crée l'institut national de recherches d'informatique et d'automatique. Vous trouverez décrites dans le rapport imprimé les structures de cet organisme et certaines précisions sur sa mission. La commission estime que la tâche qui lui est confiée est de toute première importance, qu'il s'agit là manifestement d'un de ces domaines dans lequel il importe de faire d'urgence un effort exceptionnel de promotion par recherche de développement et par formation du personnel nécessaire.

Votre commission accepte donc très volontiers la création de cet organisme d'autant qu'il ne lui est pas conféré un caractère industriel et commercial, mais simplement donné la possibilité d'avoir des règles spéciales de comptabilité qui seront établies par décret. Mais je précise que la commission n'accepte cette création qu'à titre unique, expérimental, et dans un domaine spécial, spécialement important, mais elle n'est pas d'accord pour que ce soit un type d'établissement public nouveau qui puisse être multiplié par décret.

De ce point de vue, elle vous proposera de supprimer par amendement la mention « établissement de caractère scientifique et technique » introduite par un amendement de l'Assemblée nationale avec, ouvertement, l'intention de donner la possibilité d'en créer de semblables par simple décret. Votre commission vous demande de revenir au texte du Gouvernement.

L'article 2 porte, avons-nous dit, création de l'ANVAR, c'est-à-dire l'agence nationale de valorisation de la recherche. Cette agence a pour mission de prospecter les découvertes faites à l'intérieur des organismes publics de recherche, notamment celles qui proviennent de la recherche fondamentale, de s'y intéresser lorsque celles-ci paraissent pouvoir prendre le caractère d'une invention applicable, brevetable, utile à l'économie du pays, d'aider à sa mise au point en prenant des brevets nationaux et internationaux et en pouvant faire, le cas échéant, toute action contentieuse pour faire valoir cette propriété industrielle et la défendre, s'il y avait lieu, contre des tiers, ainsi que, nous dit le texte du Gouvernement, faire procéder à toutes opérations nécessaires en vue de faciliter leur mise en application.

Votre commission a pensé de cet organisme qu'il serait effectivement utile. Il ne fait d'ailleurs que reprendre, en l'élargissant, la mission d'un certain service du C. N. R. S. qui existe depuis 1938, qui a à peu près la même mission, mais auquel on n'avait pas donné jusqu'à maintenant une très grande ampleur dans ses moyens et dans son domaine d'activité. Selon votre commission, il n'est pas inutile qu'un tel organisme ait le caractère industriel et commercial. Toutefois, il est un point délicat qui, j'en conviens, n'est pas aisé à trancher. Opérations de contentieux, prise de brevets nationaux et internationaux, recherche de débouchés, d'applications pour ces brevets, sont là une mission saine pour l'ANVAR.

Mais faire procéder à des opérations nécessaires en vue de faciliter leur mise en application est une mission mal définie. Parfois, une invention n'est prise en considération par l'industrie que lorsque la démonstration manifeste par prototypes industriels a été faite de la valeur économique du procédé. C'est ce que l'on appelle la phase de la recherche-développement. Or, cette phase coûte très cher, beaucoup plus que celle de la recherche fondamentale.

Néanmoins, elle est indispensable et le Gouvernement à très juste titre a pensé qu'il fallait l'aider en France. Il a mis au point une procédure spéciale appelée aide à la recherche-développement. Un industriel peut venir trouver l'Etat, lui soumettre un devis de recherche de développement, de mise au point d'un procédé et lui demander d'avancer sous forme de prêts remboursables, en cas de succès, 50 p. 100 des dépenses prévues, l'industriel engageant lui-même 50 p. 100 des dépenses sur ses propres fonds.

Cette procédure est saine car elle laisse à l'industriel ce qui est de sa compétence, à savoir le choix et l'appréciation de la valeur probable du procédé, l'appréciation du risque à courir pour le mettre au point. Elle a l'avantage que, si la mise au point est faite dans ces conditions, l'application utile du procédé est certaine puisque l'industriel aura engagé ses fonds et son activité pour cette mise au point.

Or, l'ANVAR qui doit faire procéder à toutes opérations pour la mise en application d'un procédé, d'une invention, à laquelle elle se sera intéressée, doit-elle se lancer dans cette phase de recherche de développement qui sera toujours coûteuse ? Ce

serait créer une deuxième voie parallèle à celle qui a été mise au point par le Gouvernement. Ce serait créer une voie dans laquelle l'ANVAR, qu'elle fasse ou fasse faire, financerait la totalité de l'opération avec choix de l'opération décidée par elle, les frais restant à la charge totale de l'Etat par son intermédiaire. Aucune assurance n'existerait que, même si cette mise au point aboutissait techniquement, on trouverait un industriel prêt à passer au stade de l'application.

Nous pensons donc qu'il est utile de créer cette agence dotée d'un caractère industriel et commercial dans sa gestion, pour tout ce qui est préalable à la recherche de développement, mais nous pensons que l'ANVAR ne doit pas s'engager dans la phase de recherche de développement.

Par un amendement, nous vous proposons de le lui interdire, l'Assemblée nationale s'étant contentée de lui interdire l'exploitation industrielle même des inventions, ce qui va de soi; sans cela, ce serait une mère gigogne d'industries d'Etat imprévisibles.

Certes, il sera peut-être regrettable, dans quelques cas particuliers pour lesquels cette mise au point sera relativement simple et présentera un intérêt certain, que l'action de l'ANVAR soit arrêtée avant ce stade. Mais nous pensons que, pour ces cas particuliers, des formules de circonstance pourront parfaitement être élaborées. Le C. N. R. S., le fonds national de la recherche ont des crédits de réserve pour une action urgente et l'on pourra donc faire appel à eux. Mais comme la loi doit trancher et qu'elle ne peut le faire qu'en acceptant ou en refusant le principe de la « recherche-développement » comme mission de l'ANVAR, nous vous proposons, par un amendement, de limiter la mission de l'ANVAR en amont de ce type de recherche.

J'en arrive au troisième organisme, le CNEOX.

Le Centre national pour l'exploitation des océans est destiné à une mission qui, dans tout le domaine océanographique, doit établir des programmes globaux, coordonner leur exécution et promouvoir par là l'exploitation des ressources océanes.

On nous dit qu'il s'agit de mettre de l'ordre dans cinquante ou cent laboratoires qui, faisant de l'océanographie relèvent de neuf ministères. Toutefois, lorsqu'on considère un domaine aussi vaste que celui de l'océanographie, il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'il y ait cent, voire cent cinquante laboratoires qui s'en occupent. Il est naturel que tous les laboratoires de biologie des facultés des sciences ou de médecine touchent peu ou prou à la biologie marine. Il est naturel que tous les laboratoires de biologie végétale des facultés des sciences ou de pharmacie s'intéressent à la biologie végétale marine, et ainsi de suite. Ce n'est pas là une chose bien extraordinaire, ni très mauvaise.

Ce qui est bon, en effet, c'est que, dans le domaine de l'application, des programmes précis soient fixés par une autorité qui y ait beaucoup réfléchi, et que tous les organismes soient invités à y collaborer dans la mesure de leurs possibilités et avec les moyens supplémentaires que le fonds national de la recherche scientifique permet de leur accorder.

La COMEXO était cet organisme de coordination sous forme d'une commission au sein de la délégation générale à la recherche scientifique. On la remplace par un organisme public à caractère industriel et commercial. A-t-il vraiment besoin d'avoir ce caractère? Nous n'en sommes pas convaincus. Qu'aura-t-il à vendre et à acheter?

Il y a un seul besoin vrai: c'est celui de gérer certains équipements lourds.

Ce n'est pas au caractère industriel et commercial de cet établissement que votre commission fait particulièrement objection; elle vous propose de l'accepter. Mais ce qui l'inquiète, c'est qu'il serait catastrophique que, pour chaque action concertée engagée par la délégation générale à la recherche scientifique, on croie bon — et les arguments à soutenir seraient les mêmes — de créer un organisme du même genre.

On pourrait plaider de telles créations en faveur de toutes les actions concertées lancées par la délégation générale. A côté de l'océanographie, il y a la recherche physique, la recherche chimique, la recherche dans le domaine des sciences de la terre — pourquoi ne pas faire en effet pour les sciences de la terre un organisme analogue à celui des sciences de la mer — la recherche biologique, la recherche médicale, la recherche agricole, la recherche dans le domaine du bâtiment et des techniques de l'urbanisme, la recherche en sciences humaines. Voilà, en effet, la liste des actions concertées engagées par la délégation générale. L'océanographie n'était que l'une d'elles.

A un organisme dont la gestion était assez saine, mais qui éprouvait quelques difficultés cependant peu graves, se substitue pour l'une d'elles le CNEOX. Votre commission vous propose d'accepter cette création, à titre expérimental.

Plutôt que de risquer la prolifération que nous redoutons, il eût été préférable de donner au Fonds national de la recherche lui-même le caractère industriel et commercial dans la gestion de ses crédits.

Ce serait moins grave que de découper la recherche en autant d'organismes, en autant d'établissements publics à caractère industriel et commercial qu'on peut inventer de dénominations dans le domaine de la recherche.

L'Assemblée nationale a introduit un article 5 nouveau par lequel elle a demandé que le Parlement soit régulièrement informé chaque année, à l'occasion de la discussion de la loi de finances, des programmes de recherche — c'est son expression — des moyens qui leur sont consacrés et des résultats obtenus ou escomptés.

Certes, cette information nous paraît désirable, mais de quels programmes de recherche s'agit-il? Etablis par qui?

Ce que nous souhaitons, à la suite de la création de ces trois organismes sur le rôle desquels nous avons eu des réserves à faire, c'est qu'il nous soit présenté chaque année des rapports spéciaux relatifs aux programmes qui leur auront été impartis, aux moyens qui leur auront été consacrés et aux résultats qu'ils auront obtenus.

Nous accepterions avec plaisir une information plus étendue, mais est-elle possible?

J'en ai terminé, mes chers collègues, avec la présentation du rapport de la commission des affaires économiques et du Plan.

Sans doute ce projet de loi, si je peux me permettre de reprendre l'expression qu'employait M. le ministre devant la commission, est-il un mini-projet. Soit, mais nous voudrions que ce ne soit pas une mode que vous lanceriez ainsi (*Applaudissements*.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'excellent rapporteur qu'est M. Longchambon a parfaitement mis en évidence ce que j'appellerai l'anatomie, la physiologie, la pathologie même de cette loi, de sorte que je ne m'attarderai pas dans un domaine qu'il connaît certainement beaucoup mieux que moi. J'ai cependant le devoir de vous présenter le rapport pour avis de notre commission des affaires culturelles, qui a toujours attaché le plus grand prix aux activités de recherche scientifique, technique et de développement.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'à son initiative une mission d'information avait été constituée, en 1964, afin d'étudier la recherche scientifique dans divers pays européens. Cette mission s'est rendue en Grande-Bretagne du 9 au 18 avril 1964, en Allemagne du 1^{er} au 10 juillet, en Suède du 21 au 28 septembre, en Union soviétique du 29 septembre au 4 octobre de la même année. Le résultat de ses observations n'est pas étranger aux avis de votre commission lorsqu'ils sont sollicités par les travaux de notre assemblée.

Par la voix de son président, M. Louis Gros, soit à propos de la discussion du Plan de développement économique et social, soit au sujet des principales options commandant la préparation du V^e Plan, la commission exprimait son sentiment toujours affirmé que la recherche est d'abord fondamentale et que, comme telle, elle obéit à des normes supérieures dépassant le Plan lui-même. Elle affirmait ainsi que la recherche est soumise aux lois de l'esprit, dont la première est la liberté: liberté de direction, liberté d'allure, liberté d'expression.

Quant à la formation des chercheurs, la commission renouvelait sa conviction qu'elle doit commencer à l'université et dans les grandes écoles dès les premières années d'études, qu'il n'y a pas d'enseignement supérieur acceptable qui ne soit pénétré de recherche dès son commencement.

Le rapport que j'ai l'honneur de présenter sur le projet de loi portant création d'organismes de recherche répond à un souci éloigné de tout dénigrement systématique. Il tente d'en analyser les buts et les moyens. Sans doute, les constatations faites dans les pays voisins ne sont-elles pas étrangères à sa conception. Voltaire ne disait-il pas: « Mon genre pour mon pays ne m'a jamais fermé les yeux sur le mérite des étrangers ». Sans doute, le ministre délégué chargé de la recherche scientifique subit-il cette influence et ce « petit projet de loi », comme il le qualifie lui-même, hâtivement présenté, n'est-il pas la conséquence d'une comparaison peu flatteuse avec l'avancement d'une science qui souffre chez nous d'une anarchique dispersion, je veux parler de la science océanographique, avec l'organisation de cette même science dans certains pays proches ou lointains.

Le projet qui nous est soumis n'est pas un projet de loi d'orientation, comme nous pouvions le souhaiter. Il vise seulement à créer des organismes dont les missions sont de caractère scientifique et technique.

La création de chacun d'eux pose des questions liées à l'accroissement du savoir, à celui de la formation et de l'enseignement des chercheurs, à l'exploitation autant qu'à la domination de la nature, à l'indispensable liaison entre la recherche et l'industrie. Chacun des trois organismes créés répond plus directement à l'une ou l'autre de ces préoccupations.

L'institut de recherche, d'informatique et d'automatique, l'I. R. I. A., a pour objet de développer la recherche dans un domaine nouvellement abordé par la science; rôle créateur, car c'est un nouvel ordre de choses qu'elle atteint; rôle aussi de formation des hommes.

Le centre national d'exploitation des océans, le CNEOX, est dominé par l'idée de soumission par l'homme d'un domaine jusqu'ici timidement exploré, la mer.

Enfin, l'agence nationale de valorisation de la recherche, l'ANVAR, répond à la préoccupation d'établir un pont entre la recherche et l'industrie.

Certes, cette présentation serait dangereuse si elle devait conduire à méconnaître l'interpénétration des différents problèmes posés par la recherche mais elle est utile en ce qu'elle permet de mieux cerner la nature de chacun et les limites posées à son activité; en ce qu'elle permet aussi de mieux apprécier la portée de la loi.

Je n'ai pas l'intention de reprendre, pour chacun des organismes, l'étude développée dans notre rapport. Vous me permettrez cependant d'en résumer l'essentiel. Pour chacun de ces domaines, nous avons pensé utile de différencier sa mission, sa nature juridique et l'autorité dont il relève.

La mission de l'I. R. I. A. est le développement du savoir. Sa compétence est vaste, puisqu'il s'agit sous forme directe en entreprenant des recherches ou sous forme indirecte en faisant entreprendre des recherches. C'est un carrefour de disciplines au centre duquel se situent les applications des mathématiques. Faisant appel aux sciences physiques et à de multiples techniques, l'informatique touche à tous les domaines de la technique de la recherche et plus encore des sciences humaines. C'est une science neuve dont peu de maîtres chevronnés sont capables de diffuser les connaissances et d'en faire la synthèse.

Les deux missions principales de l'I. R. I. A., recherche d'une part, formation et enseignement d'autre part, semblent poser un premier problème, celui de la formation traditionnelle de l'université; elles en posent un second: la place de l'I. R. I. A. dans le plan calcul. En fait, le rôle principal de l'I. R. I. A. est tenu par le délégué à l'informatique dont les missions ont été définies par le décret du 8 octobre 1966. L'activité de cet organisme fera suite, avec des moyens plus puissants et mieux adaptés à son objet, aux actions concertées en matière de calculateurs et d'automatisation.

La mission de l'ANVAR correspond au délicat problème de la liaison entre la recherche et l'industrie. Elle doit concourir à la mise en valeur des résultats des recherches scientifiques effectuées par les entreprises et les services publics, en premier lieu par les laboratoires de l'université et du C. N. R. S. Le lien entre la recherche et l'industrie est difficile à établir, plus encore peut-être en France qu'à l'étranger, en raison de la forme de notre intelligence et de la dimension relativement modeste de nos entreprises qui conduit leurs responsables à une compréhensible prudence.

La question est posée de savoir à quel moment doit se situer le point de rencontre d'un organisme public de mise en valeur des inventions avec l'industrie privée. Notre rapport, suscite sur ce point quelques réserves de la part du très compétent rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan.

Quant à la mission du CNEOX, elle répond à l'idée de soumission d'un domaine encore sporadiquement exploré, la mer, livrée jusqu'ici à l'économie de proie. Si l'activité d'études n'est pas exclue pour le CNEOX, l'important pour lui est de promouvoir l'exploitation industrielle des océans. La liste des organismes dont la recherche océanographique constitue une part de leur activité est bien longue. L'océanographie française emploie actuellement 596 chercheurs et ingénieurs de recherche, 360 collaborateurs techniques et 501 autres personnes, dont font état d'ailleurs les tableaux figurant à notre rapport. On constate que les 5/6 des chercheurs dépendent du secteur public et que le ministère de l'éducation nationale emploie à lui seul 318 océanographes. Notre commission s'est plu à le souligner et souhaite que la recherche se fasse pour l'essentiel dans les facultés et au C. N. R. S. Il est juste de noter cependant que le retard pris par l'océanographie française avait été en partie comblé par l'action concertée — exploitation des océans — réalisée dès 1961 par la direction générale de la recherche scientifique et technique.

J'en viens maintenant à la nature juridique des trois organismes dont le Gouvernement propose la création. Deux d'entre eux, le CNEOX et l'ANVAR, sont des établissements publics de caractère industriel et commercial; quant à l'I. R. I. A., il est de nature un peu particulière, intermédiaire entre l'établissement administratif et l'établissement de caractère industriel et commercial. Tous trois sont dotés de l'autonomie financière. Notre rapport a le souci objectif de faire à propos de la nature juridique de chaque organisme des observations pratiques.

Vous me permettez d'insister à propos de l'I. R. I. A. sur un point particulièrement sensible à la commission des affaires culturelles. Si elle accepte que l'I. R. I. A. ait une nature juridique différente de celle des établissements administratifs, elle regrette que ce soit un privilège et elle est opposée à la multiplication des organismes de cette sorte dotés d'un semblable privilège. On néglige de traiter le problème dans son ensemble; les créations d'organismes séparés ne font que servir d'alibi. Aussi bien notre commission approuve-t-elle l'amendement de la commission des affaires économiques qui tend à supprimer le mot « de caractère scientifique et technique ».

Il apparaît indispensable de revoir l'ensemble du problème de la recherche en France, des moyens juridique et financiers et de ses structures. Il est nécessaire d'utiliser les organismes existants qui remplissent leur mission avec bonheur. Aussi notre commission vous propose-t-elle un amendement tendant à préciser le rôle des facultés dans l'enseignement de l'informatique.

Quant à l'autorité dont relève chacun des trois organismes créés, elle n'est définie dans le texte de loi que pour le CNEOX; il dispose, en effet, que le centre national d'exploitation des océans est placé sous l'autorité du Premier ministre. Implicitement, la loi soumet l'ANVAR à la tutelle du ministre de l'éducation nationale, puisque cette agence est créée auprès du C. N. R. S.

Quant à l'I. R. I. A., au moins en apparence, il ne relève de personne. Pourquoi donc, si sa mission doit être de former des hommes, échapperait-il à l'autorité du ministre de l'éducation nationale? Sur ce chapitre de la tutelle et des pouvoirs, notre rapport apporte quelques remarques dans le but d'en faciliter la compréhension.

Afin de compléter notre étude, nous avons consacré trois courts chapitres à l'organisation, au statut du personnel et aux moyens financiers. C'est à titre officieux que nous avons abordé le problème de l'organisation. Peu de choses sont dites à ce sujet dans le texte de loi. Votre rapporteur s'est donc efforcé de connaître les projets du Gouvernement. D'une façon générale, il s'agit d'une organisation très peu collégiale, qui traduit une dispersion des efforts de recherche dans les différents ministères; surtout c'est une organisation fortement liée aux structures gouvernementales.

Le statut du personnel des trois organismes concernés pose un délicat problème, celui de la comparaison entre les chercheurs du C. N. R. S. et des facultés, d'une part, et des personnels qui seront employés par ces organismes, d'autre part. Votre rapporteur traite ce sujet à la page 28 du rapport qui vous est présenté. Notre distingué collègue M. Darras doit, également, dans une intervention ultérieure, faire le point de la question.

Quant aux moyens financiers, nous avons résumé, en les extrayant des crédits inscrits au chapitre 56-60 du budget du Premier ministre pour l'exploitation des océans, les moyens dont disposera le plan calcul et le bilan du service des inventions.

Je voudrais brièvement faire état d'observations faites devant la commission et qui feront sans doute l'objet d'interventions au cours de ce débat. On a déploré que cette loi ne soit pas une loi d'ensemble, que le Gouvernement s'attache à un problème moins important, celui de la recherche océanographique, comparé à d'autres problèmes plus urgents, tels ceux intéressant la santé publique, mis en évidence par les maîtres de nos facultés de médecine et les chercheurs de l'institut national de la santé et de la recherche médicale. On a regretté la création de ces organismes d'exception qui en présagent d'autres dans le domaine de la psychologie et de la sociologie, ouvrant ainsi la porte à une véritable prolifération d'organismes. On s'étonne de ce que le V^e Plan ne soit pas appliqué dans certains domaines de la recherche scientifique, telle la physique corpusculaire. On a redouté que cette loi ne conduise au désaisissement de l'autorité du ministre de l'éducation nationale et du C. N. R. S.

Ce sont autant d'observations qui trahissent l'inquiétude de certains membres de notre commission.

Dans un autre ordre d'idées, on a souligné que la recherche océanographique doit essentiellement permettre de faire vivre des milliards d'individus qui accroîtront la population de la terre dans les décennies et dans les siècles à venir; que l'industrie ne s'est pas intéressée jusqu'ici aux problèmes que pose la présente loi et qui ont été abordés seulement par les orga-

nismes d'Etat, avec des moyens souvent empruntés à la philanthropie. On a mis l'accent sur la liaison indispensable entre l'éducation nationale et la recherche, et sur ce critère que l'efficacité de la recherche est liée à la nécessité de déceler le chercheur. Il faudrait donc trouver les chercheurs doués d'un sens particulier pour détecter la matière brevetable. On a signalé l'intérêt du brevet d'arrêt qui réserve les droits et peut être une monnaie d'échange. On a enfin évoqué la faiblesse de notre industrie, dont la recherche technologique est impuissante face à de grandes nations industrielles telles que les Etats-Unis, ce qui nous contraint, avant même de songer à la pratique de la recherche dans l'industrie, à en améliorer les structures. Ce sont autant de questions que nous livrons à la méditation de M. le ministre de la recherche scientifique. J'en viens maintenant à ma conclusion.

Comme la lecture de mon rapport écrit aura pu le montrer, le projet de loi qui vous est soumis est à la fois de portée assez limitée et de grande importance en ce qu'il touche d'abord un secteur essentiel de l'activité du pays et en ce que chacun des organismes créés pose toute une série de questions de principe ou met en cause des structures existantes. Il est extrêmement difficile de se rendre un compte exact de la valeur des propositions faites par le Gouvernement.

Maintenant, pourrait se poser une question. Contrairement à ce que j'ai indiqué au début de mon exposé, ce projet est-il en réalité une loi d'orientation ?

Votre commission ne peut qu'être favorable à des mesures nouvelles tendant au développement de la recherche. Elle attache à cette activité humaine une importance primordiale et l'on sait que la commission de contrôle sur la réforme de l'enseignement en a fait un des thèmes principaux de sa réflexion. Elle est également très soucieuse d'appuyer tous les efforts qui tendent à relier la recherche fondamentale et ses applications pratiques. Par conséquent, dans l'ensemble, elle émet dans sa majorité un avis favorable à ce projet de loi ; cependant, elle est très réservée sur certains points qui sont d'une grande importance.

Tout d'abord, il importe de bien préciser que la création de tels organismes ne doit être qu'exceptionnelle. Il existe, en France, des universités, des facultés et le centre national de la recherche scientifique. On pourrait et l'on devrait concevoir une répartition des tâches entre eux en ce qui concerne la poursuite d'actions dans des domaines à la fois assez vastes et relativement bien définis comme l'océanographie ou l'informatique. Créer des organismes qui en sont spécialement chargés, c'est, dans une certaine mesure, un aveu de faiblesse.

En second lieu, votre commission, très soucieuse de lier l'enseignement à la recherche dans leur lieu naturel, c'est-à-dire l'Université, l'enseignement supérieur, est assez réservée sur les dispositions de ce texte qui donnent des missions de formation à des organismes tels que l'I. R. I. A.

Elle croit même que, dans les intentions du Gouvernement, l'I. R. I. A. aurait un caractère temporaire et elle souhaite avoir des assurances formelles à ce sujet.

Elle pense, enfin, que des problèmes aussi graves, aussi difficiles que ceux de la recherche justifieraient l'élaboration d'un projet de loi qui embrasse vraiment la totalité du problème et qui n'hésiterait pas à remodeler les structures, à donner enfin à la recherche les moyens juridiques, les moyens financiers, les moyens en personnel qui lui manquent.

Votre commission des affaires culturelles est convaincue que les structures actuelles, notamment les structures universitaires, pourraient, avec certaines améliorations, remplir le rôle qui leur est imparti, mais elle estime aussi que c'est dans une vue d'ensemble que les problèmes particuliers doivent être étudiés et résolus.

Sous réserve des amendements qu'elle vous propose, votre commission des affaires culturelles, dans sa majorité, donne un avis favorable au projet de loi qui vous est soumis. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Cogniot.

M. Georges Cogniot. Mes chers collègues, au printemps dernier, on annonçait une nouvelle loi de programme sur la recherche ; de vastes espoirs naissaient, on attendait une œuvre ample et cohérente. Voici, à la place, ce que M. le ministre appelle lui-même un « miniprojet » ou plus exactement trois articles de loi disparates : un sur la recherche océanographique, un sur la recherche en informatique, un sur la mise au point technique des inventions et des découvertes aujourd'hui baptisées du terme américain de « développement ».

On s'étonnerait de ces priorités si elles n'étaient pas dictées par certaines considérations intéressées qui se dissimulent malaisément.

Il paraît, d'après vos déclarations au Palais-Bourbon, monsieur le ministre, que les autres matières sont encore trop fluides

pour faire l'objet d'un projet de loi. Je me demande si la recherche médicale pêche aujourd'hui par la fluidité, c'est-à-dire sans doute par l'imprécision des objectifs, ou tout simplement par l'insuffisance des moyens au service d'objectifs très précis.

M. Camille Vallin. Très bien !

M. Georges Cogniot. L'océanographie a, certes, des exigences, elle a une éminente dignité que je ne conteste pas mais, parmi les disciplines de recherche qui apparaissent prioritaires, on me persuadera difficilement de ne pas ranger l'étude des maladies cardio-vasculaires, puis l'étude du cancer et des maladies apparentées, celle des maladies nerveuses, celle des maladies rénales et tout le secteur de la génétique. Alors que 200.000 Français meurent chaque année de maladies cardio-vasculaires, le cancer étant responsable, pour sa part, de 100.000 décès, les cardiologues les plus illustres, réunis à Paris le 6 décembre aux « états généraux du cœur », ont averti solennellement l'opinion qu'ils n'avaient pas les moyens de sauver les malades. Dans cette branche de la science, disent-ils, la technique française et le matériel français sont irréprochables, mais ce qui ne va pas ce sont les moyens financiers de recherche.

Sur un plan plus général, n'y a-t-il rien à améliorer dans l'organisation de la recherche médicale ? Pas de cloisons à abattre, pas de coordination — ce terme vous est cher — à établir ? Pour ma part, je ne fais pas grand cas d'une loi sur la recherche qui ne met pas l'homme au centre de ses préoccupations.

M. Camille Vallin. Très bien !

M. Georges Cogniot. Vous vous êtes vanté, monsieur le ministre, dans l'autre Assemblée de rencontrer plus de questions que d'objections. Eh bien ! en ma personne au moins, vous aurez un contradicteur. (*Sourires.*)

Si le Gouvernement réglait ses projets sur la personne vivante et ses besoins, il reconnaîtrait aussi une priorité à ce que l'on appelle les sciences humaines, j'entends par là les sciences sociales, ces « cendrillons » de tous les programmes officiels.

Même un député de l'U. N. R. a fait le reproche au Gouvernement, à propos de la loi en discussion, de n'avoir pas encore réalisé le V^e Plan dans ce domaine.

On nous obligerait en nous disant où en sont les projets sur le développement des recherches en matière économique et sociale que vous avez représentés comme la clé de voûte de la recherche en matière des sciences humaines dans le cadre du V^e Plan.

Ai-je besoin de souligner, d'autre part, quel besoin pressant le pays éprouve de recherches d'urbanisme bien conçues ? Qu'y a-t-il de plus urgent, dans les conditions actuelles de l'expansion scolaire et du désordre scolaire, qu'un véritable et solide organisme de recherche sur l'éducation ?

Et je ne parle que des aspects pragmatiques des sciences humaines, mais ils supposent une recherche fondamentale prospère et florissante dans tous les domaines.

Je demande bien entendu au Sénat de ne pas considérer mon plaidoyer en faveur des sciences humaines comme une indication indirecte que tout irait très bien dans la sphère des recherches portant sur les sciences de la nature, ce qui serait une grosse erreur.

Dans son excellent exposé, M. le rapporteur Vérillon parlait tout à l'heure de la physique corpusculaire. Eh bien ! nous arrivons dans la deuxième année du Plan sans qu'aucune autorisation de programme soit encore accordée pour des réalisations qui débordent largement la durée du Plan.

Au chapitre des hautes énergies, 235 millions de francs étaient prévus pour l'accélérateur, dont la durée de réalisation est de l'ordre de sept ans. Je constate qu'en dehors d'un léger crédit d'étude, rien ne figure dans l'exercice 1966 ni dans l'exercice 1967.

Poursuivons : en physique nucléaire, deux accélérateurs à basse énergie étaient prévus au Plan pour la somme totale de 60 millions de francs ; ou bien je me trompe fort, et alors on me corrigera, ou bien le Gouvernement est en train de refuser l'inscription des autorisations de programme sur l'exercice 1967 ; nous arriverons dans la troisième année du Plan sans le moindre commencement d'application de la décision prise. Or, le temps de réalisation est de l'ordre de quatre ans. Voilà donc remise l'échéance de cette réalisation au VI^e Plan !

Je demande pourquoi les commissions spécialisées du Plan n'ont pas été convoquées, comme c'était prévu par la délégation générale, pour suivre les applications du Plan. N'est-ce pas tout simplement parce que le Plan n'est pas appliqué ?

M. Antoine Courrière. Très bien !

M. Camille Vallin. Il est « en plan » !

M. Georges Cogniot. J'en ai assez dit, j'ai allégué assez d'exemples pour marquer qu'un texte aussi lacunaire que l'actuel

projet, un texte qui laisse tant à désirer, qui ne permet pas de prendre une vue d'ensemble de la recherche, ne saurait nous satisfaire.

Abordons maintenant l'article 1^{er}, celui qui concerne la recherche océanographique. C'est une question toute naturelle que de se demander d'où vient à cette discipline la rare préférence dont elle est l'objet. Le 25 juillet dernier, un arrêté créait une commission océanographique au centre national de la recherche scientifique et, moins de six mois après, tout est remis sur le tapis, on crée un nouvel organisme qui recouvre la tâche de la commission. La raison est sans mystère : une cinquantaine d'institutions, que la commission aurait très bien pu coordonner, s'occupaient jusqu'ici d'océanographie, mais elles n'étaient pas tournées, comme l'on dit, vers l'exploitation. Or, c'est l'exploitation qui intéresse le Gouvernement. Dans quel sens ? A ce qu'il me semble, dans un double sens : par préférence d'abord au sens industriel, c'est-à-dire pour l'exploitation des gisements sous-marins d'hydrocarbures à laquelle de si puissants intérêts sont mêlés ; ensuite, comme le reconnaît le rapporteur de l'Assemblée nationale, M. Thillard, au sens militaire, étant donné l'importance que prend le guidage des sous-marins atomiques, en dépit de la pénombre où cette question est laissée par maints personnages officiels. Le reste, et par exemple la réglementation des pêches, n'exigeait probablement pas un si grand effort de concentration ! (*Sourires.*)

On nous propose donc un centre national d'exploitation des océans. Sous quelle autorité ? Sous l'autorité du Premier ministre. Cette stipulation signifie qu'on poursuit à grands pas sur la voie du dessaisissement de l'éducation nationale, suspecte de trop tenir à la recherche fondamentale, sur la voie du rattachement des services scientifiques de toute sorte au Premier ministre. Pareille décision en elle-même est illogique puisque sur les trente-huit laboratoires ou établissements dont la recherche océanographique constitue l'activité essentielle et permanente qui seront coordonnés par le centre, vingt-deux relèvent du ministère de l'éducation nationale, ministère qui groupe la majorité du personnel s'occupant actuellement de recherche océanographique.

A supposer qu'on eût besoin pour la recherche océanographique d'un institut nouveau afin de réaliser une synthèse des disciplines, qu'est-ce qui empêchait de le créer en symbiose avec le centre national de la recherche scientifique ? En fait, dans le prochain conseil d'administration du centre, l'éducation nationale n'aura qu'un représentant, pas plus que l'équipement ou l'industrie. Apparemment, c'est ainsi que vous, monsieur le ministre, vous entendez combattre ce que vous avez aimablement appelé le « préjugé nobiliaire » des universitaires.

On vient de nommer des directeurs adjoints au C. N. R. S. On a pris à son égard des mesures de renforcement. On parle même de temps en temps d'y développer les sciences humaines et après cela, par une étrange incohérence, chaque fois qu'on parle d'une initiative nouvelle on la soustrait à la compétence du C. N. R. S.

Dois-je rappeler au Gouvernement, qui se prétend toujours préoccupé par les progrès de la recherche aux Etats-Unis, par l'exemple américain, que dans ce grand pays l'organisme qui ressemble le plus au C. N. R. S., qui est un organisme public inter-universitaire et non une émanation directe du Gouvernement, à savoir la *National Science Foundation*, est favorisée au lieu d'être traitée en suspecte ? Dois-je lui rappeler la loi votée le 18 juillet dernier par la Chambre des représentants, qui met en valeur le rôle de direction de la *National Science Foundation* non seulement dans son domaine propre, mais à l'extérieur et qui la charge d'inventorier la destination de tous les crédits fédéraux de recherche ?

Nous sommes au nœud de la question. Il s'agit de savoir ce qu'on veut faire du centre national de la recherche scientifique. Deux hypothèses se présentent. Dans un cas, le C. N. R. S. devient l'organisme habilité à assurer l'unité et la cohésion de la recherche, l'articulation de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, la formation et le « recyclage » des spécialistes de haut niveau au contact de la recherche, l'osmose recherche-enseignement et aussi la liaison recherche-industrie. C'est la voie du développement et si une telle solution sort du débat de ce soir, nous ne voterons pas contre la loi nouvelle.

Dans l'autre cas, on abandonne le C. N. R. S. C'est l'option qui était suggérée par des officieux au colloque de Caen et pour l'abandonner, pour le condamner, il suffit de le laisser dans l'état actuel d'organisme mineur et de l'y confirmer. C'est l'objet de la loi qu'on nous propose.

Le parti communiste a toujours eu pour doctrine que les organismes scientifiques devaient être placés sous l'autorité ou tout au moins sous l'influence de l'éducation nationale. C'est cette doctrine qui inspirait déjà le mouvement du front populaire il y a trente ans, quand le premier sous-secrétariat à la

recherche scientifique fut en 1936 créé sous l'autorité du ministère de l'éducation nationale. Car vous vous êtes singulièrement trompé, monsieur le ministre, dans votre discours du 30 novembre en faisant remonter à 1954 la création d'un tel secrétariat et notre collègue M. Longchambon sait fort bien qu'il a eu des prédécesseurs en la personne d'Irène Joliot-Curie et de Jean Perrin.

M. Henri Longchambon, rapporteur. J'ai été leur fonctionnaire.

M. Georges Cogniot. C'est encore cette doctrine qu'a essayé de faire prévaloir au lendemain de la Libération le secrétaire général de notre parti qui, chargé de la fonction publique dans les conseils du Gouvernement, s'occupait de la coordination des services scientifiques. Cette doctrine a toujours été celle de la démocratie, attentive à ne pas laisser démembrer le ministère de l'éducation nationale. Nous n'avons aucun raison de changer de principes et cette considération suffirait à nous rendre suspects les dispositions qu'on nous soumet aujourd'hui.

On crée donc un centre national d'exploitation des océans parce qu'il s'agit de mettre en tutelle les laboratoires du centre national de la recherche scientifique, des universités, du musée national d'histoire naturelle et du collège de France. Cependant, remarquez-le bien, mesdames, messieurs, on ne crée pas un centre national d'informatique et d'automatique, mais, sous le nom d' « Institut de recherches d'informatique et d'automatique », un organisme d'aide de l'Etat, un organisme auxiliaire et subalterne. Au service de qui ? Soyons francs, au service de la grande industrie privée, représentée essentiellement par la Compagnie de télégraphie sans fil — la C. S. F. — et le groupe Schneider avec ses filiales d'automatisme électronique, au service également de la Société des compteurs et de la Thomson pour tout ce qui est des équipements périphériques. Cela est si vrai que, d'après le plan-calcul, l'Etat va subventionner l'industrie nouvelle avec une somme voisine du demi-milliard dans les quatre années à venir.

L'Institut aura en bref pour tâche de former des hommes capables de concevoir des ordinateurs et des hommes capables de s'en servir. Il accomplira cette formation au plus haut niveau, c'est-à-dire qu'il sera une pépinière de maîtres chargés de « recycler » les ingénieurs des industries intéressées et il mettra la recherche à la disposition de ces industries. Il engagera, nous a-t-on dit, les chercheurs de l'université à être en même temps les conseils scientifiques des entreprises. Les carrières mixtes, c'est précisément ce que demande avant toute chose le président du conseil national du patronat français.

Ajoutez que l'Institut, par une disposition vraiment inattendue, ne comporte pas le statut de fonctionnaires pour ses chercheurs et ses enseignants : ils seront recrutés sur une base contractuelle, c'est-à-dire dans des conditions auxquelles les personnels de l'Etat et leurs organisations se sont toujours opposés. Nous ne connaissons que trop cette politique de création de cadres de personnel isolés et n'ayant que des garanties précaires.

J'entends bien que le Gouvernement rapporte la création de l'Institut à des motifs impressionnants et même à un ordre de considérations auquel personne ne saurait s'opposer. Il explique que le développement d'une industrie française des calculateurs comble une lacune dangereuse et que pour des raisons nationales le devoir de l'Etat est de la stimuler.

Personne n'est plus que nous persuadé de la nécessité de promouvoir les industries françaises de pointe pour assurer l'indépendance du pays ; mais c'est une étrange méthode que de s'en remettre de ce soin à des groupements monopolistes qui ont maintes fois donné dans le passé l'exemple du malthusianisme et qui ne voient l'intérêt national que par le prisme de l'économie de profit. Il serait trop facile de rappeler les cas où des grandes entreprises ont acquis les droits sur une invention uniquement pour la neutraliser, pour la mettre au « frigidaire » à seule fin de ne pas renouveler un équipement coûteux. Si la *General Electric* et *Westinghouse* ont tenu pendant dix ans sous le boiseau, malgré tout leur dynamisme, les brevets des tubes fluorescents, on ne manque pas d'exemples analogues en France.

Vous faisiez appel, monsieur le ministre, à la fin de votre discours du 30 novembre, à « l'audace novatrice de nos industries ». Vous oubliez qu'au milieu du même exposé vous étiez plaint amèrement de ce que vous appeliez « l'attitude résignée » des grandes entreprises françaises qui aiment mieux — disiez-vous — payer des redevances de fabrication à l'étranger que créer des laboratoires. Si bien qu'en somme leur patriotisme a besoin d'être subventionné. Vous-même vous vous écriâtes au Palais-Bourbon, à propos de la préférence des grands industriels pour l'acquisition de licences au dehors : « Combien ce raisonnement aura-t-il coûté à la France depuis la guerre ! » Redoutable parole, monsieur le ministre ! Oui, le grief national pèse d'un grand poids dans l'acte d'accusation contre les monopoles.

Ce n'est pas le principe de la participation financière de l'Etat au développement de l'économie que nous condamnons, mais nous condamnons les générosités de l'Etat envers ceux qui ont fait, de l'aveu des ministres, la preuve de leur incapacité de développer l'économie au niveau des besoins et des possibilités. Dans les conditions qui sont les nôtres, les cadeaux aux monopoles ne sont pas seulement une aide à fonds perdus mais un obstacle au progrès économique et social.

Nous n'avons pas oublié, quant à nous, l'anathème jeté sur les trusts à la Libération dans le discours de Lille. Son auteur est, aujourd'hui, parole d'honneur, le chef de l'Etat. Le Gouvernement de ce chef d'Etat aurait mieux fait de nationaliser l'entreprise Bull que de la laisser annexer par la *General Electric*...

MM. Louis Namy et Camille Vallin. Très bien !

M. Georges Cogniot. ...et de nationaliser Claude Paz et Visseaux que d'en laisser prendre le contrôle par l'*International Telephone and Telegraph*.

Les communistes l'ont déjà dit dans l'autre assemblée : ce qui se développe à l'aide des fonds publics doit passer dans la propriété publique. Qu'il s'agisse des calculateurs ou de la sidérurgie, nous approuverons l'effort financier de l'Etat quand il cessera de servir à l'enrichissement de quelques-uns ; nous approuverons les investissements effectués par la nation quand ils se feront dans des industries nationalisées. Jusque-là, non.

Quand une industrie a atteint le degré de monopolisation où en est par exemple Schneider et surtout quand elle commande autant que celle des calculateurs tout le développement de la vie économique, c'est à la nation de la prendre en charge.

L'expérience française prouve largement que la nationalisation est la garantie d'un essor considérable de l'industrie. D'abord au point de vue technique. Dans notre pays, les plus grands progrès scientifiques ont été réalisés sous l'impulsion de qui ? Sous l'impulsion d'Electricité de France et de la S.N.C.F. Pour l'automatisation de la production, ce sont les Houillères nationales qui battent tous les records.

Il faut être concurrentiel, disent ensuite les défenseurs des monopoles et par conséquent il faut s'élever aux grandes dimensions. Fort bien ! Mais quel est le moyen convenable d'y parvenir ? Comment réaliser des unités de production de taille internationale ? Est-ce en livrant la France, comme on le fait, à dix groupes omnipotents ou en suivant l'exemple de Renault ? Renault a réussi à conquérir un certain nombre de marchés étrangers, malgré l'âpreté de la concurrence, parce que précisément la Régie dispose, sans représenter aucun danger pour la souveraineté de l'Etat, d'un volume de production et de possibilités particulières dus pour l'essentiel à la nationalisation.

Le Gouvernement et ses partisans répètent sans arrêt que seules les très grosses entreprises sont en mesure de s'offrir une division de recherche et qu'il faut donc favoriser les concentrations en ne soutenant que la grosse entreprise. Cette réponse laisse entière la question du mode de gestion de l'entreprise. Personne n'est plus partisan que nous de la modernisation, mais elle ne doit pas se faire en constituant une féodalité économique et financière qui domine l'Etat ; elle ne doit pas se faire non plus par l'anéantissement de l'entreprise petite et moyenne, mais par sa combinaison technique et son association souple et volontaire avec la grande unité nationalisée.

J'ajoute que la nationalisation de la grande industrie monopolisée est le seul moyen de résoudre correctement le fameux problème de la liaison université-industrie, problème réel et grave.

Certes, nous trouvons malséant qu'un ministre parle de l'« esprit de ghetto » des universitaires. Beaucoup de savants aiment tout simplement avoir les mains propres et c'est à leur honneur. Encore faut-il, nous l'avouons, que la science ait des mains. Vous déclarez que vous voulez lui en donner, que vous voulez lui conférer de l'efficacité pratique et la lier à la production ; c'est pourquoi vous prenez la troisième mesure inscrite dans le projet de loi en créant l'agence nationale de valorisation de la recherche.

Sur le terrain des principes, l'effort mérite approbation parce que, je le répète, le problème est réel, la liaison de l'Université et de la production est une nécessité.

Cependant, bien des réserves s'imposent d'emblée : d'abord, si incroyable que la chose paraisse, on semble, dans certains milieux responsables, vouloir interdire ce que la terminologie officielle appelle la recherche désintéressée.

En effet, à la page 18 du rapport présenté au nom de la commission de la production de l'autre assemblée, rapport dont l'auteur a reçu les éloges ministériels, je lis un paragraphe imprimé en caractère gras. Le voici : « La recherche désintéressée est un idéal respectable et même des plus nobles. Cependant, il serait irréaliste de la part d'un savant de la pratiquer unilatéralement. Ce serait d'ailleurs porter préjudice à la collectivité qui favorise ses travaux. »

Ou les mots n'ont pas de sens, ou cette déclaration signifie qu'il ne sera plus permis, sous peine d'incivisme et de flétrissure publique, de se livrer à une recherche que n'accompagnerait aucune intention d'application directe. Comme je le disais déjà dans la discussion du budget de l'éducation nationale, avec une telle théorie on n'aurait jamais découvert ni la gravitation universelle, ni la mécanique quantique. C'est proprement une théorie pragmatique barbare.

Deuxième remarque : l'agence sera chargée, avez-vous dit joliment monsieur le ministre, de « regarder par-dessus l'épaule des chercheurs », et il s'agit surtout des chercheurs du C. N. R. S. et des universités, comme le déclare le texte de la loi. Pourtant, là encore, vous avez précisé que, si l'agence est créée « auprès du C. N. R. S. » — terme qui plonge les juristes dans une profonde perplexité — elle ne sera nullement sous son autorité, comme il eût été normal ; seul le financement est imputé au C.N.R.S. puisqu'on n'ouvre pas de crédit spécial. Autrement dit, on se sert des cerveaux et ensuite on les prie de se faire oublier.

Troisième observation : vous allez dépenser assez d'argent au titre de ce que l'on appelle l'aide au développement, c'est-à-dire la mise au point des inventions dans les usines, pour que le risque couru par l'entreprise soit limité, aux termes du rapport présenté devant notre assemblée, à 20 ou 30 p. 100 de la dépense engagée. L'Etat couvrira donc jusqu'à 80 p. 100 des risques de la recherche. Mais on nous avertit, d'autre part, qu'en cas de succès du développement le bénéfice de l'Etat ne sera que de 20 p. 100 du prêt. D'un côté les risques — j'ai le rapport sous les yeux, monsieur le ministre — de l'autre les profits. Voilà ce qui s'appelle une bonne affaire. Le cadeau n'est pas mince. L'Etat, après avoir donné les cerveaux, donne les millions. Nous répéterons qu'à notre avis la recherche de développement doit être payée, non sur l'argent des contribuables, mais à l'aide d'une masse constituée par les plus-values qui résultent de l'application des découvertes.

L'association de l'Université et de l'industrie telle qu'on la propose, c'est celle du cheval et du cavalier. Elle sera celle de partenaires égaux, collaborant librement pour le bien du pays, dans une France où les grands moyens de production monopolisés auront fait retour à la Nation et seront gérés démocratiquement.

Et cette France nouvelle changera aussi sa politique générale de la recherche. Elle veillera en premier lieu à ne plus consacrer une part trop importante à la recherche militaire. La répartition actuelle des chercheurs et des techniciens entre les recherches civiles et les recherches militaires n'est pas rationnelle. Tant que les budgets français auront à supporter la constitution d'une force de frappe, le domaine scientifique civil ne disposera pas des moyens dont il a besoin.

Je n'ignore pas que vous, monsieur le ministre, vous aimez à dire que les activités militaires n'absorbent que 20 p. 100. Ce chiffre correspond aux recherches militaires avouées et apparentes ; mais d'autres estimations, soucieuses des vérités moins exposées à la vue, portent le pourcentage à 37. Croyez-vous, monsieur le ministre, que nous ne savons pas que tel laboratoire de cytologie du système nerveux s'occupe en réalité des gaz de combat ? Je pourrais le désigner nommément.

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. Ne vous gênez pas !

M. Georges Cogniot. Il en va de même pour le laboratoire de zoologie qui se consacre à l'étude des virus pour l'armée.

C'est en négligeant tous ces laboratoires que vous faites tomber à 20 p. 100 la proportion des crédits destinés à l'armée. Vous me répondez que de toute façon le pourcentage des recherches militaires est bien plus élevé aux Etats-Unis où il atteint 62. Mais j'observerai que, même aux Etats-Unis et contrairement à une opinion largement répandue par les marchands d'armement américains, cette recherche militaire se fait souvent au détriment des progrès techniques. On doit savoir, par exemple, que la puissante avance des Etats-Unis sur les pays comme le nôtre au point de vue de l'intensité de la recherche industrielle, se concentre sur les industries utiles à l'armement, tandis qu'un pays tel que la Suède dépasse les Etats-Unis pour le pourcentage de la production dépensé au service de la recherche et du développement dans l'industrie mécanique, l'industrie textile ou l'industrie des matériaux de construction. Ces vérités sont peu connues, mais incontestables.

J'entends bien que vous revenez sans arrêt, même à coup de citations plus ou moins bien interprétées des philosophes grecs, sur la thèse des vertus scientifiques incomparables qui seraient inhérentes à l'effort d'armement. Cette thèse ne correspond pas à la réalité. Comme la revue *Atomes* le montrait très bien dans son numéro de février, les produits et les techniques qui passent directement dans le secteur civil ne représentent qu'une propor-

tion très faible, si l'on considère l'ampleur totale des études militaires et, d'autre part, les possibilités d'application d'un secteur à l'autre vont en diminuant.

C'est abuser de la bonne foi de son auditoire que d'invoquer tous les progrès scientifiques et techniques qui ont été dus aux deux guerres mondiales. C'est commettre un sophisme, car la moindre réflexion montre que, si l'on avait consacré à l'œuvre de la recherche civile des sommes même de beaucoup inférieures aux fabuleux crédits engloutis dans l'effort d'armement en vue des guerres et au cours des guerres, les résultats pour la science et la technique eussent été dix et vingt fois plus brillants.

M. Camille Vallin. Très bien !

M. Georges Cogniot. Il n'est pas plus vrai aujourd'hui que l'armement tire après lui la science. L'armement prélève en masse les moyens matériels et les moyens humains qui manquent à la recherche civile. La guerre est la mère de toute chose, disiez-vous, monsieur le ministre, devant l'Assemblée nationale. Cette doctrine n'est pas la nôtre. La guerre est dévoreuse de toute chose ; elle dévore avec le reste la recherche scientifique. C'est si vrai que, de l'avis unanime des savants réunis dernièrement au colloque de Caen, quel que fût d'ailleurs le jugement porté par eux sur le fait — je ne dis pas que tous condamnaient le fait — la constatation s'impose que les prévisions du V^e Plan pour la recherche, du train dont vont les choses, ne seront pas réalisées, tant s'en faut. Le Gouvernement recule sur ses propres programmes.

Et le Gouvernement n'assure pas non plus le soubassement nécessaire à l'expansion de la recherche. Je fais allusion au problème de l'éducation nationale dont, de toute évidence, la solution démocratique commande la réussite du développement de la recherche. Les Etats-Unis, eux-mêmes, n'ont pu corriger les répercussions négatives de leur insuffisant système d'éducation nationale sur leur recherche qu'en important en dix ans, selon leurs statistiques, 53.000 savants de spécialités diverses, surtout des hommes de vaste culture, indispensables pour orienter la recherche. Nous n'avons pas comme eux la possibilité de puiser nos savants en Angleterre et en Allemagne occidentale aux frais de ces deux pays. Nous ne pouvons compter que sur notre propre éducation nationale.

Or, les questions de l'éducation nationale ne sont pas tranchées chez nous dans le bon sens. Le Sénat en débattait la semaine dernière et je n'y reviendrai pas longuement. Il suffit d'ailleurs d'un fait aussi évident et aussi simple que l'insuffisance criante du nombre des jeunes gens qui se dirigent vers le baccalauréat mathématiques élémentaires, la régression du nombre de ces bacheliers, pour condamner la politique actuellement poursuivie en matière d'éducation nationale.

Vous espérez, monsieur le ministre, avoir 97.000 chercheurs en 1970, mais tout le monde trouve ce chiffre trop ambitieux. Personne ne comprend d'où ils sortiront puisque, dans les budgets de 1966 et 1967 on a créé, par exemple pour le C. N. R. S., un nombre de postes inférieur de moitié à l'objectif. Les éléments que vous n'avez pas embauchés en 1966 et 1967 ne vous attendent plus : ils sont partis ailleurs et vous ne les retrouverez pas. Il était possible au C. N. R. S. de recruter 1.000 chercheurs par an. Il lui sera impossible d'en recruter 2.000 ou 2.500 et vous n'arriverez pas à 97.000. Admettons cependant que vous ayez raison. Nous serons encore à une distance astronomique des Etats-Unis qui ont, dès maintenant, 800.000 chercheurs et de l'Union soviétique qui en a 700.000. Même rapportée au nombre d'habitants, la comparaison est écrasante.

D'une façon générale, l'élite à laquelle est dispensé l'enseignement supérieur français continue à n'être puisée que dans des portions étroites de la nation. Pratiquement, toute la population ouvrière et paysanne est laissée de côté. L'immense majorité des capacités et des talents latents dans le peuple demeure en jachère. Cette considération majeure vicié à la base les plans du Gouvernement en matière d'expansion de la recherche scientifique ; elle rend sa politique incapable de s'ajuster vraiment à l'intérêt national.

La recherche dans toutes les disciplines, les rapporteurs vous le disaient, doit constituer un ensemble cohérent.

Nous ne voterons pas le projet extrêmement dangereux qui, sous la pression des intérêts privés, isole arbitrairement la recherche effectuée dans certains secteurs. Nous ne nous associerons pas à une orientation qui sert assurément la féodalité économique, mais qui est loin de servir le pays à la mesure de ses besoins. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Chauty.

M. Michel Chauty. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je vous prie de m'excuser d'intervenir sur le projet de loi portant création d'organismes de recherche

après le remarquable rapport de M. Longchambon sur ces sujets. Aussi me contenterai-je de présenter des observations et réflexions sur un seul point, l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique, I. R. I. A. Il me serait agréable que le Sénat, s'il partage mes propos, appuyât par son accord les observations et réflexions auprès de M. le ministre ici présent.

L'Institut de recherche d'informatique et d'automatique est un des volets essentiels de ce qu'on appelle le « plan calcul ». Il répond aux préoccupations de nos instances professionnelles comme de nos industriels et de nos scientifiques et matérialise la volonté du Gouvernement de doter la nation des moyens nécessaires lui permettant de poursuivre la recherche dans diverses directions et d'assurer ainsi notre expansion économique à armes égales avec les concurrents.

L'I. R. I. A. a deux missions propres : promouvoir et coordonner les recherches fondamentales et appliquées nécessaires aux développements nouveaux de l'informatique, de l'automatique et des calculatrices, tout en permettant au pays de bâtir une industrie valable et concurrentielle ; ensuite, former ou perfectionner les personnels que nécessitent ces machines électroniques et qui nous font cruellement défaut.

Mais, avant d'aller plus loin, nous allons faire un rapide tour d'horizon du marché actuel afin de nous rendre compte si les solutions proposées sont bien adaptées et si pour réussir il n'est pas nécessaire de choisir dès maintenant entre plusieurs options de développement.

Nous ferons une petite mise au point afin d'éclairer tous ceux qui ont des doutes sur la signification des termes « informatique », « automatique » et « calcul ». Lorsque l'homme moyen doit prendre une décision, il fait, sciemment ou non, une analyse, une synthèse et un choix des solutions. Or, ces machines ont précisément pour objet d'aider à prendre de telles décisions en éliminant les risques par la confrontation d'une multitude d'informations contenues dans une mémoire ou présentées dans des programmes avec les données du problème à résoudre. A condition que tout soit présenté d'une manière déterminée, on peut, en effet, régler en quelques minutes des problèmes de recherche, d'affaires, de gouvernement, de gestion étonnamment compliqués.

En raison du développement nécessaire et rapide de la prévision et du besoin d'éviter les erreurs dans les investissements, ces groupes de machines sont appelés à prendre une place toujours plus grande dans la gestion des administrations les plus diverses, des laboratoires de recherche et de nombreuses industries ou services d'un gabarit suffisant. Actuellement, elles sont surtout utilisées pour résoudre des problèmes comptables et de gestion, parfois de très grandes dimensions ; mais, dans l'avenir, on pourra leur demander des études de marchés, d'investissements, d'aménagement du territoire, d'exploitation, de recherches diverses et médicales en particulier sur plusieurs années, etc. Ce domaine très vaste s'accroît chaque jour et les difficultés de réalisation de nouvelles machines vont de pair avec les besoins. Quant aux problèmes de calcul pur, seule l'aide des calculatrices peut permettre de continuer la recherche pure ou appliquée dans de nombreuses branches.

Dans ce domaine de l'électronique, on distingue trois catégories d'instruments : les appareils de petite puissance, dont le coût est de l'ordre de 150.000 francs, ceux de moyenne puissance, dont le prix va jusqu'à 15 et 20 millions de francs ; au-delà s'ouvre le domaine des grosses calculatrices. La France utilise toutes les catégories, mais surtout les deux premières, où elle produit toute une gamme très complète.

Le marché se répartit de la manière suivante : une société de majorité étrangère approvisionne 65 p. 100 du secteur privé et autant du secteur public ; une deuxième société, à moitié française, fournit 20 p. 100 des deux secteurs ; diverses sociétés françaises ou étrangères se partagent le reste. Notons, en passant, que la nouvelle société française en cours de constitution fournira à peu près 5 p. 100 du marché. Il apparaît donc, dès le départ, qu'à 90 p. 100 le marché est dominé par les matériels, les brevets et la technologie américaine. Nous verrons par la suite quelles sont nos chances et quel pourrait être le rôle de l'I. R. I. A.

Il vous intéresse peut-être de savoir comment se vend une machine. Beaucoup d'entre vous n'ont sans doute que des idées générales sur ce sujet. Aussi nous devons-nous de vous donner quelques indications en la matière.

Une machine n'est pas seule. Elle fait partie d'un ensemble qui comprend la machine elle-même, ou *hardware* en anglais, et un environnement périphérique, ou *software*. Celui-ci a pour but de préparer les données qui seront présentées ou de décoder les solutions pour exploitation. Le tout est servi par une équipe d'hommes formés spécialement qui ont pour mission d'analyser, de programmer et d'exploiter. Ces spécialistes sont loués avec l'ensemble ou formés puis cédés à l'exploitant. En règle générale, le *hardware* représente 50 p. 100 du prix de l'opération et le

software, ou environnement, également 50 p. 100 ; plus la machine est compliquée, plus la proportion de l'environnement augmente.

Il apparaît donc, dès maintenant, que la vente de la machine centrale ne se comprend pas sans l'environnement et que les servants loués ou cédés font partie également du système commercial.

Or, dans ce domaine essentiel, puisqu'il faut un an de formation et un an de pratique, estime-t-on, pour qu'un servant soit qualifié, nous manquons cruellement d'hommes ; nous en disposons de 2.000 à 3.000, alors qu'en 1970, c'est-à-dire dans quatre ans, les besoins sont estimés à 40.000. On se demande bien comment on fera pour les trouver. Remédier à cette carence en personnels est le deuxième but de l'I. R. I. A. et sans doute le principal.

Une autre donnée de ce marché est essentielle : le financement des opérations, qui conditionnera l'orientation de notre politique.

Généralement, les matériels ne sont pas vendus, mais loués et payés en cinquante mois, soit un peu plus de quatre années ; donc, le tout est non pas de fabriquer, mais de financer la vente. Le matériel est loué dans une proportion variant de 70 à 90 p. 100. On saisit tout de suite l'importance du capital à engager dans une semblable opération.

La recherche, qui représente dans cette branche 15 p. 100 du chiffre d'affaires, absorbe complètement la marge bénéficiaire potentielle, laquelle est évidemment assez exceptionnelle pour des industriels français moyens.

Dernier aspect du marché : le groupe américain dominant le marché français vend des matériels provenant de toutes ses filiales mondiales qui ont des spécialités, et il ne fabrique ici qu'une faible part de ce qu'il vend. Cela explique, vu la décomposition que nous connaissons entre la machine principale et la périphérique, que la part de ses services soit plus importante que la part production. Mais — il faut en convenir — ce géant domine le marché mondial, plus spécialement européen, et bénéficie de possibilités financières, utilisables pour la recherche, proprement énormes.

Le deuxième groupe, mi-français, mi-américain, se conduit ici comme une entreprise française et mérite notre attention. En effet, l'affaire française dispose d'un réseau de filiales étrangères propres et poursuit sa recherche sous statut français, ce qui est très intéressant. En outre, il fournit une gamme très complète de matériels de moyenne dimension et son chiffre d'affaires se répartit à 50 p. 100 pour le marché intérieur et 50 p. 100 pour l'exportation. C'est le seul groupe qui dispose d'une école de formation de personnels avec, en permanence, 300 à 400 personnes en stage, et qui dépense à cet effet 10 millions de nouveaux francs par an.

Le troisième groupe vient de se constituer par la réunion de diverses sociétés et il serait question que l'Etat passe avec lui des contrats de recherche et des aides au développement de l'ordre de 500 millions sans préjudice d'actions concertées.

Comment l'I. R. I. A. fera-t-il face à cette situation ? Première mission : il est certain qu'il faudra définir rapidement la gamme d'appareils sur laquelle nous voulons porter nos efforts car on ne peut pas être partout à la fois, comme vient de nous le démontrer l'étude du marché. Dès que cette politique sera établie, les axes d'effort de recherche pure ou appliquée seront dégagés, de même que les recherches technologiques tout aussi importantes à entreprendre.

C'est alors qu'apparaîtront les contrats de recherche de développement et les actions concertées.

L'industrie privée, chargée des réalisations d'application, aimerait que le conseil d'administration de l'I. R. I. A. comprenne un certain nombre de représentants du secteur industriel, de même que le conseil scientifique, afin d'assurer la liaison université-recherche — industrie, si difficile à réaliser dès le départ en France. Comme il est impossible de mener une recherche quelconque sans le faire en liaison avec l'industrie, il est souhaitable que cette collaboration s'établisse dès l'établissement des consultations.

Deuxième mission : la formation des personnels qualifiés est essentielle. Comme nous l'avons vu, il est nécessaire qu'un effort massif soit entrepris. L'I. R. I. A. sera certainement obligé de créer rapidement des filiales en province afin de prospecter un marché plus large.

Dès l'origine, il apparaît qu'une expérience professionnelle de gestion est nécessaire pour les personnels à recruter. Aussi les efforts devraient-ils porter sur la formation de spécialisation et la formation de recyclage, laquelle permettrait d'offrir des possibilités d'emplois à de nombreux cadres dégagés des entreprises par suite de fusion et bénéficiant déjà d'une expérience professionnelle.

Pour réaliser cette dernière mission, il est essentiel que le secteur industriel soit, non seulement consulté, mais largement représenté et associé à toutes les actions qui seront menées.

Quelle conclusion peut-on tirer ? En ce qui concerne sa mission de formation des hommes, l'I. R. I. A. arrive à temps et répond à un vœu unanime de l'industrie et des utilisateurs. L'effort doit être entrepris rapidement et massivement par suite de l'importance des besoins à satisfaire.

Pour sa mission de recherche et de développement, tout dépendra de l'hypothèse retenue par le plan calcul. S'il s'agit d'assurer l'indépendance nationale, on parviendra à un résultat au prix d'efforts considérables, mais à fonds perdus, car nous ne pourrions pas déboucher sur le marché international, faute d'un support commercial valable dont nous avons vu la complexité et, d'autre part, de capitaux pour financer la location-vente des matériels, puisqu'il faut engager deux fois le montant des ventes. Cette solution semble donc peu accessible même à très long terme.

Si, en revanche, adoptant une solution qui apparaît logique et progressive, nous décidions de nous spécialiser dans certaines gammes de matériel qui s'insèrent parmi d'autres canaux complémentaires nationaux, à participation étrangère, ou internationaux, nous avons l'impression que nous pourrions obtenir des résultats positifs.

En partant de licences étrangères pour le principal et le périphérique et également dans le domaine de la technologie, nous pourrions, en effet, construire des machines centrales et périphériques cohérentes, vendables sur le marché grâce à un support commercial, et ensuite lancer notre propre recherche de logiques ou technologies nouvelles qui fructifieront dans dix ans pendant que nous pénétrons progressivement sur les marchés étrangers tout en mettant de l'ordre dans notre marché national et plus spécialement administratif qui, paraît-il, en aurait le plus grand besoin.

Il semble, par ailleurs, que la collaboration avec les sociétés étrangères ou à participation étrangère soit une nécessité et il serait sans doute utile et efficace d'associer celles qui bénéficient d'un statut français au plan calcul au titre des actions concertées de l'I. R. I. A. Cette coordination donnerait une plus grande efficacité à cette coûteuse, mais nécessaire opération.

Est-il besoin de rappeler que, si l'on engage 500 millions de nouveaux francs d'actions de recherche, cela correspond à 2.500 millions de chiffre d'affaires de l'industrie et à 4 ou 5 milliards de support financier ? Voilà des chiffres qui donnent à réfléchir sur la direction dans laquelle on s'engage.

On peut estimer que, faute de la solution de sagesse préconisée, nous ignorerions totalement combien de milliards seraient consommés dans cette affaire, où l'intervention financière doit se manifester sous forme de prêts et non de subventions, car la France se doit de tirer un profit de l'opération.

Nous espérons que ce court exposé vous permettra de placer l'I. R. I. A. à son exacte position dans le plan calcul et que vous approuverez les observations concernant l'orientation que nous avons présentées au Gouvernement. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Darras.

M. Michel Darras. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, en avril dernier, M. le ministre délégué chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales avait annoncé le dépôt du projet de loi de programme à financement pluri-annuel portant sur six points essentiels : l'océanographie, les calculateurs, la recherche nucléaire, l'espace, la recherche médicale, la recherche agronomique et vétérinaire. La presse écrite et parlée n'avait naturellement pas manqué de mettre en relief cette déclaration ministérielle.

La montagne ayant, en fait, et comme souvent, accouché d'une souris, nous voilà saisis aujourd'hui, dans la précipitation des fins de session, d'un projet de loi portant création d'organismes de recherche, à propos duquel je serai amené à présenter, au nom du groupe socialiste, trois catégories principales d'observations, car primo, l'objet de ce projet n'est pas assez vaste, contrairement à ce qu'avait pu laisser espérer la déclaration faite en avril par M. Peyrefitte ; secundo, le contenu de ce projet n'est guère consistant puisque, même dans le domaine restreint auquel il s'applique, il n'apporte aucun crédit supplémentaire ; tertio, ses ambitions sont limitées à un cadre géographique purement national, alors que, pour être efficaces, elles devraient s'élargir à la dimension européenne.

Objet insuffisant, contenu insuffisant, dimension insuffisante, tels sont les trois points que je me propose d'examiner successivement en essayant, dans toute la mesure du possible, d'être bref et d'éviter les redites.

Objet insuffisant. Aux deux domaines de l'océanographie et des calculateurs, le Gouvernement a ajouté la création d'une

agence nationale de valorisation de la recherche. Le projet de loi qui nous est soumis se borne ainsi à créer trois organismes supplémentaires. Il déçoit les espérances qui avaient pu naître à l'annonce de la préparation d'un projet de loi sur la recherche scientifique, dont on pouvait penser qu'il s'appliquerait à de nombreux autres domaines, ceux de la recherche nucléaire, de l'espace, de la recherche médicale, de la recherche agronomique et vétérinaire, cités dans la déclaration d'avril, mais aussi bien d'autres encore comme, par exemple, ceux des hautes énergies, des télécommunications, de l'éducation, de l'urbanisme et des transports.

Pour prendre le seul cas de la recherche médicale, comment rester insensible au fait que les états généraux du cœur, réunis voilà quelques jours à Paris, ont fortement indiqué que le point noir de la cardiologie est surtout la recherche ?

Tous les orateurs qui se sont exprimés lors de ces assises ont souligné le manque de crédits à cet égard. Le professeur Pierre Soulié, président de la fédération nationale de cardiologie, a rappelé que le budget américain de recherches médicales a atteint, en 1966, 700 millions de francs, sans compter la très importante contribution de l'aide privée, alors qu'en France les crédits ne sont que de 3.969.000 francs.

Le professeur Soulié a encore souligné le fait que les chercheurs des disciplines médicales disposent outre-Atlantique de bourses importantes et peuvent travailler en laboratoire très tôt, alors qu'en France, ils ne viennent à la recherche que beaucoup plus tard, à cinquante ans en moyenne.

Parmi les mesures réclamées par le comité organisateur des états généraux du cœur, « pour que la France ne soit plus en retard d'une ou plusieurs maladies », figurent « l'augmentation des crédits de recherche, plus particulièrement des crédits affectés à la recherche médicale cardio-vasculaire, ainsi que l'installation de laboratoires corrects ».

Voilà une des directions dans lesquelles pourrait utilement s'exercer l'effort du Gouvernement, alors que les recherches concernant les affections cardio-vasculaires recevront en tout et pour tout, en 1967, un crédit de 500.000 francs.

Mais, plus que du sort des Français, le pouvoir n'est-il pas préoccupé de ce qu'il croit être la grandeur de la France puisque, selon une phrase même de l'exposé des motifs du projet en discussion, celui-ci tend « à associer la recherche fondamentale à la politique économique, sociale et extérieure que définit l'Etat » ? Pragmatisme barbare, on l'a dit avant moi !

Non seulement l'objet de ce projet est insuffisant, mais son contenu matériel l'est également, puisqu'il ne comporte aucun crédit supplémentaire. Nous sommes très loin de la loi de programme à financement pluri-annuel que l'on avait fait initialement miroiter à nos yeux et qui aurait du permettre d'augmenter, à la mesure des besoins, l'effort prévu par le V^e Plan.

Je rappelle que ledit V^e Plan comporte dans ses prévisions — seront-elles réalisées ? — un total d'investissements en matière de recherche n'atteignant pas les deux tiers du montant minimum préconisé par la commission de la recherche. Je rappelle encore que 6 millions de francs seulement ont été inscrits au plan pour l'aide globale de l'Etat au développement des résultats de la recherche, alors que le groupe de travail de la recherche du V^e Plan avait estimé les besoins en la matière à 2 milliards pour la période 1966-1970. C'est à ce niveau de la mise au point des découvertes jusqu'au stade industriel que risque d'être rencontré un des goulots d'étranglement le plus sérieux, les entreprises françaises n'ayant que rarement une dimension qui permette de faire face aux dépenses très élevées de mise au point jusqu'au stade industriel.

Par ailleurs, dans un domaine particulièrement important pour l'avenir, on n'a même pas l'assurance que le surrégénérateur prototype Phœnix pourra être construit en 1968, comme le souhaite le commissariat à l'énergie atomique.

Il aurait fallu, monsieur le ministre, matérialiser par un effort financier touchant à tous les domaines de la recherche les intentions que vous affirmiez si hautement en matière de recherche scientifique et de progrès technique.

En fait, vous n'accordez aucun crédit supplémentaire, même dans le domaine restreint auquel s'applique votre projet. Le budget du centre national d'exploitation des océans pour 1967 sera constitué par transfert des crédits prévus pour le COMEXO — le comité national d'exploitation des océans — au chapitre 56-00 du budget du Premier ministre. Quant à l'agence générale de valorisation de la recherche, en 1967 ses crédits seront prélevés sur ceux du centre national de la recherche scientifique.

Objet insuffisant, contenu insuffisant : c'est tellement flagrant que M. le rapporteur de la commission des affaires économiques

et du Plan a dit tout à l'heure que le ministre de la recherche scientifique, lors de son audition devant la commission, avait lui-même employé l'expression « mini-projet ».

En somme, de votre aveu même, vous voilà devenu, monsieur le ministre, membre d'un ministère à « mini-projets » mais pour lesquels, bien entendu, vous ne vous contentez pas de « mini-réclame » puisqu'un de vos thuriféraires, lors d'un récent débat télévisé, citait ce texte, avant même son examen par le Sénat, comme l'un des plus importants de la législature.

Comment pourriez-vous, d'ailleurs, augmenter à la mesure des besoins les possibilités de la recherche civile ? Il faudrait pour cela une autre répartition des moyens humains et matériels entre les recherches civiles et les recherches purement militaires ! Au-delà du tronc commun civil et militaire en matière de recherche atomique — tronc commun maintenant largement dépassé — la branche sans fruits de la force de frappe nationale absorbe une part considérable de crédits et d'efforts qui font cruellement défaut dans de nombreux secteurs de la recherche civile. Il y a là, indépendamment de toute autre considération, un choix fondamental particulièrement désastreux à l'échelle d'un pays comme le nôtre.

De même, ou plutôt à l'opposé, c'est un choix fondamental que celui qui devrait s'exercer en faveur de la formation des hommes, condition du passage dans le réel de beaucoup de progrès théoriquement à notre portée. C'est un point sur lequel M. Jean Faurastie a eu tout à fait raison d'insister dans un passage de son livre *Les 40.000 heures* que je me permets de citer :

« Les experts évaluent à plus de trente ans le délai qu'il faudrait aux nations, même les plus en avance, pour réaliser en fait à l'échelle nationale les progrès techniques dès aujourd'hui usuels dans les laboratoires. L'essentiel de ces délais tient à la formation des hommes ; ces progrès sont réalisables, mais seulement selon certaines méthodes et avec certaines machines ; ils exigent donc du travail et, en général, du travail hautement qualifié : travail pour fabriquer les machines, travail pour les faire marcher. »

Voilà pourquoi une politique de la recherche ne peut être séparée de la priorité des priorités à accorder à l'éducation nationale, avec égalisation de l'accès des jeunes, quelle que soit leur origine sociale, aux divers ordres d'enseignement, démocratisation effective, prolongation de la scolarité, orientation valable à tous les niveaux, tandis qu'actuellement, plus de 40 p. 100 des jeunes travaillent à la sortie de l'école primaire sans aucune qualification.

Faute d'un changement de politique en ce qui concerne l'éducation nationale, les ambitions que vous affirmez en matière de recherche scientifique et de progrès technique continueront à se heurter au goulot d'étranglement de la formation des hommes, comme le montre la différence entre le nombre des étudiants en sciences prévu par le Plan et le nombre réel d'étudiants inscrits dans ces disciplines. Inutile de fonder des espoirs sur un éventuel et, bien sûr, nécessaire recyclage si les fondations ne sont pas solides et surtout si elles n'ont jamais existé.

Pour illustrer ma pensée par un exemple, le développement de l'informatique exigerait que des ordinateurs soient mis à la disposition des établissements d'enseignement technique pour l'initiation aux méthodes d'exploitation de ces matériels dès le cycle secondaire. Mais où sont les crédits qui permettraient de doter l'éducation nationale de tels appareils ?

J'en viens au dernier volet de mon triptyque, celui qui concerne l'insuffisance de vos ambitions quant à la dimension géographique.

La recherche pose, en effet, de nos jours en termes très nets un problème de dimension. C'est vrai à l'échelon des entreprises ; ça l'est beaucoup plus encore à l'échelon de la puissance publique. Sans aucune contestation possible il faut, en face de ces géants que sont les Etats-Unis, l'U. R. S. S., la Chine, une véritable politique commune de la recherche à l'échelle de l'Europe.

Or, il y a actuellement des difficultés très nettes en ce qui concerne Euratom puisque, faute d'accord sur un certain nombre de projets, on en est, pour l'administration de cet organisme, au système des douzièmes provisoires. Ce n'est évidemment pas en affirmant que « charbonnier est maître chez soi... »

A gauche. Très bien !

M. Michei Darras. ... que l'on fortifie l'esprit européen chez des partenaires pour qui la construction d'une Europe scientifique, technique, économique a toujours été et reste, envers et contre tout, inséparable de la construction d'une Europe politiquement intégrée.

Seule la coopération européenne peut permettre d'atteindre les seuils critiques et donner une dimension suffisante à l'effort nécessaire en matière de recherche fondamentale, appliquée et de développement. Pour prendre un seul exemple, il est utopique de prétendre construire des calculateurs de grande puissance autrement que sur le plan européen. La Grande-Bretagne, pour sa

part, l'a dès à présent reconnu. C'est donc également dans le domaine de la construction européenne sous tous ses aspects, inséparables les uns des autres, qu'il faut faire preuve d'imagination créatrice et d'audace novatrice.

A cet égard, nous avons pris connaissance avec un grand intérêt de la déclaration prononcée à la Chambre des Communes le 6 décembre par M. George Brown, ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, déclaration selon laquelle le projet britannique de création d'une communauté technologique européenne figurera en bonne place au cours des discussions des représentants de son pays avec les six du Marché commun. C'est dans de telles voies que les vieilles nations européennes doivent de plus en plus résolument s'engager, en renonçant aux mythes surannés, inefficaces et dangereux d'un contagieux nationalisme.

Pour l'Europe qui vit naître sur son sol déchiré le prodigieux développement des sciences et des techniques, la véritable indépendance et la paix assurée sont désormais à ce prix.

Voilà, mes chers collègues, les trois séries de remarques, portant sur l'objet, le contenu et la dimension du projet en discussion, que j'avais charge d'exprimer au nom du groupe socialiste.

Le troisième chapitre relève de la politique extérieure du Gouvernement — j'allais dire, le Sénat me pardonne, du domaine réservé ! Pour tenter, sans tomber sous le coup de l'article 40, de faire passer dans les faits notre pensée concernant les deux premiers points, nous avons déposé un amendement pour la défense duquel, en m'en excusant à l'avance, je prendrai la parole assez longuement au cours de la discussion des articles. (Applaudissements à gauche et sur divers autres bancs.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé de la recherche scientifique.

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué chargé de la recherche scientifique. Monsieur le président, mesdames, messieurs, lors du débat sur les budgets de la recherche, de l'atome et de l'espace, que le Sénat a bien voulu voter dès la première lecture, je vous avais annoncé le dépôt d'un projet de loi portant création d'organismes de recherches qui donnerait l'occasion à votre assemblée de procéder à un ample débat. Je suis heureux d'avoir pu tenir parole et je me félicite de constater que cet ample débat a lieu.

Je vais m'efforcer à mon tour d'y participer, après les intéressantes interventions que nous venons d'entendre et après les deux excellents rapports qui ont été présentés, d'autant meilleurs, aux yeux du Gouvernement, qu'ils sont favorables au projet. (Sourires.)

Le Gouvernement vous propose aujourd'hui la création de nouveaux organismes de recherche, création de portée limitée sans doute, comme on l'a rappelé, mais qui marque une nouvelle étape dans l'effort d'adaptation des structures de la recherche aux exigences de notre époque.

D'abord un premier problème se pose — et c'est la première question qu'a posée M. Longchambon : pourquoi faut-il une loi et pourquoi faut-il qu'elle ait cette forme ?

M. Longchambon a rappelé fort justement que la Constitution prévoit que tout établissement d'un caractère nouveau est du domaine législatif. *Stricto sensu* ce terme ne s'applique qu'à l'un des trois organismes prévus, l'institut de recherche d'informatique et d'automatique, puisqu'aussi bien les deux autres organismes, étant de caractère industriel et commercial, appartiennent à une catégorie classique et n'ont pas un caractère nouveau.

Par conséquent, on aurait pu à la rigueur soutenir le principe que ces deux organismes n'exigeraient pas une loi. Le Gouvernement a souhaité cependant faire une loi. M. Longchambon m'a d'ailleurs fait à cet égard reproche, à savoir que ce projet de loi a un caractère un peu bref et vague. Il y aurait eu une formule beaucoup plus brève et vague et qui aurait été la suivante : Article 1^{er} : « Il est créé un CNEOX, un I. R. I. A. et un ANVAR » ; article 2 : « Les modalités d'application de la présente loi seront définies par décret »

Le Gouvernement n'a pas adopté cette solution ; il est allé beaucoup plus loin dans le sens de la collaboration avec le Parlement. C'est un projet de loi relativement précis que j'ai l'honneur de vous présenter. Je ne suis même pas sûr qu'à certains égards elle n'empiète pas largement sur le domaine réglementaire, et je dois d'ailleurs dire que le Gouvernement est allé beaucoup plus loin encore dans cette voie en ouvrant ses dossiers devant les deux commissions qui lui avaient fait l'honneur de se réunir pour l'entendre. Le Gouvernement a dévoilé pratiquement le contenu des décrets qu'il se propose de prendre pour appliquer cette loi, si le Parlement décide de la voter.

Les sacrifices qui sont consentis par la nation pour se doter d'équipements de recherche de classe internationale, sacrifices

qui sont de plus en plus grands, de plus en plus lourds, quoi qu'on ait porté des jugements critiques sur l'importance de l'effort de recherche français, ces sacrifices risqueraient de rester plus ou moins inefficaces si l'utilisation de ces équipements de plus en plus lourds ne se faisait pas dans des conditions satisfaisantes. Et c'est là que se place la question fondamentale qui a été posée par M. Longchambon : pourquoi faut-il créer de pareils organismes ?

Eh bien ! parce que certains programmes importants de recherche, qui intéressent plusieurs disciplines, qui correspondent à des secteurs nouveaux dans lesquels l'industrie n'est pas encore suffisamment structurée, suffisamment puissante, ne peuvent être menés à bien que si un organisme en est responsable à l'échelon national et s'il est chargé de préparer et de coordonner la politique gouvernementale dans ces secteurs. L'Etat doit prendre l'initiative de stimuler, d'harmoniser les capacités existantes, que ces capacités soient publiques ou privées. Les entreprises industrielles ou les services publics traditionnels, dans ces domaines nouveaux, dans ces domaines de pointe, sont soit insuffisamment forts, soit insuffisamment regroupés. C'est le devoir du Gouvernement de combler ces lacunes et c'est notamment le cas pour l'océanographie, pour l'exploitation de la recherche fondamentale, pour l'informatique, cette science nouvelle qui utilise les immenses possibilités du calcul électronique.

A ces trois domaines correspondront donc, si vous en approuvez la création, trois organismes nouveaux, et c'est pourquoi, comme M. Vérillon l'a souligné, cette loi d'organisation, si modeste ou si minime soit-elle, est déjà une loi d'orientation.

Mais là, M. Longchambon et M. Vérillon me posent une question redoutable ; ils me demandent si, en créant ces trois organismes, le Gouvernement ne va pas ouvrir les vannes, si, après cette création, nous n'allons pas assister à la création de nombreux autres organismes similaires. La réponse est catégorique : c'est non !

Le centre national d'exploitation des océans, l'agence nationale de valorisation de la recherche ne sont pas, comme je l'ai rappelé à l'instant, des prototypes, puisque les établissements à caractère industriel et commercial sont très nombreux : la loi n'apporte donc pas un risque nouveau de multiplication de ces organismes.

La question mérite d'être examinée de plus près au sujet de l'I. R. I. A. qui est un prototype, et à propos duquel je dois faire deux remarques. La première est qu'une extension de ce prototype à tout organisme qui ne ferait pas de la recherche appliquée est exclue, en vertu d'un amendement que le Gouvernement a fait accepter à l'Assemblée nationale en contrepartie de l'amendement que celle-ci faisait accepter par le Gouvernement. La seconde est qu'on peut faire confiance aux services ministériels intéressés, à commencer par les services des finances, pour éviter l'extension de cette catégorie.

Il va de soi que le Gouvernement tiendra un compte très strict des besoins et ne se laissera pas aller à une multiplication de ces organismes. Je peux même aller jusqu'à dire qu'ils ont un caractère absolument exceptionnel dans l'esprit du Gouvernement. En fait, on ne peut guère les comparer au commissariat à l'énergie atomique et au centre national d'études spatiales que M. Longchambon évoquait tout à l'heure. En effet, le commissariat à l'énergie atomique et le centre national d'études spatiales étaient des organisations de pénurie. Elles étaient destinées à combler une lacune totale dans un domaine qui était vierge, où la France n'avait rien et il fallait partir de zéro.

Au contraire, le CNEOX a un caractère très différent ; il n'y a pas là, en réalité, du vide, mais, pour reprendre une parole fameuse, du « trop-plein ». Il y a une multiplication excessive d'organismes qu'il s'agit justement de regrouper pour éviter l'émiettement que nous constatons à l'heure actuelle. Je peux donc pleinement rassurer M. Longchambon quand il pose la question de savoir si les actions concertées de la délégation à la recherche scientifique ne vont pas toutes donner lieu à la création d'organismes semblables, comme le centre national d'exploitation des océans qui est, en réalité, la continuation de l'action concertée « exploitation des océans ».

Là encore, je suis en mesure de donner à votre rapporteur une réponse tout à fait rassurante. Il y a vingt-cinq actions concertées, et je peux vous donner l'assurance que nous ne songeons pas à bâtir vingt-cinq organismes. Je peux même dire qu'aucun autre organisme n'est envisagé à ce titre. Je rappellerai que le centre national d'exploitation des océans, ainsi que l'institut de recherche, d'informatique et d'automatique et, dans une certaine mesure, l'agence nationale de valorisation de la recherche, sont des organismes dont on parle depuis longtemps, depuis quatre ans en ce qui concerne le CNEOX et l'I. R. I. A. qui figurent, en propres termes, dans le V^e Plan. Ces créations ne sont donc pas l'objet d'improvisations ; mais l'aboutissement de longues réflexions, et si je suis en mesure de vous dire aujourd'hui qu'aucun autre organisme semblable n'est actuellement projeté par rapport à ce qu'avait prévu le Plan, vous pouvez en

conclure que nous ne sommes pas sur la voie de cette fâcheuse multiplication que vous avez à fort juste titre stigmatisée. Les organismes créés ne le sont qu'après de mûres réflexions, ils ne doivent pas constituer un précédent contagieux, ils se limitent à des domaines spécifiques et le Gouvernement est particulièrement peu favorable à la prolifération des organismes à caractère industriel et commercial; il souhaite simplement que, dans ce secteur qui correspond à des domaines de recherche en plein développement, un état-major d'impulsion, d'harmonisation entre la recherche et l'exploitation soit mis en place de manière à maîtriser ce domaine encore mal connu.

Peut-être me permettrai-je de rappeler que le rapport présenté en 1957 par le conseil supérieur de la recherche, que présidait le professeur Longchambon, préconisait déjà, pour la conduite générale des travaux de recherche appliquée, la création de ces états-majors, de ces « organes intellectuels », qui devaient étudier les problèmes, les maîtriser et étudier particulièrement le point de vue de l'utilisateur de manière à diriger et coordonner les recherches poursuivies par des laboratoires distincts.

C'est cela notre objectif, harmoniser, animer la recherche dans les secteurs où elle n'est pas encore structurée par des équipes qui soient chargées d'apporter une impulsion et une coordination. Voilà les buts des trois organismes que nous avons l'honneur de vous proposer de créer : le centre national d'exploitation des océans, l'institut de recherche d'informatique et d'automatique, l'agence nationale de valorisation de la recherche, trois organismes dont je voudrais maintenant vous préciser les rôles et les objectifs.

Le CNEOX d'abord. Pourquoi un CNEOX ? Pourquoi donner ainsi une impulsion nouvelle à cette orientation qu'est l'océanographie ? A l'heure où l'homme part à la conquête de l'espace, il est paradoxal de constater que le monde des mers reste encore presque inexploré et à peu près inexploité. Tout se passe comme si on venait seulement d'en découvrir l'existence. Sur les cartes de nos atlas de géographie, les taches blanches qui jadis signalaient les terres inconnues ont maintenant disparu. Les grandes explorations, inaugurées voici quatre cents ans, sont aujourd'hui révolues, mais au moment où s'achève l'ère des explorations horizontales commence l'ère des explorations verticales.

L'océan recouvre les trois quarts de la surface du globe. De ses propriétés physiques ou chimiques, de ses mouvements, nous ne savons à peu près rien. Des observations récentes ont révélé l'existence de véritables fleuves sous-marins d'une ampleur insoupçonnée.

L'extraction des minéraux contenus dans l'eau de mer reste au stade du laboratoire, le dessalement a à peine atteint le stade du prototype, l'étude du cycle animal et végétal de l'océan, de la chaîne alimentaire et de la productivité des mers est à peine entamée. Par conséquent, à tous points de vue, l'océanographie apparaît comme une science qui prépare l'avenir.

Toutes les grandes nations scientifiques du monde sont d'ailleurs décidées à commencer l'exploitation systématique de ces richesses, Aux Etats-Unis, en U. R. S. S., en Angleterre, en Allemagne, au Japon, l'océanographie est en plein essor. La France n'est pas restée, et de loin, en dehors de ce mouvement. Par sa position géographique, par ses traditions maritimes, par la valeur de ses équipes, la France a dans ce domaine une vocation certaine et l'océanographie figure parmi les grandes options qui ont été inscrites au V^e Plan.

Il faut rendre notamment hommage à l'activité de ce comité d'exploitation des océans, dont M. Longchambon a fort justement rappelé l'existence, et qui, dans le cadre d'une action concertée, a donné une impulsion nouvelle à la recherche océanographique française et l'a dotée de moyens lourds, dont le plus beau fleuron est le *Jean-Charcot*, mis depuis janvier dernier à la disposition de tous nos océanographes.

La France consacre à l'océanographie des sommes fort importantes, 90 millions de francs par an pour le fonctionnement, et des autorisations de programmes d'équipement d'un montant de 150 millions de francs sont inscrites au V^e Plan pour la seule « enveloppe recherche » ; 1.500 personnes, dont un tiers de chercheurs, disposent d'une cinquantaine de navires. Tout cela est loin d'être négligeable.

Cependant, comme on l'a rappelé, les recherches dépendent de neuf ministères, sont menées par une centaine d'organismes différents : il y a peu de domaines où l'émiettement soit allé aussi loin et où la recherche ait autant de mal à atteindre ce que les physiciens appellent la masse critique, au-dessous de laquelle l'efficacité reste faible. L'effort si heureusement entrepris par le comité national d'exploitation des océans doit être rendu permanent, doit être en quelque sorte institutionnalisé. Le CNEOX aura pour mission de regrouper les moyens dont nous disposons de manière à en améliorer le rendement.

Pourquoi — s'est demandé M. Longchambon — avons-nous prévu que le CNEOX serait un établissement industriel et

commercial? Parce que son objet même est délibérément industriel et commercial. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir la recherche océanographique, il s'agit de l'orienter vers des applications de type industriel. La gestion de moyens lourds et en particulier l'organisation de campagnes lointaines exigent, si l'on veut qu'elles soient efficaces, une gestion de type commercial et le budget du CNEOX doit se présenter comme une addition de programmes dont la rentabilité pourra être estimée.

Le CNEOX devrait établir des programmes cohérents, aussi bien en fonction des propositions des chercheurs qu'en raison des besoins de l'économie et des possibilités industrielles du développement, et il devrait ainsi assurer une liaison plus intime entre la recherche fondamentale et les techniques d'application.

Assurer une liaison plus intime entre la recherche fondamentale et les techniques d'application, c'est justement, sur un plan plus général, la mission de l'agence nationale de valorisation de la recherche. Il est devenu banal d'affirmer que nos activités scientifiques sont insuffisamment intégrées dans les autres activités du pays. Les Français découvrent, les Français inventent, mais trop souvent ils se révèlent incapables de tirer profit en temps utile des résultats obtenus. Je n'en veux pour preuve que ce fait : notre balance des brevets est favorable puisqu'en 1965 nous avons vendu pour 27 millions de francs de brevets et que nous n'en avons acheté que pour 11 millions de francs ; mais notre balance des redevances de fabrication est lourdement déficitaire : en 1965, nous avons dépensé 705 millions de francs et encaissé 292 millions de francs seulement, soit un déficit de 413 millions de francs dont l'essentiel, 274 millions de francs, au profit des seuls Etats-Unis.

A cet égard, M. Cogniot s'est livré à une critique acerbe de la notion d'exploitation. Il a indiqué que les universitaires étaient réfractaires à une exploitation parce qu'ils voulaient garder les mains propres. Cette formule de M. Cogniot rappelle irrésistiblement — et il a y certainement pensé — celle qui a été appliquée à Emmanuel Kant : il a les mains pures, mais il n'a pas de mains.

Le problème consiste à donner à la recherche française les mains qui lui manquent. Les plus grands pays de recherche sont aussi ceux qui exploitent le mieux, ceux qui ont des mains. Par exemple, monsieur Cogniot, en U. R. S. S. un éminent président d'une section de l'académie des sciences me déclarait au mois d'octobre, dans un discours public, « qu'il n'y a pas de recherche fondamentale si, un jour ou l'autre, elle ne donne pas lieu à des applications... ».

M. Georges Cogniot. Il n'y a pas de Schneider en U. R. S. S. !

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. ... « qu'il n'y a pas de chercheur qui trouve s'il n'est pas intéressé personnellement au succès de la découverte. »

Voilà, monsieur Cogniot, des propos qui sentiraient le fagot chez nous, mais là-bas ils sont parfaitement admis.

Je signale par parenthèse que ce voyage, qui avait pour but de développer la coopération scientifique entre l'U. R. S. S. et la France, but qui a été d'ailleurs largement atteint, montre que je ne me suis pas laissé hypnotiser, comme M. Cogniot l'a laissé entendre, par la recherche aux Etats-Unis.

Je dois préciser à M. Darras que l'aide à la recherche de développement n'est pas inscrite au V^e Plan pour 6 millions de francs, mais pour 600 millions de francs.

M. Michel Darras. C'est un simple lapsus de ma part !

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. M. Cogniot a semblé craindre que la recherche de développement ne soit une nationalisation des risques et une individualisation des profits, mais je ne crois pas que ce soit exact. Comment les choses se passent-elles en effet ? L'aide à la recherche de développement est ainsi agencée : l'Etat avance 50 p. 100 des sommes qui sont nécessaires à une opération de développement, à condition que l'industrie en avance autant de son côté, et l'industrie rembourse, en cas de succès, la somme avancée par l'Etat...

M. Georges Cogniot. Fort heureusement !

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. ... avec une prime de 20 p. 100 en sus.

On pourrait donc dire aussi qu'il y a socialisation partielle des bénéfices et qu'il y a capitalisation partielle des risques, puisque l'Etat n'intervient que dans la mesure où l'industriel prend des risques égaux.

L'Etat se doit donc de soutenir une initiative privée, quand elle existe, en faveur de l'exploitation de la recherche. Tout se passe comme si les découvertes de nos chercheurs avaient besoin d'être assimilées d'abord par les entreprises étrangères avant de pouvoir être exploitées en France même. C'est une

sorte de faiblesse dont nous souffrons depuis longtemps, qui est en quelque sorte congénitale et contre laquelle les pouvoirs publics s'efforcent de lutter.

Il nous semble donc que l'ANVAR pourrait aider l'Etat à lutter contre cette tendance. Une lourde menace pèse sur nos industries qui sont souvent sans réaction, on le rappelait tout à l'heure contre l'invasion de la France par les techniques étrangères. Seul un renforcement des liens entre les différents laboratoires et l'industrie, entre les différents stades de la recherche pourrait permettre de redresser cette situation préoccupante.

Il s'agit en quelque sorte de parcourir beaucoup plus vite ce chemin qui va du laboratoire jusqu'à l'usine et jusqu'au prototype, chemin que nous parcourons trop lentement, car c'est celui qui débouche le premier au stade de l'application pratique qui s'assure l'essentiel des avantages techniques et commerciaux d'une découverte.

Rien n'est plus important pour la fécondité de la recherche, aussi bien de la recherche fondamentale que de la recherche appliquée, monsieur Cogniot, que de raccourcir ces délais entre la découverte et son exploitation, que de raccourcir ce passage à l'application qui devient ainsi une véritable course contre la montre.

Le service des inventions de l'éducation nationale qui existe au C. N. R. S., comme M. Longchambon l'a rappelé — et pour cause car, je crois, il n'est pas tout à fait étranger à sa création — rend les plus grands services, mais il dispose de moyens insuffisants, tant vers l'intérieur pour la prospection de découvertes que vers l'extérieur pour l'exploitation des inventions. Les règles de la comptabilité publique qu'il doit appliquer rigoureusement sont peu adaptées à des tâches qui sont vraiment de caractère industriel et commercial.

C'est pourquoi il a paru nécessaire de créer cette agence chargée de l'exploitation des résultats. Elle sera située auprès du principal organisme de recherches fondamentales, le C. N. R. S., mais elle devra travailler dans une optique largement interministérielle. Je dis « auprès du C. N. R. S. » et non pas « sous ses ordres », contrairement à ce que souhaiterait M. Cogniot, car on ne voit pas très bien comment un établissement public pourrait être placé sous les ordres d'un autre établissement public. En revanche, il est naturel que l'établissement public que sera l'Anvar, soit soumis, au moins en ses débuts, à la même tutelle que cet autre établissement public qu'est le C. N. R. S.

Cette agence ne procédera pas elle-même aux opérations de mise au point des brevets. Elle devra les sous-traiter systématiquement aux organismes publics et des entreprises privées qui seraient capables de s'y intéresser.

A propos de l'institut de recherche d'information et d'automatique, je vais m'efforcer de répondre aux préoccupations manifestées par M. Chauty. Au XIX^e siècle, la révolution industrielle avait permis de multiplier des millions de fois, grâce aux machines, l'énergie physique de l'humanité, mais sans que le système nerveux des hommes qui commande à cette puissante musculature ait été changé en rien. La seconde moitié du XX^e siècle a vu naître, grâce aux ordinateurs électroniques, une révolution nouvelle qui se développe sous nos yeux et qui est plus importante que la révolution industrielle, car elle touche au domaine de la mémoire et même de l'intelligence. Les ordinateurs vont permettre de multiplier la capacité du système nerveux de l'humanité autant que la révolution industrielle a permis de multiplier ses capacités physiques, son système musculaire.

Les ordinateurs permettent de traiter des problèmes de plus en plus complexes dans des temps de plus en plus courts. Ils rendent donc pratiquement possible et même facile la solution de problèmes qu'aucun savant n'aurait osé aborder il y a moins de trente ans. Chaque jour, les ordinateurs trouvent des applications nouvelles qu'il s'agisse d'études techniques, de gestion des entreprises et des administrations, de la documentation, de l'automatisation des fabrications et même de la médecine. Bref, les ordinateurs sont de plus en plus présents partout où jouent un rôle la mémoire, l'analyse et la synthèse. Or, une nation pas plus qu'un corps ne peut vivre de matière autonome si son système nerveux ne lui appartient pas.

Si la France veut garder sa personnalité elle doit, face à la révolution née des progrès de l'informatique, développer son propre système nerveux. Mais tout n'est pas de posséder des calculatrices, encore faut-il savoir s'en servir. Encore plus que des problèmes industriels, l'entrée de la France dans l'ère des ordinateurs pose à notre pays des problèmes de recherche, des problèmes de formation de spécialistes, donc des problèmes d'hommes. Et je voudrais montrer à M. Cogniot que les problèmes d'hommes ne nous sont pas aussi étrangers qu'il le croit. C'est à l'homme qu'il appartiendra de réaliser des ordinateurs de plus en plus puissants et de plus en plus rapides.

C'est l'homme aussi qui devra améliorer les méthodes d'analyse des problèmes et les méthodes de « programmation » qui en découlent. C'est l'homme encore qui devra chercher à mettre au point les langages nouveaux qui devront lui permettre de converser avec la machine. C'est l'homme, enfin, qui devra veiller à ne pas se laisser dépasser par cette révolution qui est en train de se dérouler sous ses yeux.

Par exemple, les calculs nécessaires pour établir le projet d'un pont en béton armé permettent de choisir à coup sûr et en quelques secondes la solution la meilleure, alors qu'il faut encore plusieurs mois à un bureau d'études composé d'ingénieurs et de techniciens pour effectuer les mêmes calculs. L'ordinateur permet seul de traiter des statistiques économiques de plus en plus complexes et l'on n'en finirait pas d'énumérer les domaines dans lesquels son action est déjà en train de se développer.

Devant l'ampleur, devant l'urgence aussi des problèmes posés sur le plan national par cette mutation qui se développe dans tous les grands pays, l'Etat a jugé qu'il devait prendre des initiatives. La nomination récente d'un délégué à l'informatique contribuera à amorcer et à contrôler une évolution qui est déjà entamée mais qui risquait de se faire de façon anarchique. La création de l'institut national de recherche d'informatique et d'automatique que nous vous proposons permettra de faire face aux besoins en matière grise. Non pas qu'il n'existe rien en France en matière d'informatique, mais, comme il est naturel pour une science toute neuve, les recherches foisonnent dans un grand nombre d'organismes privés ou publics et ne sont pas coordonnées. L'informatique et l'automatique font appel à des spécialités très diverses qu'il est nécessaire de grouper et d'harmoniser. La formation de spécialistes de très haut niveau n'est pas assurée avec suffisamment d'ampleur, pas plus que le « recyclage ».

Je rends à cet égard hommage à la pertinence de l'exposé de M. Chauty sur ce problème de l'informatique et de la structure industrielle française. J'ai pris note de ses suggestions sur la liaison entre l'institut de recherche d'informatique et d'automatique et l'industrie, ainsi que de ses suggestions sur le rôle que pourrait jouer l'institut en matière de spécialisation et de « recyclage ». Il est parfaitement vrai que le « recyclage » devra être un des objectifs essentiels de l'I. R. I. A. parce que ce sera la condition première d'une diffusion rapide des techniques de l'informatique. A l'heure actuelle des ingénieurs de quarante ans qui sont sortis de leur école il y a quinze ou vingt ans ne savent pas ce que c'est que l'informatique parce qu'ils ne l'ont pas apprise dans leur école, tout simplement parce qu'elle n'existait pas en ce temps-là. Ils ont donc besoin d'être « recyclés » et c'est ce « recyclage » qu'il s'agit d'organiser en grand. L'I. R. I. A. ne fera pas lui-même du « recyclage », mais il faudra qu'il agisse pour former les « recycleurs » c'est-à-dire ceux qui s'occuperont eux-mêmes de faire faire aux ingénieurs les stages nécessaires pour les mettre à la hauteur de cette révolution qui s'accomplit dans l'exercice de leur métier.

L'I. R. I. A. sera un établissement public qui sera à mi-chemin entre le caractère administratif et le caractère industriel et commercial. Cette disposition, nous semble-t-il, devrait permettre un plus grand réalisme dans le recrutement ou l'association de personnes qui appartiendront aussi bien au secteur privé qu'au secteur public. Ce statut devrait également favoriser une gestion plus efficace des contrats de recherche, une meilleure organisation de la documentation, en liaison avec les organismes étrangers et une meilleure coopération entre l'université et l'industrie. Cet institut, lieu de rencontres et de contacts entre les secteurs public et privé, aura en quelque sorte un statut intermédiaire entre les deux qui ne peut que favoriser entre eux une coopération active.

Mesdames, messieurs les sénateurs, s'il est raisonnable d'espérer des trois créations que nous vous proposons une amélioration appréciable du rendement de notre recherche et de sa puissance d'innovation, source indéniable de prospérité économique et de progrès social, il n'en faudrait pas pour autant s'imaginer que cette création est une panacée et il ne faudrait pas céder à un optimisme exagéré.

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte, comme M. le professeur Longchambon et M. Véron m'y ont d'ailleurs invité, pour faire le point de la politique scientifique que nous suivons. C'est évidemment un sujet très vaste, trop vaste pour le temps de parole dont je dispose et pour l'heure à laquelle nous sommes arrivés, aussi me limiterai-je à quelques points essentiels.

D'où venons-nous ? Où allons-nous ? A la fin de la seconde guerre mondiale la situation de notre recherche était critique, cependant que le conflit avait accéléré fabuleusement, surtout aux Etats-Unis, en Angleterre et en U. R. S. S., le développement des découvertes. J'ouvre ici une parenthèse : pensez seulement, monsieur Cogniot, au radar, à l'électronique, aux fusées, aux

moteurs à réaction, à l'énergie nucléaire, aux antibiotiques, toutes découvertes en application scientifiques qui se sont développées pendant la guerre car, monsieur Cogniot, c'est une vérité pénible à dire, mais la recherche militaire peut avoir un effet dynamique sur l'évolution de la recherche. C'est une leçon bien triste mais constante de l'histoire des civilisations et le proverbe grec selon lequel la guerre est la mère de toutes choses que vous m'avez attribué généreusement, je ne l'ai pas repris à mon compte, je n'ai fait que le citer pour montrer que c'était une vieille constatation, si désagréable soit-elle. M. Cogniot a invoqué mes sophismes, mais ce serait un sophisme que de déduire de cette constatation que je suis partisan des guerres.

Mon propos n'était pas là, mais il était de constater que la recherche militaire peut avoir un effet d'impulsion prodigieux sur le développement de la recherche en général et, pour en terminer avec ce point soulevé par M. Cogniot qui s'en est pris particulièrement, comme M. Darras, aux recherches en matière d'atome militaire, je voudrais simplement faire remarquer ceci : les dépenses atomiques militaires représentent 12 p. 100 du budget militaire. Ces 12 p. 100 ne sont pas arrachés à la recherche mais à l'infanterie, aux casernes traditionnelles et aux souliers de marche et ils sont attribués à la recherche. Ils s'ajoutent à l'effort de recherche pacifique, ils ne s'en retranchent pas. Je crois que statistiquement il était important de le souligner.

Je ne poursuivrai pas plus longtemps cette querelle et je reviens à mon rapide historique. Dans les dix années qui ont suivi la Libération le I^{er} et le II^e plan se sont efforcés de reconstruire notre infrastructure pour les secteurs de base, mais sans s'attaquer encore à notre retard dans le domaine scientifique. Deux décisions prises au cours de cette période par le Gouvernement méritent cependant de retenir l'attention : 1945, création du commissariat à l'énergie atomique, qui a permis d'affirmer la puissance française dans un secteur essentiel ; 1954, création d'un secrétariat d'Etat à la recherche scientifique et technique, confié au professeur Longchambon.

Il est exact qu'en 1936 en effet il y avait eu un sous-secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche scientifique, mais l'innovation faite en 1954 est importante car il s'agissait de créer un secrétariat d'Etat à la recherche directement rattaché au président du conseil et chargé ainsi de donner l'impulsion interministérielle et d'imposer la coordination interministérielle sans laquelle la recherche ne pouvait pas progresser. Ceci constitue une innovation que j'ai tenu et que je tiens à souligner de nouveau. L'action du professeur Longchambon, soit pendant son trop bref passage au Gouvernement, soit pendant les années qui suivirent comme président du conseil supérieur de la recherche scientifique et technique, a préparé et mis en place des structures cohérentes qui devaient permettre l'élaboration d'une politique scientifique plus efficace.

La grande réforme de novembre 1958 qui créait le comité interministériel de la recherche scientifique et technique, le comité consultatif de la recherche scientifique et la délégation générale à la recherche scientifique et technique était l'aboutissement même des travaux auxquels M. Longchambon avait présidé à la tête du conseil supérieur. Elle a été complétée par la loi-programme qui a créé les actions concertées de recherche. Ces innovations n'ont pas tardé à porter leurs fruits.

Le troisième plan, de 1958 à 1961, avait eu pour souci essentiel d'investir en hommes ; le quatrième plan, de 1962 à 1965, s'est donné pour objectif de fournir des moyens à ces hommes : après avoir formé des équipes, il s'agissait de leur fournir des équipements pour les mettre à la disposition des équipes et c'est ainsi que la science française a commencé à être dotée de grands outils de recherche. Les conditions favorables au redressement sont désormais créées. De fait, de 1958 à 1965, l'effort budgétaire s'est multiplié par quatre et les crédits de l'« enveloppe recherche » sont multipliés par huit ; le nombre des chercheurs a été multiplié par trois. Le taux de croissance de notre effort de recherche, monsieur Cogniot, est resté continuellement le plus élevé du monde depuis 1958, de l'ordre de 25 p. 100 par an, alors que le taux de croissance de la recherche aux Etats-Unis, en U. R. S. S. et en Grande-Bretagne ne dépassait pas la moitié de ce taux de croissance. Les équipes françaises ont reconquis ainsi des positions plus qu'honorables dans de nombreux domaines qu'il est inutile d'ailleurs d'énumérer.

La France redevient aujourd'hui ce qu'on pourrait appeler une puissance de recherche, mais la compétition internationale nous impose de poursuivre notre effort de formation des hommes et notre effort technique. Ce sera l'objet du V^e Plan qui consacre un effort important en faveur de la recherche fondamentale qui est à la base de toutes les découvertes ayant entraîné de véritables révolutions sur le plan technique. On a déjà rappelé tout à l'heure des exemples ; j'en rappellerai moi aussi quelques-uns. C'est aux

découvertes des savants qui étaient uniquement préoccupés de recherche fondamentale comme Faraday, Hertz, Maxwell et Becquerel que nous devons des applications extrêmement intéressantes et qui ont bouleversé les conditions de l'économie contemporaine, comme les génératrices d'énergie électrique, les télécommunications ou l'énergie nucléaire.

En France, c'est dans le cadre du ministère de l'éducation nationale que la recherche fondamentale trouve les conditions les plus propices à son épanouissement et en particulier au Centre national de la recherche scientifique qui est loin de répondre au tableau pitoyable qu'en a fait M. Cogniot puisqu'il vient de connaître un développement spectaculaire, son budget ayant été multiplié par quatre entre 1958 et 1965. Vous voyez qu'il est l'objet de toute la sollicitude du Gouvernement. Il faut y ajouter les laboratoires de recherche pure des universités, le Collège de France, l'Observatoire de Paris, le Museum d'Histoire naturelle, l'Ecole normale supérieure, récemment mise en vedette par la haute distinction décernée au professeur Kastler.

Certains ont émis des doutes sur la possibilité de tenir les paris en hommes qui sont inscrits dans le V^e Plan. Mais le fait que ces paris ont été tenus jusqu'à maintenant devrait rassurer les plus inquiets. L'effectif du corps enseignant des facultés et des chercheurs du C. N. R. S. est passé de 9.700 en 1959 à 23.200 en 1965, ce qui représente un taux de croissance beaucoup plus élevé que le taux nécessaire pour réaliser les ambitions du V^e Plan. En dotant ainsi la recherche universitaire, le Gouvernement a prouvé tout l'intérêt qu'il attachait à la recherche fondamentale qui est le fer de lance de toute notre recherche.

Et maintenant, où allons-nous ? La voie est tracée. Elle est inscrite dans le V^e Plan de la recherche qui nous définit les objectifs. Il s'agit de doubler le potentiel scientifique de la France entre 1965 et 1970, ce qui est une haute et difficile ambition, je le reconnais bien volontiers. Nous sommes décidés à poursuivre énergiquement les orientations du V^e Plan sans perdre de vue que notre investissement scientifique doit s'intégrer dans une politique d'aménagement du territoire.

A cet égard, le développement des métropoles de recherche, c'est-à-dire des métropoles d'équilibre, plus Grenoble et Rennes, fait l'objet de tous nos soins. S'il n'est pas possible de commenter ici, suivant toutes les disciplines, les orientations du V^e Plan, cette vue d'ensemble que souhaitait M. Vérillon existe dans le V^e Plan, qui est le fruit de deux ans de travaux.

A ce point, je voudrais répondre à un certain nombre d'objections formulées à propos de l'ampleur du projet de loi que j'ai l'honneur de vous présenter. Puisque M. Cogniot a largement fait allusion à mon discours devant l'Assemblée nationale — il a de bonnes lectures — il aurait pu citer les options prioritaires que j'avais définies, par exemple, la médecine, les sciences humaines et l'urbanisme. Je les ai citées longuement dans l'exposé de la politique scientifique du Gouvernement. Elles ne sont pas négligées. Je n'éprouve pas le besoin de vous développer de nouveau ce chapitre. Je n'ai pas le temps, ce soir, d'énumérer tous les domaines. Je vous demande de me donner acte que cela ne signifie pas que je ne m'y intéresse pas.

M. Vérillon et M. Cogniot ont déploré, par exemple, que la loi ne s'étende pas au domaine de la santé. Le texte que je vous présente est un projet de loi d'organisation et de création de structures. Or, le domaine de la santé possède des structures très satisfaisantes, qui s'appellent l'Institut national de la santé, d'études et de recherches médicales. Il s'agit simplement de le faire vivre. Par le IV^e Plan, vingt-sept unités de recherche avaient été prévues et, par le V^e Plan, quarante-quatre unités de recherche sont prévues. M. Cogniot a cité les maladies cardiovasculaires, le cancer, que sais-je encore ? Tout cela est très présent à notre esprit, mais ce n'est pas une affaire de structures, c'est une affaire de budget. Si M. Cogniot m'avait fait l'honneur d'assister au débat budgétaire qui s'est déroulé ici même, il aurait été en mesure d'entendre les indications que j'ai fournies à cette occasion en ce qui concerne les crédits prévus l'an prochain pour la recherche en matière de santé.

M. Georges Cogniot. J'ai entendu les doléances des médecins.

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Ils ne se réfèrent pas à l'an prochain, car je parle de l'an prochain. Les crédits, qui ont été d'ailleurs votés par le Sénat, comportent un accroissement d'autorisations de programme de 58 p. 100 pour l'Institut national de la santé, d'études et de recherches médicales, puisqu'on passe de 24 millions de francs en 1966 à 38 millions en 1967, et le taux de croissance moyen des crédits de recherche qui sont alloués au ministère des affaires sociales est de 38 p. 100 de 1958 à 1965, ce qui est un taux très élevé.

M. Darras a fort justement rappelé que le Gouvernement avait envisagé au printemps une loi de programme. C'est parfaitement exact. S'il n'a pas à ce jour donné suite à ce projet, c'est qu'il est apparu tout simplement difficile de faire en quelques mois un travail qui avait demandé, je viens de vous le dire, deux ans

d'efforts et auquel s'étaient associés plus de 1.000 scientifiques. Il est d'ailleurs apparu, après de longs examens, que pour les opérations prévues au V^e Plan cet effort de programmation était inutile puisque le plan était un guide suffisant et même suffisamment souple pour cette recherche dans une matière évolutive entre toutes. En ce qui concerne les opérations non prévues au V^e Plan, les éléments d'information nécessaires faisaient encore défaut au moment où il a été élaboré; leur coût est encore très approximatif et, même s'il était exactement connu, on aurait dû reviser le plan, ce qui ne paraissait pas une procédure très justifiée.

D'ailleurs, M. Cogniot s'est fait l'ardent défenseur du plan et je ne saurais trop l'en approuver. J'affirme à votre Assemblée que notre ambition est de suivre le plan, de nous y tenir. Les exemples que l'on a cités pour montrer que nous ne nous y tenions pas me paraissent inexacts. Par exemple, en ce qui concerne la physique des hautes énergies, il est difficile de dire que nous ne faisons rien: Saturne à Saclay, l'accélérateur d'Orsay et ses anneaux de stockage, les 28 milliards d'électrons-volts du C. E. R. N. auquel nous contribuons activement, la collaboration franco-soviétique, décidée tout récemment, qui se déroulera à Serpoukov et va coûter 40 millions de francs pour l'installation de la chambre à bulle actuellement en préparation à Saclay, les négociations actives que nous menons pour le lancement du 300 milliards d'électrons-volts dont nous souhaitons voir décider la construction par le C. E. R. N.; vous voyez que nos ambitions en matière de physique des hautes énergies sont très élevées. Nous sommes en train de procéder à un bilan global de l'effort français et vous comprendrez que le Gouvernement entend légitimement y voir clair avant de prendre des décisions.

Je ne vois pas non plus d'ailleurs, à ce propos, où est le démeurement du ministère de l'éducation nationale que M. Cogniot a également dénoncé et la discrimination contre le C. N. R. S. puisque l'ANVAR est tout près de celui-ci et placé sous la même tutelle...

M. Henri Longchambon, rapporteur. Momentanément!

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. ... puisque le CNEOX se situe en aval et que l'I. R. I. A. fonctionnera en liaison et avec l'aide du ministère de l'éducation nationale et de la recherche universitaire; mais tout cela ne veut pas dire que nous estimions suffisant de s'en tenir aux prévisions du V^e Plan, car l'innovation va si vite qu'il était difficile de délimiter à l'avance ce qui doit être réalisé dans une période de cinq ans.

Or, trois objectifs nouveaux se sont concrétisés depuis la sortie du V^e Plan et nécessitent une action immédiate. Je voudrais les exposer rapidement devant le Sénat: il s'agit du satellite de télécommunication, des réacteurs surrégénérateurs à neutrons rapides et du plan calcul.

Parlons d'abord du satellite de télécommunication. En 1970, plusieurs rendez-vous doivent être tenus: d'abord, dans le cadre de l'organisation européenne pour la construction et le lancement d'engins spatiaux, nous devons pouvoir disposer, en 1970, d'une fusée *Europa 1*, améliorée par l'adjonction d'un moteur d'apogée et d'un moteur de périégée qui doivent la mettre en mesure de placer sur orbite géostationnaire un satellite de télécommunication.

D'autre part, en 1970, nous devons être en mesure de tenir prêt le champ de tir de Guyane qui doit être opérationnel à cette date et un satellite de télécommunication doit être conçu, préparé et mis en œuvre pour que ce rendez-vous ne soit pas inutile. Nous ne devons pas laisser échapper l'occasion qui nous est ainsi offerte de mettre en orbite un satellite expérimental de télécommunication, c'est-à-dire de téléphonie, de radio, de télévision, qui nous permettrait de faire notre entrée dans un domaine d'exploitation très prometteur actuellement réservé aux deux géants de l'espace.

Second élément nouveau, par rapport au V^e Plan, les réacteurs surrégénérateurs à neutrons rapides. Le doublement décennal des besoins en énergie électrique pose des problèmes très délicats d'approvisionnement des centrales électriques. Heureusement, l'énergie nucléaire se prépare à prendre la relève des formes traditionnelles d'énergie, le charbon, le gaz, le fuel, qui ne disparaîtront pas, mais qui, dans une certaine mesure, plafonneront et qui ont besoin de cette relève.

Déjà, vous savez que certaines centrales électriques nucléaires, alimentées en uranium, sont opérationnelles.

Les réacteurs surrégénérateurs à neutrons rapides pourraient constituer la solution de l'avenir, puisqu'ils permettront de tirer cinquante à soixante fois plus d'énergie de la matière fissile que les réacteurs du type actuel. Nous avons donc décidé d'intensifier nos recherches dans ce domaine. Le commissariat à l'énergie atomique va construire — et là encore le nombre de réalisations qu'a à son actif le C. E. A. est le gage que ce projet n'est pas un chimère, monsieur Darras — un réacteur

de ce type, *Phénix*, d'une puissance de 250.000 kilowatts, puissance un peu supérieure à celle de l'usine de la Rance pour un coût un peu supérieur également: 500 millions de francs.

Troisième élément nouveau par rapport au Plan et dernier, le plan-calcul. J'ai déjà eu l'occasion, lorsque j'ai parlé de la création de l'I. R. I. A., de souligner l'importance des ordinateurs dans le monde de demain. La capacité de concevoir, de fabriquer et d'utiliser de grands ordinateurs constitue une possibilité de domination scientifique, économique et industrielle. La France ne pouvait accepter d'être totalement dépendante dans ce domaine déterminant.

L'Etat se propose d'aider l'industrie française des ordinateurs qui existe, mais qui est insuffisamment puissante, puisqu'il n'existe pas en France d'entreprise qui ait des ressources suffisantes pour entreprendre une opération aussi risquée techniquement et commercialement. Il apportera son aide financière en accordant à l'industrie une aide évaluée à une somme de l'ordre de 400 à 500 millions, effectivement, monsieur Cogniot, pour les quatre ans à venir.

Pourquoi, monsieur Cogniot, ne décidons-nous pas de faire une entreprise nationale comme le commissariat à l'énergie atomique? Parce que, si nous voulions aboutir aux mêmes résultats par la création d'un organisme national, il en coûterait certainement trois, quatre ou cinq fois plus cher car il s'agirait de créer quelque chose à partir de rien. La solution la plus économique paraît donc être d'aider les industries qui existent, à condition que les industries concernées opèrent les concentrations nécessaires et construisent des ordinateurs qui répondent à un modèle défini en fonction des besoins de la nation.

Si le temps ne me pressait, j'aurais grande envie de placer ici un bref développement sur la collaboration internationale à partir de laquelle M. Darras a présenté un certain nombre de considérations intéressantes. Je me bornerai à dire que, pour les cinq années couvertes par le V^e Plan, notre contribution à des organismes internationaux de recherche scientifique et technique sera supérieure au total de « l'enveloppe recherche » inscrite au Plan pendant la même période.

M. Henri Longchambon, rapporteur. C'est ridicule!

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Je n'irai pas jusqu'à employer le terme de votre rapporteur, mais c'est en tout cas considérable et il me paraît difficile de déséquilibrer notre recherche au point de faire beaucoup plus dans des organismes internationaux que sur le plan national.

J'ajouterais d'ailleurs qu'il est d'autres méthodes de coopération internationale auxquelles nous avons recours et qui coûtent beaucoup plus cher encore. Il s'agit des programmes bilatéraux et vous savez que nous sommes extrêmement éclectiques dans ces programmes puisque nous les développons aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec l'Angleterre, la République fédérale d'Allemagne et l'U. R. S. S.

Mesdames, messieurs, puisqu'il faut conclure, le V^e Plan, avec les orientations supplémentaires que je viens d'évoquer devant vous, correspond à un effort considérable pour la recherche, sur le plan national comme sur le plan international.

Pouvons-nous faire davantage? Soyons réalistes: je ne crois pas que nous puissions faire beaucoup plus. Le pays ne peut guère forcer l'allure déjà très rude qu'il s'est fixée dans ce domaine. Non seulement l'équilibre économique impose des exigences et des limites, mais il faut compter avec nos réserves en matière grise qui sont elles aussi limitées et qui doivent faire face à toutes les demandes de tous les secteurs de l'activité nationale. Il ne peut pas y avoir une polarisation exclusive sur la recherche. Enfin, la capacité de croissance des organismes de recherche eux-mêmes ne permet pas de dépasser un certain taux annuel de croissance.

En serons-nous donc réduits à constater les risques que fait courir à notre économie et même à notre indépendance l'essor spectaculaire de la recherche aux Etats-Unis?

Non, nous ne nous en tenons pas là. Nul pays ne souhaite autant que le nôtre développer la coopération scientifique et technique dans le cadre de l'Europe et développer même la coordination scientifique et technique. En mars dernier, la France a pris l'initiative de proposer à ses partenaires du Marché commun l'étude des mesures propres à promouvoir et à coordonner leur effort de recherche. M. Darras a tout à l'heure souligné les initiatives étrangères. Je me permets de signaler une initiative française qui leur était antérieure. Plusieurs réunions de spécialistes ont déjà eu lieu à Bruxelles et nous espérons que, grâce à la prise de conscience qui semble en train de se faire, nos partenaires ressentiront aussi clairement que nous-mêmes le besoin de coopérer.

Face aux contingents neufs qui disposent d'immenses ressources, qui disposent maintenant de la maîtrise des techniques industrielles classiques, la France apparaît comme moyenne. Elle

est moyenne par ses dimensions. Elle est moyenne par sa population. Elle ne peut espérer maintenir son rang, elle ne peut espérer assumer ses responsabilités envers le tiers monde, elle ne peut espérer continuer à jouer son rôle humain qu'en devenant une immense entreprise de recherche, une immense fabrique de valeur ajoutée. A cet égard, son avenir repose sur la puissance créatrice de ses chercheurs, de ses techniciens, sur l'effort d'exploitation auquel se livreront ses industries. Même si nous ne voulions pas le faire, nous serions entraînés irrésistiblement par la loi du progrès technique qui caractérise notre époque. Nous n'avons même pas le choix de la cadence de cette recherche, puisqu'elle nous est imposée par les nations qui mènent la course. Toute hésitation nous condamnerait à être absorbés par un autre pays plus puissant ou moins réfractaire que nous aux exigences de ce temps.

Dans la course au progrès technique, la France peut et doit tenir sa place. Nous ne souhaitons pas réaliser des prouesses gigantesques. Nous ne tendons pas non plus à l'autarcie. Nous voulons simplement l'épanouissement d'une recherche moderne qui est sans doute, en définitive, le meilleur garant de l'avenir. *(Applaudissements au centre gauche, au centre et à droite.)*

M. Henri Longchambon, rapporteur. Je demande la parole, pour répondre à M. le ministre.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Monsieur le ministre, vous avez bien voulu répondre aux observations de principe que je vous avais présentées au nom de la commission des affaires économiques et du Plan. La première avait été de regretter — nous l'avions fait en termes très mesurés — que le projet de loi qui nous était présenté fût vague dans ses termes, imprécis, et qu'il ne nous apportât pas, en lui-même, les éléments d'appréciation pour la décision que la Constitution nous charge de prendre en matière de création d'établissements publics nouveaux.

Vous nous avez répondu en des termes que je dois relever. Vous nous avez dit : après tout, deux d'entre eux auraient pu être créés par décret ; nous aurions même pu nous contenter d'un article unique prévoyant la création de trois organismes — le CNEEXO, l'ANVAR et l'I.R.I.A. — et ajoutant que des décrets fixeraient leur fonctionnement.

Monsieur le ministre, si vous aviez pu les créer par décret, il aurait mieux valu le faire que de nous proposer une formule qui est un affront certain, une insolence envers le Parlement. Le Conseil constitutionnel a étudié le problème de la création par décrets d'organismes d'un caractère déjà existant et qui, de ce fait, n'appelleraient plus, de par l'article 34 de la Constitution, l'intervention du Parlement. Son avis fait état de la disposition constitutionnelle selon laquelle « relèvent du pouvoir législatif les règles concernant la création de catégories d'établissements publics ». Ce sont ainsi les règles auxquelles ils devront obéir qui sont soumises à la décision du Parlement. Or, je vous ai fait remarquer que celles-ci ne figurent pas dans le projet de loi.

Vous nous avez dit également : « Cette création aurait pu se faire par décret parce que deux d'entre eux ont le caractère industriel et commercial et que de nombreux établissements publics ont déjà ce caractère industriel et commercial ».

Mais voici ce que dit le Conseil constitutionnel :

« Considérant que doivent être regardés comme entrant dans une même catégorie, au sens de la disposition susmentionnée, les établissements publics dont l'activité a le même caractère — administratif ou industriel et commercial — et s'exerce territorialement sous la même tutelle administrative, et qui ont une spécialité étroitement comparable... »

C'est dans la mission de l'organisme qu'apparaît le caractère nouveau dont il est demandé au Parlement de décider s'il doit être conféré ou non. Ce n'est parce qu'il existe déjà des organismes à caractère industriel et commercial qu'on peut en créer de nouveaux par décret dans n'importe quel domaine, avec n'importe quelle mission. Il faut qu'ils soient d'une spécialité étroitement comparable dans leur nature et dans leur mission.

Mais passons, monsieur le ministre, si vous le voulez bien, sur ce point. Il est tard ; nous n'allons pas engager ici un débat d'ordre juridique sur l'interprétation d'un point constitutionnel. Nous constatons que le Gouvernement a soumis au Parlement la décision de création de ces trois organismes ; nous constatons qu'il a bien voulu, dans les travaux préparatoires, donner toutes les informations dont le Parlement avait besoin pour se faire une opinion sur leur mission et leurs règles de constitution. Je maintiens, au nom de la commission des affaires économiques, l'accord de principe qu'elle invite le Sénat à vous donner sur ce texte.

A la deuxième question de principe que nous vous avons posée, à savoir si ces trois organismes étaient les prototypes d'un

genre nouveau d'action que vous envisagez d'engager en faveur de la recherche appliquée, ou trois créations de circonstance, mais n'entraînant par elles-mêmes aucune orientation dans l'organisation de la recherche, vous nous avez donné ici les réponses les plus formelles en ce qui concerne vos intentions. Le Gouvernement ne semble pas vouloir créer de nouveaux organismes de cette nature ni par voie réglementaire, ni par voie législative. Nous en prenons acte.

Je voudrais, si vous le permettez, vous dire en terminant, monsieur le ministre, quelques mots sur l'orientation de la politique d'ensemble en matière de recherche scientifique que vous nous avez donnée comme étant celle du Gouvernement et résultant de l'application du V^e Plan. Ce qui la marque, c'est, en effet, une préoccupation très vive de recherche appliquée, d'incitation à des recherches en faveur de l'économie du pays, c'est la multiplication des objectifs de cette nature : ceux du V^e Plan et ceux que vous venez d'ajouter, le plan calcul, les réacteurs surrégénérateurs et les satellites de télécommunications.

Vous voulez ainsi apporter un soin particulier à quelques branches de cet arbre de la science, dont les fruits sont cueillis par l'économie du pays, distinguer certaines d'entre elles et les inciter à être plus productives, plus vigoureuses. Mais vous risquez, si vous ne vous préoccupez pas du tronc de l'arbre de la science et de ses racines, vous risquez, dis-je, d'anémier celui-ci.

M. Georges Cogniot. Très bien !

M. Henri Longchambon, rapporteur. Je voudrais vous rappeler, monsieur le ministre, qu'il y a des options fondamentales, essentielles dont il importe de se préoccuper, car elles commandent le reste. On peut les énumérer très rapidement.

La première, c'est que la recherche se fait par des hommes. Nous avons un déficit terrible de personnel scientifique, au sens général du mot et non seulement en chercheurs.

Vous cherchez constamment la référence aux Etats-Unis d'Amérique en nous disant : les Etats-Unis dépensent quatre fois plus que la France par rapport au produit national brut ; c'est cette différence qu'il faut combler.

Ce n'est pas là le phénomène fondamental. Le phénomène fondamental c'est que, aux Etats-Unis il y a, sur 1.000 travailleurs, cinq chercheurs scientifiques qualifiés alors qu'en France on en trouve à peine un, c'est-à-dire que le rapport eu égard à la population active entre l'Amérique du Nord et la France est de cinq à un. C'est seulement quand vous aurez comblé cette différence — et cela peut se faire — qu'à son échelle la France aura rejoint l'Amérique dans ce domaine.

C'est un effort considérable à faire, mais il est essentiel. Tout ce que vous ferez en aval sera compromis si vous n'envisagez pas les hommes au départ. Cette tâche, si vous l'entrepreniez aujourd'hui, ne portera ses fruits que dans une décennie. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, mais il est très tard, peut-être trop tard. On nous parle d'un doublement du nombre des chercheurs au cours du V^e Plan mais à partir de quelle base ?

Il faudrait s'entendre. Si je prends les chiffres de la commission scientifique au sein du V^e Plan, elle indiquait pour 1962 le nombre de 28.000. Si je prends le rapport de M. Thillard, d'après une certaine « information scientifique », nous y trouvons le nombre de 59.600 chercheurs. Entre 1962 et 1965, c'est plus qu'un doublement, c'est disons, un miracle de la statistique. Je crains qu'il ne corresponde pas à la réalité.

Prenons, si vous le voulez bien, le chiffre cité par M. Maréchal, délégué général à la recherche scientifique dans un article paru au mois d'octobre dernier dans le *Le Progrès scientifique* : il estime à 35.000 le nombre des chercheurs en France.

Si vous voulez le doubler en cinq ans, il en faudra 35.000 de plus, c'est-à-dire 7.000 par an, auxquels on peut en ajouter 1.000, pour tenir compte des départs, ce qui fait 8.000 par an. Or, nous faisons actuellement 18.000 bacheliers mathématiques élémentaires et mathématiques-techniques par an. Et, comme l'a dit M. Cogniot, ce nombre va décroître. Or, 8.000, cela représente 40 p. 100 du contingent de bacheliers mathématiques élémentaires qu'il faudrait transformer en chercheurs pour pouvoir doubler le nombre de ceux-ci en cinq ans. C'est évidemment une impossibilité car il en faut également, vous l'avez dit, pour d'autres secteurs que la recherche.

Il y a en cela une action prioritaire et essentielle à mener avant de se préoccuper de multiplier les recherches appliquées : faites que soit doublé le nombre de bacheliers de mathématiques ; or il faut commencer en classe de seconde.

La deuxième action essentielle à mener est de doter notre pays d'une recherche fondamentale extrêmement puissante. Ne croyez pas qu'elle ait été portée au niveau voulu. Je rends hommage à l'effort qui a été fait depuis 1958 par votre Gouvernement et ceux qui l'ont précédé, en faveur de la recherche fondamentale. Mais ce qui a été fait reste bien loin de ce qu'il

faudrait faire. On parlait de si bas qu'il était facile de multiplier par quatre ou par huit les crédits sans avoir pour autant une recherche fondamentale convenablement dotée.

Puisque l'on se réfère toujours à l'Amérique, rappelons que la *National Sciences Foundation*, après sa création en 1952 par le président Eisenhower a, pendant les trois premières années de son existence, fait des rapports qui ont été des cris d'alarme sur le thème : « L'Amérique est en train de perdre pied en recherche fondamentale, elle est beaucoup trop hypnotisée par la recherche appliquée ». C'est précisément ce que nous sommes en train de faire chez nous. Et l'Amérique a tenu compte de ces avertissements. C'est ainsi que 15 milliards de francs actuels ont été donnés par an, en 1964, par exemple, aux universités américaines pour qu'elles renforcent la recherche fondamentale et forment des chercheurs fondamentalistes. Ajoutez-y la grande razzia en Europe, non pas d'ingénieurs, mais de scientifiques de laboratoires, de savants. Puisque vous voulez considérer les Etats-Unis comme un bon exemple d'efficacité en matière de recherche, n'hésitez pas — ce point est également essentiel — à donner à la recherche fondamentale les moyens d'approcher elle-même l'application.

On construit de nouvelles facultés des sciences. Elles ont toutes le type d'un bâtiment à quatre étages et il est nécessaire, de donner des éducations précises à l'architecte, avant qu'on pose une pierre, sur les endroits où seront les cloisons, les robinets, les prises de courant. Il est impossible d'obtenir des bâtiments de type industriel permettant d'abriter des activités d'application. Cela n'entre pas dans les conceptions actuelles.

Il est en effet un fossé entre la recherche universitaire et l'application, sur lequel vous jetez un pont illusoire, celui de l'A. N. V. A. R. Il est dû à ce que nous avons enfermé la recherche fondamentale sur elle-même en ne lui fournissant pas les moyens d'aller vers l'application. L'idée s'est répandue que ses chercheurs étaient inaptes à l'application.

C'est Joliot-Curie et Francis Perrin qui ont fait le Commissariat à l'énergie atomique. Quand nous avons créé le Centre national d'études spatiales, c'est à M. Jean Coulon, professeur d'université, que la direction a été confiée. Quand on a créé le Centre européen pour les satellites, on a confié sa direction à un universitaire français, M. Pierre Auger.

Il n'y a qu'un fossé créé artificiellement entre recherche fondamentale et application, et il est un autre côté par lequel il faut le combler.

Il faut ouvrir les écoles d'ingénieurs à la recherche, et en même temps à l'industrie. De nos jours, une école polytechnique digne de ce nom ne doit pas être un immeuble de cinq étages rue Lhomond. Ce doit être une très grande cité avec des bâtiments bas de type industriel, dans lesquels se trouvent des prototypes des techniques industrielles les plus modernes.

Si vous voulez copier l'Amérique, il faut vous inspirer de l'institut technologique de Boston, dans le Massachusetts.

Enfin, en ce qui concerne l'organisation de la recherche scientifique dans son ensemble, il faut que l'Etat dispose de deux outils distincts, l'un pour l'intervention en faveur de la recherche fondamentale et l'autre pour l'intervention en faveur de la recherche appliquée, car c'est seulement sur ce plan-là que l'on peut distinguer ces deux catégories de recherches.

En recherche fondamentale, il faut tout organiser autour d'un homme, d'un cerveau génial si possible.

En recherche appliquée, il faut tout organiser autour d'un problème, en rassemblant tout ce qui est nécessaire pour le résoudre.

De ces deux outils distincts, l'un existe : c'est le centre national de la recherche scientifique qui, en matière de recherche fondamentale, accomplit très correctement sa tâche. Il vous suffit d'accroître ses moyens parallèlement à ceux de l'université.

L'autre outil, consacré à la recherche appliquée, doit dépendre du Premier ministre, parce que la recherche appliquée est toujours de caractère interministériel. Il doit comprendre un élément qui recherche et apprécie l'importance des problèmes, qui les précise, qui les délimite et nous savons bien qu'il ne faut pas vouloir trop embrasser, parce que, à vouloir tout faire, on ne fait plus rien.

Ce sont là les actions essentielles à compléter par d'autres mesures : rémunération convenable des chercheurs, fiscalité adaptée à la recherche, etc.

L'industrie française ne pourra accomplir convenablement sa tâche que lorsque, comme l'industrie américaine, elle trouvera dans son propre personnel des scientifiques en nombre accru dans les organismes de recherche fondamentale, des moyens plus puissants et un esprit plus ouvert à ses besoins dans des écoles d'ingénieurs mieux préparées à la recherche. (*Applaudissements.*)

M. le président. Je tiens à indiquer au Sénat, avant de poursuivre la discussion, que je suis saisi sur ce texte de vingt

amendements. La discussion générale a été ample. Je me permets donc de demander à tous nos collègues d'être très brefs, car le Sénat doit siéger ce même jour à dix heures.

La parole est à M. Darras.

M. Michel Darras. Je n'avais pas cherché tout à l'heure à vous interrompre, monsieur le ministre, je voulais simplement m'inscrire de façon à obtenir la parole quelques instants pour vous répondre.

Tout d'abord, j'ai constaté, à la lecture de la sténographie de mon intervention, que j'avais en effet parlé de 6 millions de francs inscrits au Plan pour l'aide globale de l'Etat au développement des résultats de recherche. C'était un lapsus de ma part et je vous donne acte, bien volontiers, qu'il s'agit de 600 millions, mais je confirme que le groupe de travail de la recherche du V^e Plan avait estimé les besoins en la matière à 2 milliards pour la période 1966-1970.

Mais si j'ai redemandé la parole, c'est surtout pour indiquer que je n'accepte pas votre raisonnement en vertu duquel l'atome militaire ne coûte rien dès lors qu'il remplace les souliers de marche, pas plus que je n'accepte l'émission télévisée d'hier soir jouant à faire deviner comment a évolué le pourcentage des dépenses militaires dans le budget de 1956 à nos jours en tirant simplement un trait — un de plus ! — sur ce qui se passait en Algérie à cette époque où de bons esprits, par leurs paroles et leurs écrits, ne préconisaient pas précisément la solution qui a finalement prévalu.

Lorsque vous nous dites que, statistiquement, la branche des recherches militaires s'ajoute à la branche des recherches civiles, je vous réponds : votre raisonnement est absolument erroné, car, au moins budgétairement, vous avez tort et, par ailleurs, vous vous êtes contredit vous-même dans votre exposé puisque vous avez indiqué à un certain moment que nos ressources en matière grise sont limitées.

Au-delà de ce qui fut pendant quelques années le tronc commun de la recherche atomique et militaire, la branche sans fruits de la recherche destinée à la force de frappe nationale absorbe en particulier des ressources en matières grises qui font par ailleurs défaut au pays. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est créé, sous le nom de Centre national d'exploitation des océans, un établissement public de caractère industriel et commercial, doté de l'autonomie financière et placé sous l'autorité du Premier ministre.

« Cet établissement a pour mission, en liaison avec les ministères et les entreprises publiques et privées, de développer la connaissance des océans et les études et recherches tendant à l'exploitation des ressources contenues à leur surface, dans leur masse, leur sol et leur sous-sol.

« A cette fin, il élabore et propose au Gouvernement les programmes de recherche et de développement, coordonne les recherches particulières effectuées par les organismes publics, gère les programmes généraux et les équipements lourds et, plus généralement, prend ou propose toute mesure visant à l'étude ou à l'exploitation des océans.

« Le centre sera, dès la publication de la présente loi, substitué à l'Etat dans les conventions de recherche océanographique passées sur le chapitre 56-00 du budget du Premier ministre au titre de l'action concertée « Exploitation des océans ».

Par amendement n° 1, M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose de rédiger comme suit le début du premier alinéa de cet article :

« Il est créé, sous le nom de centre national pour l'exploitation des océans (C. N. E. X. O.), un établissement... »

(Le reste de l'alinéa sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Cet amendement est simple et tout le monde en comprend la portée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cet amendement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement estime que l'amendement présenté par M. Longchambon apporte une heureuse précision et une amélioration au texte gouvernemental. Je ne m'engage pas d'ailleurs à formuler la même appréciation sur tous les amendements qui seront présentés ! (*Sourires.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 8, M. Vérillon, au nom de la commission des affaires culturelles, propose, après le deuxième alinéa de l'article 1^{er}, d'ajouter un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Le statut du personnel scientifique est celui des personnels du centre national de la recherche scientifique. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. Cet amendement a pour objet d'éviter que des différences entre les statuts des chercheurs ne compromettent le développement de la recherche fondamentale au C. N. R. S.

La commission connaît les inconvénients de ces alignements de statuts qui auraient pour conséquence la limitation des possibilités d'action de certains organismes de recherche dont l'intérêt n'est pas discuté, sous la réserve que vous trouverez dans mon rapport, mais elle veut attirer l'attention du Gouvernement sur les inconvénients majeurs qu'il y a à créer des organismes pour répondre à tel besoin déterminé, sans prendre le problème dans son ensemble et sans aborder les questions fondamentales de rémunération des chercheurs au C. N. R. S., dans les universités et, d'une façon générale, dans tous les lieux où se développe la recherche.

Telle est la signification que la commission attache à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond ?

M. Henri Longchambon, rapporteur. La commission saisie au fond est en plein accord avec les arguments qui ont motivé le dépôt de cet amendement. J'ai déjà signalé le terrible inconvénient des disparités qui apparaîtront spécialement dans le CNEEXO. Sur le fond nous sommes donc d'accord, mais le personnel rémunéré par le C. N. R. S. a un caractère assez spécial. Il est composé d'allocataires de bourses de recherche, choisis par des commissions.

Il est difficile de faire une assimilation juridique entre la situation de ce personnel et celle du personnel qui sera recruté par le CNEEXO. Pour cette raison, la commission saisie au fond émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement est très sensible aux considérations qui viennent de développer les deux rapporteurs, mais il estime, comme M. Longchambon vient de le dire, qu'il y a derrière le libellé de cet amendement une sorte de malentendu. Le CNEEXO ne doit pas être un institut de recherche. Comme l'a dit M. Longchambon, il s'agit d'un état-major tendant à harmoniser progressivement les diverses institutions qui existent déjà, les programmes et les organismes de recherches existants, qu'ils appartiennent à l'Université, au Collège de France, au CNEEXO, au Muséum d'histoire naturelle ou à toutes sortes d'organismes. Par conséquent, ce n'est pas un organisme qui devra recruter lui-même des scientifiques.

Etant donné qu'il aura besoin de très peu de scientifiques, il semble que la solution la plus simple soit que ces rares scientifiques dont il aura besoin soient détachés au CNEEXO. C'est pourquoi le Gouvernement demande à l'Assemblée de ne pas accepter l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8, repoussé par le Gouvernement et par la commission saisie au fond.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par un amendement n° 2, M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose de rédiger comme suit le troisième alinéa de l'article 1^{er} :

« A cette fin, il élabore et soumet au Gouvernement les programmes de recherche et de développement et, plus généralement, propose toute mesure visant à l'étude ou à l'exploitation des océans. »

Par sous-amendement n° 16, le Gouvernement propose au début du texte de l'amendement n° 2, de remplacer les mots : « A cette fin il élabore et soumet au Gouvernement les programmes de recherche et de développement et, plus généralement, propose toute mesure... », par les mots : « A cette fin, il élabore et a qualité pour proposer au Gouvernement les programmes de recherche et de développement, et toute mesure... ».

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre son amendement.

M. Henri Longchambon. La commission accepte le sous-amendement du Gouvernement et ne croit pas devoir s'expliquer sur son propre amendement, qui est de pure forme.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Dans ces conditions, le Gouvernement accepte l'amendement de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 16.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2, ainsi modifié.

(Cet amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 3, M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose, après le troisième alinéa de l'article 1^{er}, d'insérer un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Il gère les programmes généraux en participant au financement de leur exécution, en créant et gérant des équipements lourds d'intérêt général. Il a à connaître des recherches particulières effectuées par les organismes publics et en propose l'harmonisation. »

Par sous-amendement n° 17, le Gouvernement propose, dans le texte de l'amendement n° 3 :

1° De remplacer les mots : « en participant au financement de leur exécution, en créant », par les mots : « notamment en finançant leur exécution, ainsi qu'en créant » ;

2° De remplacer les mots : « propose l'harmonisation », par les mots : « assure l'harmonisation ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Il s'agit encore d'un amendement de pure forme et nous acceptons le sous-amendement du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement accepte l'amendement de la commission, ainsi modifié.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 17.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3, ainsi modifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les votes qui viennent d'intervenir.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — Il est créé, auprès du Centre national de la recherche scientifique, sous le nom d'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), un établissement public de caractère industriel et commercial, doté de l'autonomie financière.

« Cet établissement a pour mission de concourir à la mise en valeur des résultats des recherches scientifiques et techniques effectuées par les entreprises et services publics et notamment par les laboratoires dépendant de l'Université et du Centre national de la recherche scientifique. Il pourra, sur leur demande, apporter le même concours aux entreprises du secteur privé et aux chercheurs isolés. A cette fin, il prospecte les inventions, en assure la mise au point et la protection nationale et internationale, notamment par le dépôt de brevets correspondants, et fait procéder à toutes les opérations propres à préparer leur valorisation, à l'exclusion de celles concernant l'exploitation industrielle elle-même. »

Par amendement n° 9, M. Vérillon, au nom de la commission des affaires culturelles, propose au premier alinéa de cet article, après les mots : « ... auprès du Centre national de la recherche scientifique », d'ajouter les mots suivants : « ... et placé sous la même autorité ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. Comme il est noté dans mon rapport écrit, parmi les trois organismes créés, est indiquée, pour le seul CNEEXO, l'autorité dont il dépend. Cela n'est pas acceptable. Le législateur doit préciser sous quelle responsabilité politique est placé l'organisme qu'il crée.

Par sa nature même, par le fait que sa mission essentielle est de prospecter la matière brevetable au C. N. R. S., dans les facultés, l'ANVAR doit être placée sous la même autorité que le C. N. R. S. même si, son action s'étendant, cette agence acquiert un caractère interministériel ; si, comme nous le souhaitons, elle détecte la matière brevetable dans les organismes de recherche placés sous l'autorité des autres ministères, il est parfaitement normal qu'elle soit placée sous l'autorité du ministre de l'éducation nationale qui a, pour l'essentiel, la responsabilité de la recherche en France.

Telle est la signification que votre commission des affaires culturelles donne à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond ?...

M. Henri Longchambon, rapporteur. La commission donne un avis favorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement donne un avis défavorable à cet amendement parce qu'il ne veut pas voir figurer dans une loi une disposition qui est de caractère évidemment réglementaire.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Sur ce même article 2, par amendement n° 4, M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose, au deuxième alinéa, de remplacer les mots : « aux entreprises du secteur privé et aux chercheurs isolés », par les mots : « à des inventeurs isolés, après avis favorable de la commission des inventions qui lui est rattachée ».

Par sous-amendement n° 18, le Gouvernement propose, dans le texte de l'amendement n° 4, après les mots : « à des inventeurs isolés », d'insérer les mots : « ou à des entreprises du secteur privé ».

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Il s'agit d'un problème très grave. L'ANVAR, cette agence nationale qui doit prospecter les inventions dans les établissements publics, d'après le projet de loi du Gouvernement, a été autorisée, par un amendement introduit par l'Assemblée nationale, à apporter le même concours à des inventeurs isolés et à des entreprises du secteur privé. Cela veut dire que l'on crée ainsi un bureau nationalisé d'ingénieurs-conseils en matière de brevets, ouvert à tout le monde et qui est évidemment en concurrence avec les bureaux privés d'ingénieurs-conseils qui existent déjà ; c'est là une corporation qui a ses statuts, qui est reconnue et qui a des règles de fonctionnement auxquelles il faudra bien que l'ANVAR se soumette.

Par notre amendement, nous voulons que l'ANVAR ne puisse apporter son aide qu'à des inventeurs isolés qui peuvent d'ailleurs être des personnes morales, mais de caractère artisanal, et après avis favorable de la commission des inventions afin d'éviter que l'ANVAR ne soit saisie de nombreuses inventions qui, aux yeux des auteurs, ont beaucoup de valeur, mais en ont rarement aux yeux des examinateurs. Nous rejetons en conséquence le sous-amendement déposé par le Gouvernement qui propose que les entreprises du secteur privé puissent être des clients de l'ANVAR, c'est là une définition trop large.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre le sous-amendement du Gouvernement.

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement ne saurait se rallier à l'amendement n° 4 qu'à condition que le sous-amendement qu'il a déposé soit adopté. Je ne comprends pas la divergence entre le Gouvernement et la commission puisque M. Longchambon a précisé, dans son rapport, que les inventeurs isolés pouvaient être des personnes morales ou physiques. L'expression « personnes morales » prouve que nous sommes d'accord sur le fond. Dans ce cas, il vaut mieux le dire. C'est pourquoi je suggère à votre assemblée d'accepter les termes « à des inventeurs isolés ou à des entreprises du secteur privé ».

A cette condition-là, le Gouvernement est prêt à accepter l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais mettre aux voix, par division, l'amendement n° 4 et le sous-amendement n° 18.

Je mets d'abord aux voix la première partie de l'amendement n° 4, à savoir les mots : « à des inventeurs isolés ».

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 18 tendant à insérer les mots « ou à des entreprises du secteur privé ».

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix la deuxième partie de l'amendement n° 4, à savoir les mots « après avis favorable de la commission des inventions qui lui est rattaché ».

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'amendement n° 4 ainsi complété.

(L'amendement, ainsi complété, est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 5, M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose de remplacer la dernière phrase du deuxième alinéa de ce même article 2 par deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« A cette fin, il prospecte les inventions, en assure la protection nationale et internationale, notamment par la mise au point et le dépôt des brevets correspondants, en respectant les droits des inventeurs et en agissant en accord avec ces derniers.

« Il procède et fait procéder à toutes opérations propres à préparer la mise en valeur de ces inventions, à l'exclusion des opérations de développement et d'exploitation industrielle elles-mêmes. »

Cet amendement est affecté de deux sous-amendements.

Par le premier, n° 19, le Gouvernement propose de remplacer les mots : « il procède et fait procéder », par les mots : « il fait procéder » et, après les mots : « à l'exclusion », de supprimer les mots : « de développement et... ».

Par le second sous-amendement, n° 10, M. Vérillon, au nom de la commission des affaires culturelles, propose de rédiger comme suit la fin du texte proposé par ledit amendement : « ... et fait procéder à toutes opérations nécessaires en vue de préparer ou de faciliter leur mise en application, à l'exclusion de celles concernant l'exploitation industrielle elle-même. »

L'amendement n° 5 et les deux sous-amendements qui l'affectent peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. L'amendement de la commission des affaires économiques exclut formellement de la mission de l'ANVAR la possibilité de faire des opérations de recherche et de développement. Le sous-amendement du Gouvernement tend à réintroduire cette possibilité, mais il apporte une précision et une sorte de concession à la commission des affaires économiques...

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Une concession vraie.

M. Henri Longchambon, rapporteur. ... en renonçant aux mots : « il procède » et en ne laissant à l'établissement que le droit de faire procéder à des opérations.

Le sous-amendement de la commission des affaires culturelles reprend le texte initial du projet de loi ; il laisse donc liberté à l'ANVAR, sans autre précision, en ce qui concerne les opérations de développement, et réintroduit les termes « il procède et fait procéder ». C'est pourquoi la commission des affaires économiques le repousse.

Par contre, elle accepte la première partie du sous-amendement du Gouvernement, qui tend à supprimer les mots « il procède » ; mais s'oppose à sa deuxième partie qui tend à supprimer les mots « de développement et... ».

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis pour soutenir son sous-amendement, auquel s'oppose la commission saisie au fond.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. Les formules que nous proposons sont très voisines et je laisserai donc le Sénat libre de sa décision en la matière.

M. le président. La parole est à M. le ministre pour soutenir son sous-amendement et pour formuler son avis sur l'amendement et le sous-amendement des commissions.

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Sénat ne sera pas étonné que le Gouvernement vous demande d'adopter son sous-amendement. Quant au sous-amendement de la commission des affaires culturelles, j'ai conscience que celui du Gouvernement en reprend l'essentiel, le texte de la commission des affaires économiques amendé comme le propose le Gouvernement apparaissant ainsi comme une solution transactionnelle entre les deux commissions.

Le Gouvernement n'a pas la prétention de s'ériger en arbitre entre elles, mais le texte de la commission des affaires économiques et du plan lui semble receler une contradiction. En effet,

le fait d'ajouter au texte gouvernemental «procède» comporte une extension, par conséquent un risque de prolifération d'ateliers de cet organisme nouveau qu'il s'agit de créer et, en revanche, la suppression de la notion d'opération de développement est une restriction.

En fait, l'intention du Gouvernement est très proche du vœu qui a été manifesté par M. Longchambon. Il est en plein accord avec la commission sur le caractère exceptionnel que devraient revêtir des opérations de développement, et je fais à cet égard devant le Sénat une déclaration qui a la valeur d'un engagement mais il estime que ce problème doit être réglé dans le décret. Sinon, si c'est la loi qui interdit de faire des opérations de développement, il faudrait logiquement une loi à chaque fois qu'on voudrait faire une nouvelle opération de développement.

Par contre, l'amendement que je vous propose supprime le mot «procède», ce qui a pour effet de limiter encore les cas dans lesquels les opérations de développement pourraient avoir lieu puisque ce n'est pas l'organisme qui y procéderait lui-même, ce qui va dans le sens du souci manifesté par la commission des affaires économiques.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Monsieur le ministre, si vous nous donnez l'assurance que, dans le décret d'application, toutes précautions seront prises pour que l'ANVAR n'aille pas lui-même à une catastrophe en se lançant dans des opérations qui tueront son budget et qui le détourneront de ce qui est sa vraie mission, nous acceptons votre sous-amendement.

Dans le texte de notre amendement, les choses étaient complémentaires et non pas contradictoires : nous permettions à l'ANVAR de procéder elle-même à toute une série d'opérations en excluant celles qui étaient dangereuses pour elle. A partir du moment où vous admettez ces opérations, nous préférons qu'elle les fasse faire et je me rallie donc à votre sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 10 est-il maintenu ?

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. A la suite des explications données par M. le ministre, votre commission se rallie également au sous-amendement du Gouvernement et retire celui qu'elle avait présenté.

M. le président. Le sous-amendement n° 10 est donc retiré. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5, modifié par le sous-amendement n° 19 du Gouvernement.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 2 tel qu'il résulte des votes précédemment émis.

(L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — Il est créé, sous le nom d'Institut de recherche d'informatique et d'automatique (I. R. I. A.), un établissement public de caractère scientifique et technique, doté de l'autonomie financière. Cet établissement a pour mission, en matière d'informatique et d'automatique, d'entreprendre ou faire entreprendre des recherches fondamentales ou appliquées ; de développer la formation, l'information et le perfectionnement des personnels de toute nature et de toutes origines ; de rassembler et diffuser toute documentation française et étrangère.

« Les règles de fonctionnement de cet établissement pourront, compte tenu de ses activités de recherche appliquée, et dans la mesure où la nature de ces activités l'exige, comporter des adaptations des règles générales applicables aux établissements de caractère administratif, notamment en ce qui concerne le contrôle financier, les règles de présentation et de modification du budget, la passation des marchés, la situation juridique et les règles de gestion du personnel. »

Par amendement n° 6, M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose, au premier alinéa de cet article, de supprimer les mots : « de caractère scientifique et technique ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Il s'agit, mes chers collègues, de supprimer les mots « de caractère scientifique et technique » introduits par un amendement à l'Assemblée nationale après des explications très nettes données par son auteur au nom de la commission des affaires culturelles et selon lesquelles le fait que l'I. R. I. A. aurait un caractère scientifique et tech-

nique permettrait ensuite au Gouvernement de créer par décret tous les instituts de caractère scientifique et technique qu'il voudrait.

Nous sommes hostiles à cette extension et nous vous demandons donc de revenir au texte même du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement est contre l'amendement numéro 6. C'est un point important, ou plus exactement qui l'est devenu. Pour quelle raison ? Il s'agit là d'une création qui est réclamée depuis longtemps par les chercheurs, notamment par le comité consultatif de la recherche, et qui a été demandé de nouveau récemment au colloque de Caen.

Sur le plan juridique, le Conseil d'Etat a constaté que la création de l'I. R. I. A. entraînerait par elle-même la création d'une catégorie nouvelle d'établissements publics. Or, l'Assemblée nationale a voulu consacrer par cet amendement — et la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale l'a expressément spécifié — la spécificité des problèmes de gestion qui se posent aux organismes de recherche et reconnaître officiellement leur caractère particulier en leur donnant le nom de « scientifique et technique » et en officialisant ainsi la création d'une catégorie nouvelle.

Le Gouvernement a aussitôt présenté un sous-amendement pour faire, si je puis dire, cran d'arrêt, c'est-à-dire pour limiter l'attribution de ce caractère aux seuls établissements faisant de la recherche appliquée, de manière à éviter la prolifération, ce qui rejoint le souci de vos rapporteurs, notamment celui qui a été exprimé tout à l'heure par M. Longchambon.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, il paraît difficile au Gouvernement de revenir sur un amendement, modifié par un sous-amendement du Gouvernement, qui a été adopté par l'Assemblée nationale. Il estime que ce texte représente une amélioration sur son texte initial.

Si le problème n'avait pas été soulevé à l'Assemblée nationale, la catégorie nouvelle aurait été créée par le simple fait que l'I. R. I. A., organisme sans précédent, l'aurait été. L'Assemblée ayant tenu à mettre les points sur les i, si son amendement n'était pas adopté, cela signifierait désormais un refus de cette création d'une catégorie nouvelle d'organismes qui était implicitement décidée. On ne peut donc plus revenir en arrière, car ce serait alors un désaveu explicite.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Monsieur le ministre, vous venez de nous donner une deuxième et très forte raison en faveur du maintien de notre amendement, du fait que vous limitez les possibilités de création d'instituts à régime favorable à ceux qui seront destinés à la recherche appliquée et que, par voie de conséquence, vous l'interdisez, tout au moins dans votre esprit, à des instituts du type demandé par le colloque de Caen, c'est-à-dire des instituts de recherche fondamentale. Une comparaison : les facultés des sciences s'appellent « facultés des sciences et des techniques », les facultés des lettres « facultés des lettres et des sciences humaines », les facultés de droit « facultés de droit et des sciences économiques » ; je pense que, demain, les facultés des sciences vous demanderont d'être des I. R. I. A. Elles ont déjà l'autonomie financière et il suffirait de leur donner un conseil d'administration, et peut-être auriez-vous abouti à cela mais vous venez d'indiquer que ces facilités seraient réservées aux instituts de recherche appliquée et c'est pourquoi nous maintenons cet amendement.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. J'ai demandé la parole, monsieur le président, pour dire que la commission des affaires culturelles est favorable à l'amendement de M. Longchambon. En effet, si la commission accepte que l'I. R. I. A. ait une nature juridique différente de celle des établissements administratifs, elle regrette que ce soit un privilège et elle est opposée à la multiplication des organismes de cette sorte dotés d'un privilège semblable, parce que, dans le même temps, on néglige de traiter le problème d'ensemble et que ces créations d'organismes séparés ne font que servir d'alibi.

Telles sont les raisons pour lesquelles la commission accepte l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement souhaite, comme les deux rapporteurs semblent le souhaiter aussi, s'opposer à la multiplication d'organismes qui seraient

constitués sur le type de l'I. R. I. A. C'est justement pourquoi il a fait accepter à l'Assemblée nationale un sous-amendement précisant que ce caractère scientifique et technique ne se justifierait que dans le cas où il s'agirait de recherche appliquée. En effet, sans cette précision restrictive, la porte aurait été ouverte à la multiplication à l'infini de ce genre d'instituts, car qui aurait pu alors empêcher tous les départements de recherche du C. N. R. S. ou toutes les facultés de France d'adopter le même statut ?

Or cette prolifération ne se justifiait pas et c'est seulement dans les cas où il y a des applications et où se posent des problèmes qui jusqu'à maintenant n'étaient résolus que par le caractère industriel et commercial que le Gouvernement estime utile la création de cette catégorie nouvelle de caractère scientifique et technique, qui est à mi-chemin entre le statut administratif, avec ses règles dont la rigidité est connue de tous et le caractère industriel et commercial dont la multiplication serait dangereuse.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 6, présenté par la commission des affaires économiques, accepté par la commission des affaires culturelles et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 14, de M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, tend, au premier alinéa de l'article 3, après les mots : « ... doté de l'autonomie financière... », à ajouter les mots : « ... et placé sous l'autorité du Premier ministre. »

Le second, n° 11, de M. Vérillon, au nom de la commission des affaires culturelles, tend, au premier alinéa de l'article 3, après les mots : « ...doté de l'autonomie financière... », à ajouter les mots suivants : « ...et placé sous la tutelle du ministre de l'éducation nationale. »

La parole est à M. le rapporteur de la commission des affaires économiques, pour soutenir le premier amendement.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Le projet de loi n'indique pas sous quelle autorité ministérielle sera placé l'institut de recherche d'informatique et d'automatique. Je présume que M. le ministre a l'intention de nous dire que cela relève du décret. Eh bien non ! Il faut que nous sachions, au moment où nous créons un établissement public, de quelle autorité ministérielle il va relever. C'est la moindre des choses.

Alors, comme il est à peu près certain que le Gouvernement entend le faire relever de l'autorité du Premier ministre, la commission des affaires économiques vous propose un amendement tendant précisément à placer l'institut sous l'autorité du Premier ministre.

En même temps, la commission des affaires culturelles présente un amendement le plaçant sous la tutelle du ministre de l'éducation nationale.

Etant donné la fonction de recherche appliquée de cet institut, de caractère interministériel, nous pensons que cet établissement doit être placé sous l'autorité du Premier ministre.

La commission des affaires économiques est donc défavorable à l'amendement de la commission saisie pour avis.

M. le président. La parole est à M. Vérillon, rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement n° 11.

M. Maurice Vérillon, rapporteur pour avis. La commission a réfléchi au problème de la tutelle à laquelle cet organisme devait être soumis. Si elle vous propose cet amendement, c'est pour une question de principe : ses deux missions principales sont des missions de recherche et de formation. Votre commission des affaires culturelles est attachée au principe selon lequel ces deux missions incombent au ministère de l'éducation nationale.

Certes, dans le cas particulier, un doute peut venir à l'esprit et je comprends l'attitude de M. Longchambon.

Votre commission sait que la faiblesse actuelle de l'industrie française des calculatrices exige un effort de recherche technologique et un effort industriel proprement dit très considérable. On pourrait donc estimer que l'impulsion doit venir du Premier ministre, chargé bien évidemment de l'action d'ensemble du Gouvernement.

Votre commission voudrait surtout affirmer que l'I. R. I. A. devrait avoir un caractère essentiellement temporaire et que lorsqu'il sera remédié aux carences actuelles tant en ce qui concerne l'industrie des calculatrices que la recherche en matière d'informatique et d'automatique et enfin de formation, ce devront être les ministères compétents en ces différents domaines qui en reprendront les attributions.

Je voulais donc que dans un avenir le plus proche possible les tâches de recherche et de formation des hommes reviennent rapidement au ministère de l'éducation.

Telle est la signification que nous attachons à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement est défavorable à l'amendement présenté par votre commission saisie pour avis et il est favorable à l'amendement présenté par votre commission saisie au fond.

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'amendement n° 14 de la commission des affaires économiques, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° 11 devient donc sans objet.

Sur le même article 3, je suis saisi de deux autres amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier amendement, n° 15, présenté par M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, propose, au premier alinéa de l'article 3, après les mots : « de développer », d'ajouter les mots : « notamment dans le cadre d'accords passés avec le ministère de l'éducation nationale ».

Le second amendement, n° 12, de M. Vérillon, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, propose, au même premier alinéa, après les mots : « de développer... », d'ajouter les mots suivants : « ...dans le cadre d'accords passés avec l'enseignement supérieur... ».

La parole est à M. Longchambon, pour soutenir l'amendement de la commission saisie au fond.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Sur le fond, ce sont deux amendements qui tendent au même objet. Nous invoquons seulement en faveur de l'amendement de notre commission des affaires économiques une forme législativement plus correcte. Celui de la commission des affaires culturelles tend à ce que les actions de formation de personnels faites par l'I. R. I. A. se développent dans le cadre d'accords passés avec l'enseignement supérieur. Or, celui-ci n'a pas de personnalité juridique. En outre, l'amendement déposé par notre commission prévoit que la formation de personnels par l'I. R. I. A. pourra se faire notamment dans le cadre d'accords passés avec le ministère de l'éducation nationale. Le mot « notamment » laisse place à d'autres voies possibles de formation.

Voilà en quoi l'amendement de la commission des affaires économiques se distingue de celui de la commission des affaires culturelles et voilà pourquoi notre commission donne un avis défavorable à l'amendement n° 12.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement de la commission des affaires culturelles.

M. Maurice Vérillon, rapporteur. L'amendement que j'ai présenté traduit notre volonté d'éviter que l'habitude soit prise de créer des organismes auxquels l'on donne ou qui s'arrogent des pouvoirs dans des domaines relevant de ministères ayant des responsabilités traditionnelles bien définies. Votre commission des affaires culturelles admet que, dans l'état actuel de la science de l'informatique, il puisse être nécessaire de regrouper au sein d'un organisme lié lui-même à l'industrie des enseignants de haute valeur, afin que la convergence de leurs efforts permette dans un temps court de donner l'impulsion nécessaire à l'enseignement de l'informatique. Mais toute action de formation doit être conçue et organisée dans le cadre d'accords passés avec l'enseignement supérieur.

Votre commission a maintes fois souligné dans de nombreux rapports et la commission de contrôle sur la réforme de l'enseignement en a fait un thème de ses travaux, que pour elle l'enseignement supérieur et la recherche devraient être intimement liés. Elle demande donc avec insistance que l'I. R. I. A. n'agisse pas en ce domaine d'une façon indépendante de l'enseignement supérieur, qu'il y puise ses savants, ses enseignants, ses chercheurs, afin qu'en retour l'enseignement supérieur puisse bénéficier de l'enrichissement que l'I. R. I. A. aura pu donner à ceux-ci.

Telle était la signification de notre amendement ; mais, étant donné le peu de différence qui existe avec l'amendement présenté par la commission des affaires économiques, nous nous rallions bien volontiers à la thèse de M. Longchambon et retirons l'amendement que nous avons présenté.

M. le président. L'amendement n° 12 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission des affaires économiques ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement est prêt à se rallier à l'amendement auquel la commission des affaires culturelles vient de se rallier elle-même.

Je voudrais cependant saisir cette occasion pour donner une précision relative à une question qui m'avait été posée tout à l'heure et à laquelle je n'avais pas répondu. On me demandait pourquoi il était impossible d'accepter l'amendement présenté par la commission des affaires culturelles. Je répons qu'il n'y a pas une seule filière de formation qui serait l'enseignement supérieur. Il y a plusieurs filières, il y a aussi la formation professionnelle, il y a les grandes écoles, il y a les bourses pour l'étranger.

Parmi les grandes écoles, je voudrais donner un aperçu de la diversité administrative devant laquelle nous nous trouvons. Parmi les écoles intéressées par l'informatique il y a par exemple : « Sup'Elec » qui dépend de l'industrie et de l'éducation nationale ; les Télécommunications qui dépendent des P. T. T. ; « Sup'Aéro » qui dépend des armées ; les Mines qui dépendent de l'industrie ; les Travaux publics qui dépendent de l'équipement et Polytechnique qui dépend des armées. Vous voyez qu'il est impossible de figer dans un seul cadre basé sur l'enseignement supérieur la formation de ces personnels.

Aussi, dans un esprit de collaboration avec le Sénat, le Gouvernement est prêt à se rallier à l'amendement proposé par la commission saisie au fond.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 15, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole sur l'ensemble de l'article 3, modifié par les amendements n° 6, 14 et 15 précédemment adoptés ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — Des décrets en Conseil d'Etat fixeront les règles de fonctionnement des établissements publics créés en vertu des articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus » — *(Adopté.)*

[Après l'article 4.]

M. le président. Par amendement n° 13, M. Darras et les membres du groupe socialiste proposent, après l'article 4, d'insérer un article additionnel 4 bis ainsi rédigé :

« Il est créé un conseil supérieur de la recherche scientifique et technique, organisme de caractère interministériel, conseil du Gouvernement en matière de recherche scientifique et technique.

« Composé par moitié de membres élus et de membres nommés, il émane du comité national de la recherche scientifique et est représentatif des organismes de recherche relevant des divers ministères, du secteur semi-public et du secteur privé.

« Le conseil supérieur de la recherche scientifique et technique veillera à permettre au centre national de la recherche scientifique de devenir l'organisme réalisant l'unité de la recherche scientifique et l'articulation entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

« Le conseil devra dans ce but élaborer les réformes de statut, d'organisation et de fonctionnement du centre national de la recherche scientifique qui seront nécessaires pour lui permettre de jouer, entre les différents départements ministériels, un rôle souple et efficace de coordination tant des orientations et décisions prises au niveau gouvernemental que des recherches fondamentales et appliquées effectuées au niveau des organismes de recherche et des laboratoires.

« Le conseil préparera le regroupement, dans le cadre ainsi élargi et assoupli du centre national de la recherche scientifique, des diverses instances de recherche, de coordination et de gestion scientifique, y compris celles visées aux articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus.

« Les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à la recherche scientifique seront soumis pour avis au conseil supérieur de la recherche scientifique et technique. »

La parole est à M. Darras.

M. Michel Darras. Mes chers collègues, nous voici parvenus à l'amendement à propos duquel je vous avais loyalement prévenus de mon intention de prendre la parole assez longuement au cours de la discussion des articles.

L'exemple fourni par les pays les plus en avance dans le développement et le progrès scientifique montre l'intérêt et

l'efficacité de structures souples qui ne soient pas emprisonnées dans le carcan d'une organisation trop centralisée. Il faut prendre garde, cependant, de ne pas tomber dans le défaut inverse d'un émiettement des instances responsables en matière de recherche accompagné nécessairement d'une multiplication des organismes de coordination.

La coordination des recherches d'un secteur où elles sont les plus dispersées, la tentative de faire passer le résultat des recherches le plus rapidement possible au stade de l'exploitation, le souci d'un effort indispensable dans le domaine de l'informatique et de l'automatique, sont autant d'éléments à considérer attentivement dans les articles qui viennent d'être successivement adoptés par le Sénat.

Il faut cependant éviter de subordonner la recherche à des impératifs économiques immédiats, sous la pression d'intérêts privés. Une telle subordination aurait des conséquences graves sur le développement de la recherche dans son ensemble. De ce point de vue, le projet de loi présenté par le Gouvernement, qui isole arbitrairement la recherche effectuée dans certains secteurs présentant à ses yeux un intérêt économique immédiat, nous semble dangereux. La recherche, dans toutes les disciplines, constitue un ensemble cohérent et l'on ne peut envisager de recherche appliquée efficace sans un lien étroit avec l'ensemble de la recherche dans les autres disciplines.

Cette cohésion, condition pour que la politique de recherche garde une certaine unité dans son élaboration comme dans son application, n'apparaît pas dans la manière dont sont situés les trois organismes nouveaux qui font l'objet des articles 1, 2 et 3. Bien au contraire, l'accent semble mis par le Gouvernement sur une diversification qu'accroît par ailleurs le recouvrement des missions déjà assurées par d'autres organismes et en particulier par le centre national de la recherche scientifique.

Tout cela provient sans doute de l'incapacité dans laquelle s'est trouvé le C. N. R. S. de développer ses activités sur le plan interministériel. De l'analyse des activités du C. N. R. S. depuis sa création ressortent à la fois les résultats essentiels auxquels il est parvenu et qui sont pour une bonne part à l'origine du renouveau de la science française et les difficultés qu'au sein même du ministère dont il dépend il a rencontrées, sans pouvoir les vaincre, pour remplir sa mission.

Il faut remédier à cette situation car le C. N. R. S. est l'organisme de coordination et de recherche qui peut assurer l'unité et la cohésion de la recherche scientifique. Il possède à l'état potentiel les capacités pour réaliser, on l'a dit avant moi, l'articulation de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée — des exemples en donnent la preuve — la juxtaposition de la formation et du « recyclage » au contact même de la recherche, l'osmose recherche-enseignement, la liaison recherche-industrie, tout cela pour peu qu'on lui laisse la possibilité de se développer.

Vingt et un ans après sa création, force est de constater que l'on refuse au C. N. R. S. le bénéfice des conditions propres à son développement.

Or, il apparaît dès maintenant qu'il manquera bientôt à la recherche, telle que le Gouvernement tend à la structurer, un support qui en assure l'unité.

C'est la raison pour laquelle nous présentons cet amendement en insistant pour son adoption. Il propose de donner au Centre national de la recherche scientifique, en le rénovant et en l'adaptant, la possibilité de travailler sur un plan interministériel, son point d'attache restant dans son ministère d'origine, mais son activité s'étendant sur les divers départements ministériels, y compris celui du ministre délégué chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.

N'y a-t-il pas en effet danger dans la multiplication des coordinations au niveau interministériel ? Plutôt que de laisser à plus tard le soin de trouver la cohésion nécessaire, il faut choisir d'utiliser l'organisme qui existe et qui, bien plus, a été créé pour cela, le Centre national de la recherche scientifique, de façon à assurer l'unité de la recherche fondamentale et appliquée autant dans les organismes d'orientation que dans les laboratoires. Il y pourvoit déjà sur ce dernier plan. Il faut l'encourager plus fermement. Il est remarquablement situé et armé pour être la charnière entre la recherche fondamentale, dont l'enseignement supérieur est inséparable, et l'application de cette recherche.

Certes, l'actuel C. N. R. L. S. n'est pas en mesure, du jour au lendemain, de parvenir à un tel rôle, mais les preuves qu'il a données de son efficacité permettent de lui réserver d'ores et déjà ce rôle et de réaliser son adaptation en lui donnant les formes, les structures et les moyens nécessaires.

Dans ce but, il faut replacer l'organisme qui conseille le Gouvernement en matière de recherche à sa vraie place, celle qu'il avait été prévue en 1945 : ce conseil doit se situer entre

le comité interministériel et le C. N. R. S., être représentatif des organismes de recherche qui relèvent des divers ministères, du secteur semi-public et du secteur privé.

C'est donc un conseil supérieur de la recherche scientifique et technique que nous proposons d'instituer pour réaliser la synthèse, dans un organisme composé pour moitié de membres élus et de membres nommés, de l'actuel comité consultatif de la délégation générale de la recherche scientifique et technique et du directeur élargi du C. N. R. S. dans son rôle de conjoncture.

Ce conseil supérieur aura la mission de permettre au C. N. R. S. de devenir l'organisme qui puisse réaliser l'unité de la recherche, les grandes articulations indispensables de la recherche fondamentale et appliquée, vers l'exploitation des résultats, vers l'enseignement.

Le conseil devra élaborer les réformes de statut, d'organisation et de fonctionnement du C. N. R. S. qui seront nécessaires à cet organisme pour lui permettre de jouer, entre les différents départements ministériels un rôle souple et efficace de coordination tant des orientations et décisions prises au niveau gouvernemental que des recherches fondamentales et appliquées effectuées au niveau des organismes de recherche et des laboratoires.

Le conseil veillera à l'unité de la politique de recherche du pays en regroupant dans le cadre ainsi élargi et assoupli du C. N. R. S. les diverses instances de recherche, de coordination et de gestion scientifiques, dont celles faisant l'objet des articles 1^{er}, 2 et 3 du texte en discussion.

Le conseil jouera aussi son rôle propre auprès du Gouvernement. Il lui présentera les rapports de conjoncture dont il faut se souvenir qu'ils ont été jusqu'ici le fruit du travail du comité national et du C. N. R. S. Les projets des textes législatifs et réglementaires ayant trait à la recherche scientifique et technique lui seront soumis pour avis.

Sans doute, mes chers collègues, aurez-vous trouvé, à l'heure où nous sommes, mes explications un peu longues, mais il ne m'était guère possible de vous présenter plus brièvement un amendement à nos yeux important du fait des garanties qu'il tente d'apporter pour l'avenir de la recherche.

M. Georges Cogniot. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. Henri Longchambon, rapporteur. Vous avez constaté, mes chers collègues, l'ampleur des intentions contenues dans cet amendement.

Que notre collègue M. Darras me permette de lui dire que j'ai vécu la création par Jean Perrin et Paul Langevin du C. N. R. S. Je sais pour quelles raisons ils l'ont créé ; c'était pour qu'il apporte à l'Université, qui ne pouvait pas obtenir par voie directe, les moyens de faire de la recherche, c'est-à-dire des aides en personnel, des bourses pour que des jeunes puissent passer quelques années à se former à la recherche, des aides en matériel que l'Université ne pouvait pas obtenir par la voie du budget régulier. Parallèlement, Jean Perrin a créé le centre national de la recherche appliquée, qui était totalement indépendant du centre national de la recherche scientifique pure, parce qu'il savait que dans ce domaine les techniques d'intervention ne sont pas les mêmes.

Ce centre national n'a vécu que deux ans ; il a été supprimé par le Gouvernement de Vichy et nous ne l'avons pas vu renaître. Mais ce n'est pas le centre national de la recherche scientifique tout court, tel qu'il existe actuellement, qui peut faire face à l'immense ampleur des problèmes d'organisation de la recherche scientifique dans son ensemble. Ces problèmes ont été portés depuis 1954 au niveau de la présidence du conseil et du Premier ministre actuel, et c'est depuis cette époque que l'on voit le Gouvernement s'occuper plus ou moins bien, mais en tout cas s'occuper, de la recherche scientifique.

Ne faites pas redescendre par votre amendement ces problèmes de la recherche scientifique à un niveau d'échelon ministériel certes très qualifié, celui de l'éducation nationale, mais disposant de beaucoup moins d'autorité dans les instances gouvernementales, vis-à-vis par exemple du ministre des finances.

Pour ces raisons, votre commission saisie au fond est défavorable à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. Le Gouvernement a le même sentiment que celui qui vient d'être si magnifiquement exprimé par M. le rapporteur de la commission des affaires économiques et n'a pas un mot à ajouter.

M. Michel Darras. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Darras.

M. Michel Darras. Ce n'est pas, à notre avis, faire « redescendre » la recherche scientifique que de la rattacher au ministère de l'éducation nationale. C'est au contraire parce que la mission de l'Université nous paraît s'effacer trop dans le texte en discussion que je vous ai présenté cet amendement. Peut-être contient-il, quant à la forme, des imprécisions et des insuffisances...

M. Henri Longchambon, rapporteur. Ce n'est pas grave !

M. Michel Darras. ... mais je crois que le membre de phrase : « composé par moitié de membres élus et de membres nommés » peut répondre à la situation.

En tout cas, pour des raisons de principe qui paraissent évidentes et en pensant que, s'il le faut, une navette avec l'Assemblée nationale pourra éventuellement améliorer cet amendement, je le maintiens et le groupe socialiste dépose à ce sujet une demande de scrutin public.

M. Henri Longchambon, rapporteur. Je voudrais préciser que, si j'ai employé le mot « redescendre », je ne me suis pas placé sur le plan des valeurs, car je suis un universitaire, mais sur le plan de l'efficacité pratique.

M. Georges Cogniot. Alors rattachons tout au Premier ministre !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 13, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe socialiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 31 :

Nombre des votants.....	268
Nombre des suffrages exprimés.....	268
Majorité absolue des suffrages exprimés.	135
Pour l'adoption.....	83
Contre	185

Le Sénat n'a pas adopté.

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5 (nouveau). — Le Gouvernement présentera chaque année au Parlement, à l'appui du projet de loi de finances, un rapport précisant l'ensemble des programmes de recherches en cours et des moyens qui leur sont consacrés et justifiant, par l'indication des résultats obtenus ou escomptés, les actions et interventions proposées dans le projet de loi de finances. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 7, présenté par M. Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques, tend à rédiger comme suit cet article :

« Le Gouvernement présentera chaque année au Parlement, en annexe au projet de loi de finances, un rapport sur l'activité des trois organismes ainsi créés et les moyens qui leur sont consacrés, en justifiant par l'indication des résultats obtenus ou escomptés les actions et interventions proposées dans le projet de loi de finances. »

Le second, n° 20, présenté par le Gouvernement, a pour objet de rédiger comme suit le début de cet article :

« Le Gouvernement présentera chaque année au Parlement, à l'appui du projet de loi de finances, un rapport sur l'ensemble des programmes de recherches en cours et des moyens qui leur sont consacrés, et notamment sur l'activité des trois organismes ainsi créés, en justifiant par l'indication des résultats... »

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henri Longchambon, rapporteur. La commission se rallie à l'amendement du Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 7 est donc retiré.

La parole est à M. le ministre délégué, pour soutenir l'amendement n° 20.

M. Alain Peyrefitte, ministre délégué. L'amendement du Gouvernement est simplement destiné à augmenter le pouvoir de contrôle du Parlement alors que celui de la commission avait pour effet de le restreindre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20, auquel s'est ralliée la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, modifié par l'amendement que le Sénat vient d'adopter.

(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. Michel Darras. Le groupe socialiste s'abstient.

M. Georges Cogniot. Le groupe communiste votera contre. *(Rires au centre gauche.)* Il vote contre Schneider et non pas contre la science !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 12 —

DEMANDE D'AUTORISATION D'ENVOI DE MISSIONS D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu une lettre par laquelle M. Alex Roubert, président de la commission des finances, me fait connaître que, dans sa séance du 14 décembre 1966, cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information chargées d'étudier :

— la première, l'évolution des relations financières et économiques de la France avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Indonésie ;

— la seconde, les caractéristiques financières de la croissance économique du Japon.

Le Sénat sera appelé à statuer sur ces demandes dans les formes fixées par l'article 21 du règlement.

— 13 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Jean de Bagneux un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques (n° 105, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 132 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Descours Desacres un rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif aux « communautés urbaines » (n° 9, 23, 41, 59 et 87, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 133 et distribué.

J'ai reçu de M. André Diligent un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques (n° 81, 1966-1967).

Le rapport sera imprimé sous le n° 134 et distribué.

— 14 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour du jeudi 15 décembre :

A dix heures, première séance publique :

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article L. 15 du code des postes et télécommunications relatif aux correspondances adressées « poste restante » à des mineurs. — [N° 68 (rectifié) et 77 (1966-1967). — M. Joseph Beaujannot, rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan.]

2. — Discussion en nouvelle lecture du projet de loi relatif aux « communautés urbaines », adopté avec modifications par l'Assemblée nationale après nouvelle lecture. — [N° 9, 23, 41, 59, 87, 121 et 133 (1966-1967). — M. Jacques Descours Desacres, rapporteur de la commission spéciale.]

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la réglementation de la profession d'audioprothésiste. — [N° 258 (1965-1966) et 95 (1966-1967). — M. André Plait, rapporteur de la commission des affaires sociales.]

A seize heures, deuxième séance publique :

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant et complétant le code électoral. — [N° 85 et 120 (1966-1967). — M. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer. — [N° 86 (1966-1967). — M. Joseph Voyant, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

3. — Eventuellement, discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1966. — [M. Marcel Pellenc, rapporteur général, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.]

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?..

La séance est levée.

(La séance est levée, le jeudi 15 décembre, à deux heures vingt minutes.)

Le Directeur du service de la sténographie du Sénat,
HENRY FLEURY.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 14 DECEMBRE 1966

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre. »

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

6448. — 14 décembre 1966. — M. Bernard Lafay, en donnant acte à M. le ministre de l'éducation nationale des efforts qui sont actuellement déployés en vue de la formation des cadres supérieurs et de la reconversion des adultes contraints par suite de l'évolution de la conjoncture économique, de s'orienter vers d'autres activités que celles qu'ils exerçaient jusqu'alors, constate néanmoins que l'enseignement technique présente encore de graves lacunes lorsqu'il est dispensé au niveau de l'apprentissage. Les résultats de récentes enquêtes mettent, en effet, en lumière que 230.000 jeunes gens et jeunes filles ont, cette année encore, commencé à exercer un métier sans avoir préalablement acquis un quelconque qualification professionnelle. Certes, il ne saurait être question d'incriminer, à cet égard, un manque de variété dans l'éventail des certificats d'aptitude professionnelle. Ceux-ci, bien au contraire, se répartissent en 450 séries, ce qui constitue, en toute évidence, une excessive diversification. Leur délivrance ne peut, en conséquence, manquer d'être affectée d'une certaine anarchie, car il est malaisé de distinguer, dans cet ensemble pléthorique, les véritables orientations professionnelles que ces certificats confèrent à leurs titulaires. Il s'ensuit qu'un jeune travailleur sur trois ne se dirige pas actuellement vers le métier auquel il a consacré les trois années d'études que requiert l'obtention d'un certificat d'aptitude professionnelle. Cette circonstance, assurément regrettable en un temps où notre pays souffre d'un déficit en ouvriers qualifiés, milite en faveur d'une réforme. Toute action en ce domaine se révélerait pourtant dénuée d'efficacité si elle ne s'accompagnait à brève échéance d'un accroissement de la capacité d'accueil des collèges d'enseignement technique, qui reste insuffisante, en dépit des améliorations intervenues et continue à s'opposer à ce que nombre de jeunes gens et de jeunes filles puissent recevoir la formation professionnelle à laquelle ils aspirent et que rendent d'ailleurs indispensable les modalités et les structures des activités économiques modernes. Il lui saurait gré des indications qu'il serait à même de lui fournir sur la suite qu'il envisage de réserver aux observations qui précèdent, notamment dans le cadre de la loi d'orientation et de programme n° 66-892 du 3 décembre 1966 et du plan triennal d'équipement qu'elle comporte.

6449. — 14 décembre 1966. — M. Charles Suran expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'information le grave préjudice subi par les secrétaires de classe exceptionnelle, 2^e échelon de l'O. R. T. F., en activité ou en retraite, issues de l'ancien cadre des employés des P. T. T. En effet, l'indice terminal net de cette catégorie de personnel féminin fixé à 360 par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, n'a jamais été modifié alors que les surveillantes principales des postes et télécommunications en possession du même indice ont récemment obtenu, consécutivement à la réforme du cadre B l'indice net 440 (brut 470) avec l'appellation de surveillantes en chef de 2^e classe. Il lui demande si des mesures sont actuellement envisagées pour rétablir l'équivalence de traitement existant en 1948 entre le personnel de l'O. R. T. F. en cause et celui des postes et télécommunications.

6450. — 14 décembre 1966. — M. Roger Lagrange expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation suivante : les marins sont actuellement imposés, en ce qui concerne les patentes, à leur bureau d'affrètement. Ceci est admissible pour les marins

qui n'ont pas de domicile ; pour la majorité des autres, qui ont un logement à terre, dans la ville ou commune siège de leur exploitation, il semble que la patente devrait être payée dans cette ville ou commune où ils règlent déjà leurs impôts mobiliers et immobiliers, qui est leur résidence fixe et où ils reçoivent leur courrier. Il s'ensuit pour beaucoup d'entre eux une lourde charge, car les patentes sont souvent plus élevées dans les villes où sont les bureaux d'affrètement que dans les communes où ils sont domiciliés. C'est le cas en Saône-et-Loire, où le montant des patentes varie parfois du simple au double. La circulaire qui régleme le paiement des patentes n'ayant pas prévu ce cas, il lui demande s'il serait possible de la modifier afin que les marins ayant un domicile fixe, soient traités comme les autres contribuables.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du mercredi 14 décembre 1966.

SCRUTIN (N° 30)

Sur les articles et l'ensemble du projet de loi organisant une consultation de la population de la Côte française des Somalis, à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels. (Vote unique demandé par le Gouvernement, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.)

Nombre des votants.....	80
Nombre des suffrages exprimés.....	63
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	32
Pour l'adoption	63
Contre	0

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM. Ahmed Abdallah. Hubert d'Andigné. Philippe d'Argenlieu. Hamadou Barkat Gourat. Jacques Baumel. Maurice Bayrou. Jean Bertaud. Aimé Bouquerel. Jean-Eric Bousch. Robert Bouvard. Martial Brousse. André Bruneau. Pierre Carous. Maurice Carrier. Robert Chevalier (Sarthe). Pierre de Chevigny. Henri Cornat. Alfred Dehé. Claudius Delorme. Paul Driant.	Hector Dubois (Oise). Fernand Esseul. Yves Estève. Jean Fleury. Marcel Fortier. Général Jean Ganeval. Pierre Garet. Lucien Gautier (Maine-et-Loire). Victor Golvan. Roger du Halgout. Roger Houdet. Alfred Isautier. Léon Jozeau-Marigné. Jean de Lachomette. Maurice Lalloy. Arthur Lavy. Marcel Lebreton. Marcel Legros. Paul Lévêque. Robert Liot. Georges Marie-Anne. Marcel Molle.	Geoffroy de Montalembert. Jean Natali. Paul Pelleray. Lucien Perdureau. Hector Peschaud. Paul Piales. Alfred Poroï. Henri Prêtre. Jacques Rastoin. Georges Repiquet. Paul Ribeyre. Jacques Richard. Eugène Ritzenthaler. Pierre Roy. François Schleiter. Robert Schmitt. Jacques Soufflet. Jean-Louis Vigier. Robert Vignon. Michel Yver. Modeste Zussy.

Se sont abstenus :

MM. Gustave Alric. Louis André. Edmond Barrachin. Joseph Beaujannot. Juien Brunhes. Robert Bruyneel.	Michel Chauty. Jacques Descours Desacres. Paul Guillard. Paul Guillaumot. Baudouin de Haute-cloque.	Marcel Lambert. Modeste Legouez. Jacques Ménard. François Patenôtre. André Platt. Marcel Prélot.

N'ont pas pris part au vote :

MM. André Armengaud. Emile Aubert. Marcel Audy. Jean de Bagneux. Octave Bajoux. Clément Balestra. Paul Baratgin. Pierre Barbier.	Jean Bardol. Jean Bène. Daniel Benoist. Lucien Bernier. Jean Berthoin. Roger Besson. Général Antoine Béthouart. Auguste Billémas.	René Blondelle. Raymond Boin. Edouard Bonnefous (Seine-et-Oise). Raymond Bonnefous (Aveyron). Georges Bonnet. Jacques Bordeneuve. Raymond Bossus.

Marcel Boulangé.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Pierre Bourda.
Joseph Brayard.
Marcel Brégégère.
Raymond Brun.
Florian Bruyas.
Roger Carcassonne.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Marcel Champeix.
Michel Champlébourg.
Adolphe Chauvin.
Paul Chevallier (Savoie).
Bernard Chochoy.
Henri Claireaux.
Emile Claparède.
Georges Cogniot.
André Colin.
André Cornu.
Yvon Coudé du Foresto.
Antoine Courrière.
Louis Courroy.
Maurice Coutrot.
Mme Suzanne Crémieux.
Etienne Dailly.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.
Jean Deguise.
Roger Delagnes.
Mme Renée Dervaux.
Henri Desseigne.
André Diligent.
Emile Dubois (Nord).
Roger Duchet.
Jacques Duclos.
Baptiste Dufeu.
André Dulin.
Michel Durafour.
Charles Durand (Cher).
Hubert Durand (Vendée).
Emile Durieux.
Adolphe Dutoit.
Jean Errecart.
Paul Favre.
Pierre de Félice.
Jean Filippi.
André Fosset.
Charles Fruh.
Abel Gauthier (Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.

François Giacobbi.
Lucien Grand.
Jean Gravier (Jura).
Robert Gravier (Meurthe-et-Moselle).
Léon-Jean Grégory.
Louis Gros.
Georges Guille.
Louis Guillou.
Raymond Guyot.
Yves Hamon.
Jacques Henriet.
Gustave Héon.
René Jager.
Eugène Jamain.
Louis Jung.
Michel Kauffmann.
Michel Kistler.
Jean Lacaze.
Roger Lachèvre.
Bernard Lafay.
Pierre de La Gontrie.
Roger Lagrange.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Robert Laurens.
Charles Laurent-Thouvery.
Guy de La Vasselais.
Edouard Le Bellegou.
Jean Lecanuet.
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
François Levacher.
Henri Longchambon.
Jean-Marie Louvel.
Pierre Maille.
Pierre Marcilhacy.
André Maroselli.
Georges Marrane.
Louis Martin (Loire).
Marcel Martin (Meurthe-et-Moselle).
Paul Massa.
Jacques Masteau.
Pierre-René Mathey.
Roger Menu.
André Méric.
Léon Messaud.
Pierre Métayer.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
Max Monchon.
François Monsarrat.
Claude Mont.
André Monteil.
Lucien De Montigny.
Gabriel Montpied.
Roger Morève.

André Morice.
Léon Motais de Narbonne.
Marius Moutet.
Louis Namy.
Charles Naveau.
Jean Nayrou.
Jean Noury.
Gaston Pams.
Henri Parisot.
Guy Pascaud.
Paul Pauly.
Marc Pauzet.
Marcel Pellene.
Jacques Pelletier.
Jean Périquier.
Général Ernest Petit.
Guy Petit.
Gustave Philippon.
Jules Pinsard.
Auguste Pinton.
Alain Poher.
Georges Portmann.
Roger Poudonson.
Mlle Irma Rapuzzi.
Joseph Raybaud.
Etienne Restat.
Eugène Romaine.
Vincent Rotinat.
Alex Roubert.
Georges Rougeron.
Maurice Sambron.
Jean Sauvage.
Abel Sempé.
Charles Sinsout.
Edouard Soldani.
Robert Soudant.
Charles Suran.
Paul Symphor.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.
Roger Thiébault.
Mme Jeannette Thorez-Vermeersch.
René Tinant.
Jean-Louis Tinaud.
René Toribio.
Henri Tournan.
Ludovic Tron.
Raoul Vadepiéd.
Camille Vallin.
Jacques Vassor.
Fernand Verdeille.
Maurice Vérillon.
Jacques Verneuil.
Joseph Voyant.
Paul Wach.
Raymond de Wazières.
Joseph Yvon.
Charles Zwickert.

SCRUTIN (N° 31)

Sur l'amendement n° 13 de M. Michel Darras tendant à insérer un article additionnel 4 bis (nouveau) au projet de loi portant création d'organismes de recherche.

Nombre des votants..... 263
Nombre des suffrages exprimés..... 263
Majorité absolue des suffrages exprimés..... 132

Pour l'adoption 82
Contre 181

Le Sénat n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Emile Aubert.
Marcel Audy.
Clément Balestra.
Paul Baratgin.
Pierre Barbier.
Jean Bardol.
Jean Béne.
Daniel Benoist.
Lucien Bernier.
Roger Besson.
Auguste Billiemaz.
Jacques Bordeneuve.
Raymond Bossus.
Marcel Boulangé.
Pierre Bourda.
Joseph Brayard.
Marcel Brégégère.
Roger Carcassonne.
Marcel Champeix.
Michel Champlébourg.
Bernard Chochoy.
Georges Cogniot.
Antoine Courrière.
Maurice Coutrot.
Georges Dardel.
Marcel Darou.
Michel Darras.
Léon David.

Roger Delagnes.
Mme Renée Dervaux.
Emile Dubois (Nord).
Jacques Duclos.
Emile Durieux.
Adolphe Dutoit.
Abel Gauthier (Puy-de-Dôme).
Jean Geoffroy.
Léon-Jean Grégory.
Georges Guille.
Raymond Guyot.
Jean Lacaze.
Pierre de La Gontrie.
Roger Lagrange.
Georges Lamousse.
Adrien Laplace.
Edouard Le Bellegou.
Pierre Marcilhacy.
André Maroselli.
Georges Marrane.
Léon Messaud.
Pierre Métayer.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
Gabriel Montpied.
Marius Moutet.
Louis Namy.

Charles Naveau.
Jean Nayrou.
Gaston Pams.
Guy Pascaud.
Paul Pauly.
Jean Périquier.
Général Ernest Petit.
Gustave Philippon.
Jules Pinsard.
Auguste Pinton.
Mlle Irma Rapuzzi.
Alex Roubert.
Georges Rougeron.
Abel Sempé.
Edouard Soldani.
Charles Suran.
Paul Symphor.
Edgar Tailhades.
Louis Talamoni.
Roger Thiébault.
Mme Jeannette Thorez-Vermeersch.
René Toribio.
Henri Tournan.
Ludovic Tron.
Camille Vallin.
Fernand Verdeille.
Maurice Vérillon.

Ont voté contre :

MM.
Ahmed Abdallah.
Gustave Atric.
Hubert d'Andigné.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
André Armengaud.
Jean de Bagneux.
Octave Bajeux.
Hamadou Barkat Gourat.
Edmond Barrachin.
Jacques Baumel.
Maurice Bayrou.
Joseph Beaujannot.
Jean Bertaud.
Jean Berthoin.
Général Antoine Béthouart.
René Blondelle.
Raymond Boin.
Edouard Bonnefous (Seine-et-Oise).
Raymond Bonnefous (Aveyron).
Georges Bonnet.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Amédée Bouquerel.
Jean-Eric Bousch.
Robert Bouvard.
Martial Brousse.
André Bruneau.
Julien Brunhes.
Florian Bruyas.
Robert Bruyneel.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Pierre Carous.
Maurice Carrier.
Michel Chauty.
Adolphe Chauvin.

Robert Chevallier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
Pierre de Chevigny.
Henri Claireaux.
Emile Claparède.
André Colin.
Henri Cornat.
André Cornu.
Yvon Coudé du Foresto.
Louis Courroy.
Mme Suzanne Crémieux.
Etienne Dailly.
Jean Deguise.
Alfred Dehé.
Claudius Delorme.
Jacques Descours Desacres.
Henri Desseigne.
André Diligent.
Paul Driant.
Hector Dubois (Oise).
Roger Duchet.
Baptiste Dufeu.
André Dulin.
Michel Durafour.
Charles Durand (Cher).
Hubert Durand (Vendée).
Jean Errecart.
Fernand Esseul.
Yves Estève.
Paul Favre.
Pierre de Félice.
Jean Filippi.
Jean Fleury.
Marcel Fortier.
André Fosset.

Charles Fruh.
Général Jean Ganeval.
Pierre Garet.
Lucien Gautier (Maine-et-Loire).
François Giacobbi.
Victor Goivan.
Lucien Grand.
Jean Gravier (Jura).
Robert Gravier (Meurthe-et-Moselle).
Louis Gros.
Paul Guillard.
Paul Guillaumeot.
Louis Guillou.
Roger du Halgouet.
Yves Hamon.
Baudouin de Haute-cloque.
Jacques Henriet.
Gustave Héon.
Roger Houdet.
René Jager.
Eugène Jamain.
Léon Jozeau-Marigné.
Louis Jung.
Michel Kauffmann.
Michel Kistler.
Roger Lachèvre.
Jean de Lachomette.
Bernard Lafay.
Maurice Lalloy.
Marcel Lambert.
Robert Laurens.
Charles Laurent-Thouvery.
Guy de La Vasselais.
Arthur Lavy.
Marcel Lebreton.
Jean Lecanuet.
Modeste Legouez.
Marcel Legros.

Excusés ou absents par congé :

MM. Henri Lafleur, Henry Loste et André Picard.

N'a pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Sénat.

A délégué son droit de vote :

(Art. 63 et 64 du règlement.)

M. André Armengaud à M. Paul Driant.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 81
Nombre des suffrages exprimés..... 64
Majorité absolue des suffrages exprimés..... 33

Pour l'adoption 64
Contre 0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
François Levacher.
Paul Lévêque
Robert Liot.
Henri Longchambon
Jean-Marie Louvel.
Pierre Maille.
Louis Martin (Loire)
Marcel Martin
(Meurthe-et-Moselle).
Paul Massa.
Jacques Masteau.
Pierre-René Mathey.
Jacques Ménard.
Roger Menu.
Marcel Molle.
Max Monichon.
François Monsarrat.
Claude Mont.
Geoffroy de
Montalembert.
André Monteil.
Lucien De Montigny.
Roger Morève.

André Morice.
Léon Motais de
Narbonne.
Jean Natali.
Jean Noury.
Henri Parisot.
François Patenôtre.
Marc Pautzet.
Paul Pelleray.
Jacques Pelletier.
Lucien Perdereau.
Hector Peschaud.
Guy Petit.
M. Paul Piales.
André Plait.
Alai. Poher.
Alfred Poroi.
Georges Portmann.
Roger Foudonson.
Henri Prêtre.
Jacques Rastouin.
Joseph Raybaud.
Georges Repiquet.
Etienne Restat.
Jacques Richard.

Eugène Ritzenhalei
Eugène Romaine
Vincent Rotinat.
Pierre Roy.
Maurice Sambron.
Jean Sauvage.
François Schleiter
Robert Schmitt.
Charles Sinsout.
Robert Soudant.
Jacques Soufflet.
René Tinant.
Jean-Louis Tinaud.
Raoul Vadepléd.
Jacques Vassor.
Jacques Verneull.
Jean-Louis Vigier
Robert Vignon.
Joseph Voyant.
Paul Wach.
Raymond de Wazieres
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Modeste Zussy
Charles Zwickert

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Raymond Brun.

Alfred Isautier.
Georges Marie-Anne

Marcel Pellenc.
Paul Ribeyre.

Excusés ou absents par congé :

MM.
Henri Lafleur.

Henry Loste.
André Picard.

Marcel Prélot.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Sénat, et M. André Méric, qui présidait la séance.

A délégué son droit de vote :

(Art. 63 et 64 du règlement.)

M. André Armengaud à M. Paul Driant.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	268
Nombre des suffrages exprimés.....	268
Majorité absolue des suffrages exprimés.....	135

Pour l'adoption	83
Contre	185

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.